

REVUE DES DEUX MONDES

REVUE MENSUELLE FONDÉE EN 1829

« Les hommes apprennent
à connaître les hommes »
Chateaubriand

JANVIER 2014

Président :
Marc Ladreit de Lacharrière
Membre de l'Institut

1914-1918 La fin d'un monde

**Pourquoi
nous sommes-
nous autant
trompés sur
la Syrie ?**

Renaud Girard

**La république
selon la
monarchie**

Jean-Yves Pranchère



« Les hommes apprennent
à connaître les hommes »

Chateaubriand

Éditorial

5 | 1914-1918. La frontière

Courrier de Paris

7 | Bien cher Édouard
› Michel Crépu

Grand entretien

13 | L'histoire des révolutions arabes reste à écrire
› Gilles Kepel et Annick Steta

1914-1918, la fin d'un monde

25 | L'interminable sortie de guerre du premier
conflit mondial
› Bruno Cabanes

35 | ENTRETIEN – Mythe et réalité de Verdun
› Paul Jankowski et Aurélie Julia

46 | ENTRETIEN – La mémoire allemande de la
Grande Guerre
› Étienne François et Eryck de Rubercy

58 | Les objectifs de guerre : exercice de géopolitique
symbolique
› Henri de Montety

65 | « Angleterre, ma patrie » : paysages anglais
de la Grande Guerre
› Jean-Pierre Naugrette

78 | ENTRETIEN – La guerre des écrivains
› Laurence Campa et Robert Kopp

88 | Proust et la guerre
› Frédéric Verger

Études, reportages, réflexions

- 95 | Pourquoi nous sommes-nous autant trompés sur la Syrie ?
› **Renaud Girard**
- 102 | La république selon la monarchie (1/3) : de Bonald
à Chateaubriand
› **Jean-Yves Pranchère**
- 114 | Les églises et leurs héroïnes
› **Jean-Yves Boriaud**
- 127 | *It's (still) a man's world*
› **Annick Steta**
- 134 | RAISON GARDER – Le Front national et les habits neufs
de l'empereur
› **Gérald Bronner**

Esthétiques

- 141 | Victor Hugo « quand il n'est pas bête »
› **Alexandre Mare**
- 145 | ENTRETIEN – 1914-1918. Les avant-gardes artistiques
en guerre
› **Uwe M. Schneede et Eryck de Rubercy**

Critiques

- 157 | MUSIQUE – *Aïda, Elektra, la Vestale*
› **Mihaï de Brancovan**
- 160 | DISQUES – René Jacobs revisite la *Passion selon saint Matthieu*
› **Jean-Luc Macia**

Notes de lecture

- 165 | Sébastien Lapaque | Paolo Virno | William March | Lee Seung U
| Pierre Riché | Patrick Boucheron | Sergio Luzzatto | Daniel
Lindenberg | Raffaele Simone | Olivier Davenas | Laurent Lemire

Éditorial

1914-1918

La frontière

Pour nous qui savons la suite, lorsque nous considérons ces photographies d'adieu, gare de l'Est, nous sommes sidérés par l'ivresse, la joie, la fête. Tous ces jeunes garçons d'à peine 20 ans pour la plupart vont à une mort certaine, ils n'ont aucune idée de la boucherie qui les attend. La guerre, en cet été 1914, a des allures de partie de campagne. « La der des der » : l'a-t-on assez applaudi ! Michel Laval, dans son admirable livre sur Péguy soldat (1) – deux mois à peine, tué en pleine tête dès septembre – a magnifiquement décrit ce moment du départ. Les jeunes recrues vivent dans la conscience évidente qu'il s'agit là d'une guerre de civilisation. Combattre l'Allemagne, c'est combattre la barbarie, défendre le droit issu des profondeurs humanistes du Vieux Continent. Certes, tous les conscrits n'avaient pas lu Montesquieu et beaucoup ignoraient même jusqu'à son existence. Il n'empêche : c'est comme s'ils en étaient imprégnés. Et de fait, ils l'étaient.

On connaît la suite. Loin d'avoir été un duel de valeurs, la guerre de 1914-1918 a été le tombeau de la notion même de valeur. C'est là, précisément, que la commémoration de ce terrible événement peut avoir du sens. Non pas la célébration naïve d'un patriotisme aveugle, mais la conscience qu'un

trésor spirituel inestimable a péri dans la boue des tranchées. La Première Guerre mondiale a engendré la seconde, dont nul n'avait l'idée en 1914. Encore les conscrits d'août 1914 pouvaient-ils se sentir solidaires, par-delà les siècles, des armées d'autrefois. Ce ne sera plus le cas en juin 1940, au moment de la débâcle. Les démons du totalitarisme auront pris la main. Une main d'acier. Cent ans plus tard, où en sommes-nous avec cette mémoire ?

L'abondance incroyable de publications suffit à montrer à quel point l'événement touche encore au vif. Le prix Goncourt 2013 de Pierre Lemaître (2) est la pointe fine d'un Himalaya d'ouvrages historiques, de témoignages de toutes sortes. Il existe quelques photographies de 1870. Rien de commun avec 1914-1918, guerre moderne par excellence et qui coïncide, ce n'est pas un hasard, avec la révolution des avant-gardes, au même moment. Ni le mouvement Dada ni le surréalisme ne sont compréhensibles en dehors de cette dislocation inédite dans l'histoire de l'humanité. Un moment frontière. On ne comprend rien à l'aventure artistique du XX^e siècle en dehors de cette « scène primitive ».

C'est ainsi. En ouvrant ce dossier, la *Revue des Deux Mondes* entend poursuivre la réflexion tout au long de l'année 2014. De quelle dimension spirituelle l'Europe peut-elle s'enorgueillir aujourd'hui qui ne rende pas un son creux, abstrait, technocratique ? La technocratie est-elle le prix à payer pour avoir la paix ? C'est ce que nous essaierons de savoir, au long de cette année, que l'on souhaite heureuse à tous les lecteurs de la *Revue*, anciens et nouveaux. Qu'ils soient les bienvenus.

Bonne lecture,

M.C.

La Revue exprime particulièrement sa gratitude à Bruno Cabanes pour son aide précieuse à la réalisation de ce numéro.

1. Michel Laval, *Tué à l'ennemi. La dernière guerre de Charles Peguy*, Calmann-Lévy, 2013.

2. Pierre Lemaître, *Au revoir là-haut*, Albin Michel, 2013.

Courrier de Paris

le 1^{er} décembre 2013

Bien cher Édouard,

il me semble que cela fait une éternité que nous nous sommes parlé. A. m'a dit : « Il est à Singapour. » Le diable seul sait ce que vous faites à Singapour ? Votre courrier suit-il, au moins ? Vous remarquerez que je vous écris sur un papier du Japon. Autrefois, on disait d'un ouvrage qu'il était imprimé sur « japon impérial », « à la cuve », ou sur « vergé de Hollande ». J'ai choisi un simple papier de courrier administratif, *made in Japan*. Je le trouve discret, élégant. J'espère qu'il vous arrivera.

Est-ce le printemps à Singapour ? Ici à Paris, la ville s'enfoncé lentement dans l'hiver. Tout est gris argent, les feux des voitures font des taches rouges dans cette brume qui incite au refuge, au repli dans le *home* ou dans une loge d'opéra. Mon rêve : dormir à Garnier dans un lit de velours, au son des *Indes galantes*. Au lieu de cela, je rentre chez moi à vélo : rue Pasquier-carrefour Glacière-Montsouris. Une trotte. J'use désormais d'un vélo électrique qui me pousse dans les côtes, avec une exaltante discrétion. Vous pédalez alors même que quelqu'un semble pédaler pour vous. J'imagine qu'à Singapour, vous êtes rompu de longue date à ces nouvelles facilités du monde moderne, ou bien vous avez un jeune esclave qui pédale pour vous. Mon esclave à moi est invisible, ainsi n'ai-je pas honte de passer pour un post-colonial.

Je lis énormément. De plus en plus, si une telle chose est possible. Qui a dit qu'il ne se passait rien dans l'édition ? Il faut être aveugle. Je sors à l'instant de la *Correspondance Morand-Chardonne* (1), qui était très attendue, depuis des années. Il y avait *black out* au moins jusqu'à l'an 2000. Pour ne froisser personne, j'imagine. 1 200 pages ! Et ce n'est que le premier volume : 1949-1960. Je connais votre admiration pour l'auteur de *Tendres stocks*, j'ignore si vous avez des sentiments à l'égard de Chardonne, écrivain gracile qui a retrouvé des couleurs au temps de la présidence Mitterrand, qui le lisait. Saviez-vous que Philippe Jaccottet a préfacé l'un de ses recueils ? On est là dans le pastel, l'aquarelle charentaise. Quel charme, quel doigté !

À l'heure où j'écris ces lignes, la critique n'est pas encore « tombée ». Je vous parie que nous allons rouvrir, une fois de plus, l'interminable chronique des années d'Occupation et leurs conséquences sur la vie nationale. Rien d'autre ne nous intéresse. Morand et Chardonne ont été vichystes jusqu'à la moelle, disant « Gaulle » à la place du Général et je n'ai pas trouvé, tout au long de ces 1 200 pages, un seul mot aimable à l'égard des juifs. Cela ne m'a pas étonné, mais enfin tout de même... Venant d'écrivains aussi merveilleux à la plume, cela trouble, décidément. (R. m'a dit, à ce sujet : « Et encore, ce n'est rien comparé à la correspondance Morand-Nimier, toujours bloquée pour la même raison. ») Je ne suis pas sûr d'avoir envie de creuser plus loin, pour « comprendre ». Que constater d'autre, une fois de plus, que la mixité du talent avec l'ignoble ? Qu'espérait-on donc ? L'apparition du général de Gaulle à Paul Morand sur un quelconque chemin de Damas ? (Je vous passe les extraits qui vont être exhibés partout, je n'ai pas envie de fonctionner à l'« extrait », moi, je suis pour voir l'ensemble du tissu. Tout ça prend du temps, n'est-ce pas, et d'autres livres m'attendent.)

Ceci, tout de même, qui vous amusera, daté du 25 avril 1958, signé Morand :

« Je ne suis pas de droite ; vous non plus. Il n'y a qu'un parti de droite, c'est le PC. J'appelle droite le gouvernement d'un seul, les délits de grève, d'opinion, l'inter-

diction de penser et d'écrire hors de la ligne, le travail obligatoire, les uniformes chamarrés, etc. L'URSS, c'est Louis XIV pour la forme et Louis XI pour le fond. »

C'est ce qui s'appelle avoir le sens des perspectives. Voilà ce qui manque le plus, à l'heure actuelle en France : le sens des perspectives. Toute la classe politique considère, pétrifiée, le Front national se hisser au sommet, irrésistiblement. On dirait qu'elle n'attend que ça. Elle est sous hypnose. Qu'est-ce qu'il faudrait, pour bien faire ? De la profondeur de champ, rien d'autre. Si M. Juppé monte en ce moment dans les sondages, c'est parce qu'il est un des rares à donner cette impression de « profondeur de champ ». N'importe qui peut le constater, hors préjugé de préférence idéologique. Qui sait ce que les mois qui viennent nous réservent ? M. Juppé aura-t-il son heure ? Ce ne serait pas banal. J'arrête là mon numéro d'astrologue. Faisons confiance à la marche en plaine, comme disait Gustave Roud (je vous expliquerai un jour qui était ce monsieur). Et puis la conjoncture, on peut compter sur elle pour avoir des idées originales. Il suffit de voyager un peu en France pour sentir les craquements de banquise et se dire que cela ne durera pas éternellement, comme si la Providence des nations avait la France à la bonne quoi qu'il arrive. Les cordages sont tendus à l'extrême. L'effet « Bouddha » de M. Hollande suffira-t-il à maintenir le dernier nœud qui tienne ? Vous voyez que je suis terriblement parisien. Qu'en pense le *Singapour Times* ?

Tout est roux, ce matin. Je reçois à l'instant une lettre de Morand, Madrid, 29 septembre 1957 : « Des journées bleues, de vieilles murailles cuites au soleil, des mules noires passant sur un crépi blanc, suivies d'une poussière rouge, c'est le bonheur. »

À vous, votre ami,
Michel Crépu

1. Paul Morand, Jacques Chardonne, *Correspondance*, tome 1, 1949-1960, édition établie et annotée par Philippe Delpuech, préface de Michel Déon, de l'Académie française, Gallimard, 2013.

GRAND ENTRETIEN

13 | L'histoire des révolutions
arabes reste à écrire

› **Gilles Kepel**
et **Annick Steta**

L'HISTOIRE DES RÉVOLUTIONS ARABES RESTE À ÉCRIRE

› Entretien avec
Gilles Kepel
réalisé par Annick Steta



Revue des Deux Mondes – L’immolation par le feu de Mohamed Bouazizi à Sidi Bouzid, le 17 décembre 2010, a constitué le point de départ des révolutions arabes. Quelles ont été les causes de ces mouvements ?

Gilles Kepel Il est très difficile d’établir les causes de phénomènes auxquels on assignerait le nom de révolution quelque temps après leur survenue. La chouette de Minerve, dans ce domaine comme dans beaucoup d’autres, se lève au crépuscule. On en est surtout réduit à essayer de relever une collection de symptômes et de les organiser, en s’efforçant de ne rien rater, mais sans être véritablement capable pour l’instant de distinguer les causes principales des causes incidentes. Quand on a le nez sur l’événement, on a souvent tendance à privilégier un facteur en fonction de ses *a priori* ou de sa connaissance ancienne. Mais alors que ce facteur se révèlera par la suite secondaire, on en rate un autre qui est important. C’est pour cela que j’ai choisi de donner à *Passion arabe* la forme du journal :

on peut essayer de rassembler le matériau à partir duquel les historiens de l'avenir établiront peut-être des relations de causalité. Plusieurs décennies après sa survenue, la révolution française a été imputée par un certain nombre d'historiens à un lien entre divers ordres de réalité : la hausse du prix du grain en 1788, l'embâcle de la mer prise par les glaces en 1789, l'Encyclopédie et les philosophes, la faiblesse de caractère du roi Louis XVI. Tout cela forme un substrat

que les aléas de l'histoire et les capacités de mobilisation de groupes politiques peuvent ou non mettre en musique. Mais les causes de la révolution française restent toujours sujettes à débat d'historiens.

Nous sommes trois ans après le moment inaugural du vendredi 17 décembre 2010, jour où Mohamed Bouazizi s'immole par le feu et déclenche l'incendie qui atteindra presque tout le monde arabe. Qu'est-ce qui a fait que cette immolation-là a été une étincelle, contrairement à des dizaines d'autres qui se sont produites ce même automne en Tunisie, en Algérie et au Maroc ? Pourquoi est-ce advenu en Tunisie et pas en Égypte, par exemple ? Et ailleurs, comment ça marchait ? On peut essayer de distinguer une série de causes. Sur le plan économique, on peut par exemple remarquer qu'il y a eu une hausse terrible des prix alimentaires due aux grands incendies liés au dérèglement climatique qui ont frappé la Russie durant l'été 2010. J'ai pu vérifier en Haute-Égypte l'incidence qu'a eue la hausse des prix des céréales : c'est à cause d'elle que toute une couche de la toute petite classe moyenne, qui n'aimait pas forcément le régime despotique mais avait le sentiment qu'il la protégeait, a soudain prêté l'oreille à des sirènes qu'elle ne voulait pas entendre auparavant. Sur le plan social, il y a eu des manifestations pendant la seconde moitié de la décennie précédente : celles des ouvriers du textile, ruinés par la mondialisation qui frappe de plein fouet les pays au système de production inefficent ; celles des ouvriers des phosphates à Gafsa, en Tunisie... Mais ces mouvements ont été réprimés, parce que les systèmes despotiques étaient

Docteur en sciences politiques et en sociologie, spécialiste de l'islam et du monde arabe contemporain, Gilles Kepel est professeur des universités à Sciences Po et membre de l'Institut universitaire de France. Il a notamment publié *Jihad. Expansion et déclin de l'islamisme* (Gallimard, 2000), *Fitna. Guerre au cœur de l'islam* (Gallimard, 2004), *Quatre-Vingt-Treize* (Gallimard, 2012) et *Passion arabe. Journal, 2011-2013* (Gallimard, 2013).

forts. La conjoncture proprement politique joue elle aussi un rôle. Les régimes autoritaires ont été renforcés par les attentats du 11 septembre 2001 : ils ont bénéficié de prolongations. Les dirigeants eux-mêmes ont été prolongés, à grands renforts, pour les plus âgés d'entre eux, de teinture noire sur les cheveux et de Botox. Moubarak, Ben Ali et Kadhafi sont teints et botoxés. Ces despotes perdent leur dimension machiavélique initiale. Ils s'appuient de plus en plus sur leurs services secrets et sont de plus en plus soumis à la corruption de l'entourage, ce qui les rend moins aptes à réagir politiquement à des défis comme celui qu'a constitué l'immolation de Mohamed Bouazizi. La corruption de leur entourage aliène les classes moyennes supérieures dont ils défendent en principe les intérêts, puisqu'il faut par exemple donner vingt pour cent de tout au neveu de la femme de Ben Ali. Tout cela réduit leur capacité d'action et leur cercle de soutien. Il y a aussi le fait qu'à partir de 2005-2006, al-Qaida n'apparaît plus comme un danger majeur, puisque cette organisation n'arrive pas à faire de l'Irak envahi par les Américains une terre de djihad sunnite. La guerre s'est par ailleurs transformée : les services de renseignement sont devenus plus efficaces, alors qu'en 2001, le 11 septembre avait surpris tout le monde. L'ensemble de ces facteurs a fait tomber le paradigme qui protégeait ces despotes, qui était : « Mieux vaut Ben Ali que Ben Laden. » À ce stade, on ne sait pas comment sérier ces causes passives : on peut simplement les identifier. C'est pour cela qu'il faut se montrer assez modeste. Ceux qui osent publier des leçons sur les révolutions arabes au moment où elles surviennent sont des farceurs.

Viennent ensuite les causes actives : quels sont les mouvements organisés qui vont transformer ces phénomènes en mobilisation ? Qu'est-ce qui fait qu'en Tunisie, ce sera Bouazizi ? C'est l'existence, dans la région de Sidi Bouzid, elle-même marginalisée, de groupes organisés semi-clandestins plutôt gauchistes, de syndicats de diplômés chômeurs et d'instituteurs locaux, qui vont dès le vendredi soir organiser la mobilisation contre la police, et qui le samedi, jour de souk à l'occasion duquel des gens de toute la région viennent à Sidi Bouzid, vont organiser des affrontements auxquels le pouvoir n'est pas capable de répondre parce qu'il a perdu ses capacités machia-

véliennes. Les organisations islamistes issues des Frères musulmans ne sont intervenues qu'après le démarrage d'un mouvement qui, au départ, ne leur plaisait pas. Mais elles lui ont donné toute sa force en mettant d'énormes capacités militantes et des moyens financiers au service de la mobilisation, et elles en ont dévié le cours à leur profit. Ensuite s'est enclenché un processus que l'on peut rapprocher de la description par Marx des révolutions de 1848 en Europe – ce qui va donner lieu à la métaphore du printemps, faute de mieux, parce qu'on ne sait pas très bien de quoi on parle à ce moment-là. Marx a cette phrase fameuse sur le « moment d'enthousiasme » : pour qu'il y ait une révolution, il faut que des groupes sociaux antagoniques, par exemple les ouvriers des faubourgs parisiens et les bourgeois du centre de la ville, fassent taire dans l'enthousiasme leur opposition et s'unissent pour faire tomber le détenteur actuel du pouvoir. Après avoir fait chuter l'ancien régime, ils se battent pour la conquête du pouvoir. C'est ce qui s'est produit en Tunisie. Le mouvement initial se situait entre la jacquerie et le soulèvement des pauvres. Il n'est arrivé à faire tomber Ben Ali qu'en s'alliant à une partie des classes moyennes urbaines, qui ne supportaient plus la prédation à laquelle se livrait le pouvoir en place : même si elles avaient peur des pauvres, elles se sont alliées à eux pour mettre en place un nouveau régime. Le comité pour la sauvegarde des acquis de la révolution en Tunisie organise une transition démocratique afin de faire en sorte que la bourgeoisie libérale et éduquée contrôle le nouveau pouvoir. Mais elle n'a pas de troupes pour mobiliser l'électorat : ce sont les islamistes d'Ennahda qui ont réussi à discipliner les masses et à les faire voter en leur faveur. Ce mouvement n'est toutefois pas devenu une révolution au sens d'un bouleversement des classes sociales. Les anciennes familles ou groupes dominants, qui sont en fait assez restreints, ont été mis à l'écart, mais les hiérarchies sociales sont restées en place : elles ont simplement été badigeonnées de vert islamique. On le voit en particulier en Égypte et en Tunisie. La situation est beaucoup plus complexe en Libye parce que la société s'est fragmentée : des groupes de leaders locaux ont construit leur contrôle sur une région donnée en s'emparant d'une partie de l'arsenal militaire de Kadhafi. Des

groupes de prédateurs nouveaux s'emparent de tout et veulent capter le pouvoir. De ce point de vue-là, il n'y a pas eu de processus véritablement révolutionnaire, contrairement par exemple à l'Iran, où il y a eu une révolution au sens d'un changement de la propriété des moyens de production : la jeunesse pauvre qui s'est mobilisée a eu accès à l'éducation et au centre du système, même si ceux qui se sont emparés du pouvoir sont les gens qui sont proches du clergé ou du bazar, mais aussi les *sans-culottes*, les *pasdaran* et les *bassidji*.

Tout cela ne nous conduit pas très loin. Mais je pense que c'est par là qu'il faut commencer : nous n'avons pas assez de recul pour écrire l'histoire de ces révolutions, qui n'en sont sans doute pas vraiment.

Revue des Deux Mondes – Les révolutions arabes s'étaient donné un slogan : « Le peuple veut la chute du régime. » Trois ans après leur déclenchement, que sont devenues les revendications des peuples qui se sont soulevés ?

Gilles Kepel Les peuples arabes avaient initialement trois revendications : la démocratie, la liberté et la justice sociale. Dans un pays comme la Tunisie, la conquête de la liberté d'expression est très frappante, en dépit des arrestations de « blasphémateurs » qui ont été relâchés depuis lors sous la pression des organisations locales et internationales des droits de l'homme, et des diverses intimidations, allant jusqu'aux assassinats de personnalités laïques, auxquels se sont livrés les salafistes radicalisés : du temps de Ben Ali, personne ne parlait, et la torture était routinière en prison. Mais dans un certain nombre de pays, cette liberté d'expression s'est dégradée en destruction du corps social faute d'un consensus minimal. La Syrie en constitue aujourd'hui l'exemple le plus catastrophique. En Égypte, où il n'y a pas eu de guerre civile à proprement parler, des foules lynchent soudain trois chiïtes dans un village, des chrétiens, des hommes qu'on soupçonne d'avoir harcelé une femme. La liberté d'expression restera néanmoins un acquis fondamental : il sera très difficile de la remettre en cause. Mais de la liberté d'expression à la construction d'un système démo-

cratique, il y a un grand pas, qui n'est pas encore franchi. La Tunisie est sans doute le pays où les choses sont les moins dégradées parce qu'il y a une classe moyenne assez structurée et profondément biculturelle, arabe et française.

Il n'y a pas eu beaucoup d'améliorations en matière de justice sociale : l'incapacité des élites islamistes à gérer un pays – même si elles estiment que ce n'est pas leur faute parce qu'elles n'ont pas les pleins pouvoirs – a provoqué l'effondrement de l'économie, la hausse du chômage et l'extension de la pauvreté. D'où une exaspération sociale énorme qui se traduit par deux choses : d'une part par des actions canalisées par la « société civile », comme par exemple les réactions à l'assassinat de Chokri Belaïd en Tunisie ou les manifestations du 30 juin 2013 en Égypte ; d'autre part et surtout, par la récupération de cette frustration sociale par les salafistes. Ces derniers ont une vision du monde fondée sur la rupture avec les mœurs et les coutumes de la société ambiante. Et cette coupure religieuse, essentielle au sens propre, va fournir un carburant et une mobilisation à la révolte sociale. Ce qui fait que le salafisme, qui est quiétiste au départ, en Tunisie ou en Égypte par exemple, peut devenir un salafisme de refus de l'ordre établi. Et à ce moment-là, il va basculer et utiliser le combustible du djihad.

Revue des Deux Mondes – Dans de nombreux cas, les « printemps arabes » se sont traduits par l'arrivée au pouvoir de partis islamistes. Pourquoi ce phénomène s'est-il produit ?

Gilles Kepel Je crois que c'est parce que les islamistes avaient à la fois la plus grande capacité de mobilisation, d'organisation et de discipline, un peu sur le modèle des communistes dans les années cinquante en Europe occidentale, et parce qu'ils utilisent un référentiel politique dont ils considèrent qu'il touche aux valeurs centrales de la société. Les régimes antérieurs ont eux aussi utilisé ce matériau pour se maintenir au pouvoir. La religion est toujours ambiguë : elle peut appuyer la défense de l'ordre social, mais elle peut également

constituer le carburant de la révolte. Les islamistes ont su la tourner dans leur sens. Ils se sont par ailleurs construit une image de martyrs en donnant l'apparence d'être très fortement réprimés par les régimes antérieurs, bien que cela ait été plus compliqué dans la réalité. Ils ont donc bénéficié de l'aura des principaux opposants aux anciens régimes alors que beaucoup de laïcs paraissaient compromis. Cela a été le cas en Égypte. Après la chute de Moubarak, tous les assassins de Sadate sont sortis de prison : ils étaient tout à coup devenus des héros de la lutte contre le despote.

Revue des Deux Mondes – Les laïcs et les démocrates réussissent-ils à faire entendre leur voix dans ce contexte ?

Gilles Kepel On l'a vu par exemple lors des manifestations qui ont eu lieu après la mort de Chokri Belaïd en Tunisie ou le 30 juin 2013 en Égypte : même s'ils n'étaient pas structurés et organisés comme le sont les Frères musulmans, les manifestants ont réussi à montrer qu'il existait autre chose que la vision proprement « conte de fées islamiste » qui était en train de s'installer et que « gobaient » des observateurs crédules. En Turquie, les manifestations qui se sont déroulées sur la place Taksim en juin 2013 ont montré que la domination islamiste, même quand elle était productrice de richesse pour une partie de la société, passait aussi au bout d'un certain temps par la construction d'un autoritarisme à base religieuse. La contestation demeure donc, d'autant que les islamistes n'ont pas du tout fait la preuve de leur capacité à gouverner. Le slogan attrape-tout qui était le leur, « l'islam est la solution », pouvait fonctionner quand ils incriminaient le pouvoir pour n'être pas islamique. Mais il n'a plus aucun sens aujourd'hui. De quel islam est-il question ? Celui de l'appareil des Frères ou de leur jeunesse ? Celui des salafistes ou des Frères ? Celui des chiïtes ou des sunnites ? Aujourd'hui, la ligne de faille au Moyen-Orient, qui est l'un des effets de ces révolutions, est constituée par l'affrontement entre un pôle chiïte et un pôle sunnite à travers un réseau d'alliances internationales autour de la question syrienne.

Revue des Deux Mondes – L’usage d’armes chimiques par le régime de Bachar al-Assad est à présent avéré. Le bilan humain des affrontements entre le pouvoir syrien et les rebelles s’alourdit de jour en jour : il a dépassé les cent mille morts. Comment mettre un terme à ce conflit ?

Gilles Kepel La Syrie est prise en otage par la confessionnalisation de sa société qui fait qu’une revendication qui était du même ordre que celles exprimées par les peuples de Tunisie ou d’Égypte a été très rapidement traduite socialement dans les termes de la diffraction confessionnelle levantine, sur le même schéma que la guerre civile libanaise des années soixante-dix et quatre-vingt ou que la guerre civile irakienne consécutive à l’invasion américaine. Vous aviez chrétiens contre musulmans, puis chiïtes contre sunnites, puis contre Kurdes, contre Arabes, etc. Là vous avez alaouites contre sunnites, contre chrétiens, contre Druzes... Cela a joué un rôle important, parce que des entrepreneurs communautaires ont été capables de s’emparer des ressorts de la dynamique contestatrice pour reconstruire ou dessiner une position de pouvoir. La Syrie est aussi devenue l’otage d’enjeux régionaux majeurs, à l’instigation notamment des États arabes du Golfe qui redoutaient la contagion des révolutions arabes, dont les slogans n’étaient pas vraiment *music to their ears* : ils ont détourné leur énergie vers leur ennemi principal, c’est-à-dire l’Iran, et ont fait du combat anti-chiïtes l’aboutissement des révolutions arabes. Les États du Golfe ont justifié l’écrasement de la révolution à Bahreïn par l’existence d’une majorité chiïte au sein de la population. Ils voient par ailleurs dans le chiïsme iranien le principal soutien au maintien en place du régime haïssable de Bachar al-Assad, ce qui permet aux pétromonarchies du Golfe de tirer leur épingle du jeu.

Deux coalitions tout à fait improbables s’affrontent en Syrie. Il y a d’un côté une coalition qu’on pourrait appeler soviéto-chiïte et qui va de Moscou à Téhéran. Elle est improbable parce que l’Iran est un État religieux tandis que la Russie ne l’est pas, même si elle devient de plus en plus orthodoxe. Je qualifie cette coalition de « soviétique » parce qu’elle recouvre les anciennes bases de pouvoir de l’empire sovié-

tique dans la région, en particulier le port syrien de Tartous, dont la nouvelle importance stratégique vient du fait que le sous-sol de l'est de la Méditerranée regorge de gaz. Cette base constitue actuellement le point principal d'approvisionnement du régime syrien en tanks et en armements lourds. C'est la capitale des alaouites de fait, alors que Lattaquié, qui l'était à l'époque du mandat français – créateur d'un éphémère « État des alaouites » dont les contours se configurent de nouveau *de facto* –, a cédé cette place à Tartous, aujourd'hui quasiment purgé de ses habitants sunnites, et plus proche de Damas, siège central du pouvoir d'Assad. Qui plus est, elle est maintenant au cœur de cette zone gazière. Cet axe soviéto-chiite ne se préoccupe pas des droits de l'homme. Il a apporté un soutien militaire massif au régime de Bachar al-Assad : des armes et des munitions, mais aussi des miliciens étrangers qui sont arrivés en grand nombre – le Hezbollah, qui a franchi la frontière, les *pasdaran*, mais aussi les chiïtes irakiens révolutionnaires, lesquels fournissent des troupes aguerries spécialisées dans la contre-guérilla. Le Hezbollah traverse la frontière à pied, par la route. Les Irakiens et les Iraniens viennent par avion parce que la partie ouest de l'Irak est plutôt sunnite et qu'il est donc dangereux pour eux de la traverser. C'est relativement efficace : cela a permis en partie de changer le sort des armes à la fin du printemps 2013. De l'autre côté, il y a une coalition encore plus improbable que j'appellerai pour rire la coalition salafo-sioniste : elle associe l'Arabie saoudite et le Qatar, qui se disputent pourtant l'hégémonie sur le monde sunnite, et qui sont très impliqués dans le soutien aux rebelles – trop, sans doute, dans le cas du Qatar et des milliardaires koweïtiens qui les appuient, puisque leur surfinancement des groupes les plus radicaux comme Jabhat al-Nosra a servi d'épouvantail et a rendu à peu près impossible l'appui militaire de l'Occident aux rebelles. Les exactions de Jabhat al-Nosra ont été dûment publicisées par les appareils de propagande du régime de Bachar al-Assad et de ses alliés : cette guerre est la première de l'histoire à être montrée en direct sur YouTube. Bien qu'elle ait un contentieux ancien avec les Arabes, la Turquie appartient à la même coalition. Elle se voit dans cette affaire en puissance sunnite néo-ottomane, ce qui la conduit à accuser les clivages avec

les chiïtes. Je le montre à la fin de *Passion arabe* quand je demande au ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoğlu, si la Turquie recommence la bataille de Tchaldiran de 1514, laquelle a vu non seulement la victoire ottomane sur le chah séfévide mais aussi le massacre des alévis – la minorité chiïte libérale d’Anatolie. L’un des éléments déclencheurs des soulèvements en Turquie en juin 2013 a été le nom donné au troisième pont sur le Bosphore : il a été baptisé du nom de Yavuz Sultan Selim, le sultan ottoman sunnite qui avait massacré les alévis lors de la bataille de Tchaldiran. La Turquie a voulu s’engager au Moyen-Orient alors qu’elle en avait été écartée depuis la fin de la Première Guerre mondiale ; or l’eau est très profonde et il y a des vagues avec des creux immenses : elle est dangereuse, même pour les nageurs expérimentés ! Israël, qui est paradoxalement dans le même camp que les salafistes, tape sur les convois militaires de Bachar al-Assad pour l’empêcher de livrer des armes au Hezbollah, car le territoire de l’État hébreu est la cible par excellence des attaques des affidés levantins de l’Iran, dont les missiles, venus du Sud-Liban ou de la bande de Gaza, servent à Téhéran de protection propitiatoire pour éviter une attaque contre ses sites nucléaires. Mais en ce domaine, la situation est appelée à évoluer rapidement si la présidence iranienne de Hassan Rohani fait des offres crédibles à une administration américaine en plein désarroi au Moyen-Orient, où la Russie de Poutine, forte de son immense rente gazière et pétrolière, a chaussé les bottes de l’ancienne URSS en prenant l’initiative du démantèlement de l’arsenal chimique syrien en étroite collaboration avec son protégé de Damas – une opération où Moscou est à la fois juge et partie et où l’on a même vu John Kerry féliciter la Syrie pour sa coopération...

1914-1918, LA FIN D'UN MONDE

25 | L'interminable sortie de guerre du premier conflit mondial

› **Bruno Cabanes**

35 | ENTRETIEN – Mythe et réalité de Verdun

› **Paul Jankowski
et Aurélie Julia**

45 | ENTRETIEN – La mémoire allemande de la Grande Guerre

› **Étienne François
et Eryck de Rubercy**

58 | Les objectifs de guerre : exercice de géopolitique symbolique

› **Henri de Montety**

65 | « Angleterre, ma patrie » : paysages anglais de la Grande Guerre

› **Jean-Pierre Naugrette**

78 | ENTRETIEN – La guerre des écrivains

› **Laurence Campa
et Robert Kopp**

89 | Proust et la guerre

› **Frédéric Verger**

L'INTERMINABLE SORTIE DE GUERRE DU PREMIER CONFLIT MONDIAL

› **Bruno Cabanes**

Dans un récit publié en 1928, René de la Porte, un ancien combattant français, écrit : « Ce que fut notre première jeunesse, avant la guerre, nous avons peine aujourd'hui à nous le figurer. La mémoire de l'homme est brève, plus encore que son imagination. L'une et l'autre – car le passé s'imagine autant que l'avenir – remontent à tâtons le cours des ans.... C'est une première vie que nous vécûmes autrefois, et qui flotte à la dérive dans le temps, toutes amarres rompues avec le présent où nous renaissions étrangers à ce que nous fûmes. (1) » Dix ans avaient passé depuis la fin de la guerre. Depuis longtemps, les derniers soldats démobilisés étaient revenus à la vie civile. Dix ans, c'est apparemment le temps qu'il fallut pour que le deuil commence à se faire, pour qu'une nouvelle vague de récits de guerre soient publiés.

Bruno Cabanes enseigne l'histoire de la guerre à l'université Yale depuis 2005. Il est l'auteur de nombreux travaux sur la Première Guerre mondiale, notamment *la Victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français, 1918-1920* (Seuil, 2004). En 2014, il fera paraître *The Great War and the Origins of Humanitarianism, 1918-1924*, aux Presses universitaires de Cambridge, et *Août 14*, aux Éditions Gallimard, dans la collection « Les journées qui ont fait la France ».

›bruno.cabanes@yale.edu

Quand et comment se terminent les guerres ? Il y a encore une vingtaine d'années, les historiens parlaient des « après-guerres », en pensant qu'il existe une délimitation stricte entre le temps de la guerre et le temps de la paix ; en d'autres termes, que la guerre forme une sorte de bloc chronologique homogène, distinct, en amont et en aval, des avant-guerres et des après-guerres. Pourtant, la violence de guerre n'est pas un phénomène circonscrit dans le temps et dans l'espace, qui disparaît avec la même rapidité qu'elle est apparue. Pour une guerre aussi destructrice que la Première Guerre mondiale, la « sortie de guerre » fut particulièrement complexe. Démobiliser des millions de combattants dans le monde entier, leur trouver un travail, les réintégrer tant bien que mal dans la société civile, mais aussi reconstruire les régions qui avaient été détruites partiellement ou totalement (l'équivalent de dix départements français pour le seul front occidental), et panser les plaies de nations meurtries par quatre années de combats demandèrent beaucoup de temps. Même dans les pays victorieux comme la France, la victoire était une « victoire endeuillée ».

Le retour des hommes

En novembre 1918, sortir de la guerre, c'est d'abord démobiliser les soldats. En France, à la différence de la plupart des autres grandes puissances, le retour des hommes s'éternise. Il faut près de deux ans pour que les cinq millions de rescapés soient rendus à la vie civile, classe d'âge par classe d'âge – ce qui permet d'éviter un engorgement de la machine administrative, mais suscite les rancœurs de ceux qui attendent leur libération. Il y a ceux qui entrent en Alsace-Lorraine ; ceux qui partent occuper la Rhénanie. La plupart des combattants, toutefois, minés par l'ennui, doivent se plier à des exercices militaires qui leur paraissent absurdes, où, comble de l'humiliation, les classes d'âge les plus jeunes côtoient ceux qui ont fait les quatre années de guerre. L'impatience de rentrer chez soi se mêle à l'impossibilité d'imaginer un avenir. C'est Roland Dorgelès qui l'écrit dans *les Croix de bois* : pendant la guerre, « on parlait de sa vie comme d'une chose morte. La certitude de ne plus revenir nous en séparait comme une mer sans limites ».

« Ils ont des droits sur nous », avait déclaré Clemenceau, dans un discours célèbre, à propos des anciens combattants. Mais de quels droits s'agissait-il ? Au moment de leur libération, on donna aux hommes le choix entre une prime de démobilisation modeste et un costume civil, fabriqué à partir des surplus d'uniformes et teint pour la circonstance. Les hommes politiques français, et avec eux une bonne partie de la société, n'ont pas su trouver les mots, les gestes pour accueillir les combattants de retour chez eux. Au-delà des manquements moraux de civils pressés de tourner la page de la guerre, subsiste l'ambiguïté fondamentale des anciens combattants, à la recherche à la fois d'une *reconnaissance* de leur sacrifice et d'une *compensation*, évidemment impossible, donc évidemment symbolique, pour les souffrances endurées.

En Europe, sur les 20 millions d'hommes blessés à la guerre, 8 millions sont restés invalides, parmi lesquels environ 1 200 000 Français. À ces blessures identifiées, et même soigneusement hiérarchisées pour mettre en place des barèmes d'indemnisation, s'ajoutaient les blessures psychologiques, les blessures invisibles qui accompagnaient les mutilations de guerre : un sentiment d'inutilité sociale, le renoncement à l'activité professionnelle d'avant-guerre, la honte d'être diminué, la perte du rôle de soutien de famille, la crainte de ne plus susciter que de la pitié (2).

Dans les pays occidentaux, la Grande Guerre marque cependant un tournant majeur pour les droits des anciens combattants. Pour la première fois, un véritable système de pensions se met en place pour les blessés tous grades confondus, et pour les veuves de guerre, souvent jeunes, qui se comptent par millions. Pour toutes les victimes de guerre, la reconnaissance de leurs droits est décisive. Elle revêt souvent un caractère vital, tant la conjoncture économique et les conditions d'existence sont difficiles au début des années vingt. « Les droits, pas la charité », devient le mot d'ordre de toutes les organisations d'anciens combattants : les citoyens-soldats qui se sont battus dans les tranchées sont des sujets de droit, pas de simples bénéficiaires de la charité publique. Dès 1919, le juriste René Cassin, lui-même mutilé de guerre, se bat pour une reconnaissance internationale des droits des

vétérans. Il le fait sans distinction entre les alliés et les ennemis d'hier, au nom tout simplement de la dignité humaine, dont il réaffirmera le principe universel, trente ans plus tard, en travaillant sur la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 (3).

Communautés en deuil

Dans ces années de sortie de guerre, la mémoire des morts pesait aussi de tout son poids sur les vivants. Toutes les familles portaient le deuil d'un des leurs. Le plus souvent des hommes jeunes, beaucoup d'agriculteurs (suivant les chiffres du rapport Marin de mars 1920, sur les 3 700 000 agriculteurs français mobilisés, 673 000 avaient perdu la vie et 500 000 étaient revenus plus ou moins invalides), un nombre important de sous-officiers et d'officiers issus des milieux intellectuels – les anciens hussards noirs de la République, ou les élèves des grandes écoles : l'École normale supérieure, avec ses 239 élèves et anciens élèves tués, dont 107 étaient en cours de scolarité en 1914 ; l'École libre des Sciences politiques, dont 340 anciens élèves étaient morts au combat. En France, en Grande-Bretagne, en Allemagne, les universités, mais aussi les associations sportives, les groupements professionnels, les quartiers forment, à l'époque, autant de « communautés en deuil », qui se sentent dépositaires de la mémoire des disparus (4).

Au sein des familles, cette présence des morts est sensible au quotidien : des portraits encadrés de noir dans presque chaque maison ; des milliers de femmes et d'enfants portant le deuil, avec un dégradé de couleurs sombres qui évolue au fil du temps (5). Le souvenir des disparus hante aussi les anciens combattants, dont de nombreux récits nous rapportent les premiers gestes, quelques heures après l'armistice : repérer les cadavres abandonnés sur le *no man's land*, enterrer les morts, planter des croix de bois. Qu'il donne naissance ou non à un sentiment de culpabilité, expertisé dans les années soixante par le psychiatre américain William Niederland, le fait d'avoir survécu à la guerre nourrit chez de nombreux survivants un devoir de témoignage. Le « témoin moral » (6) – celui qui parle au nom des morts pour que

la tragédie ne se reproduise pas – est né au moment de la Grande Guerre, avec Barbusse, Dorgelès ou Genevoix. Tous se souvenaient de ceux qu'ils avaient connus au front et qui avaient disparu – peut-être à leur place. D'où l'abondance des dédicaces aux camarades tués au combat dans les livres de l'après-guerre, qui sont autant de monuments aux morts de papier. Genevoix dédie *Ceux de 14* à son ami Robert Porchon, tué aux Épargnes le 20 février 1915. Dorgelès écrit au début du *Cabaret de la belle femme* : « À Charles Malexis, qui en est revenu ; à Maurice Dallère, qui y est resté. »

La prise de parole des « écrivains-survivants » (selon l'expression de Carine Trévisan) se heurta généralement à l'incompréhension des civils (7). C'est même le thème central du chef-d'œuvre d'Abel Gance, *J'accuse*, sorti en 1919. « Déjà les cœurs légers oublient, déjà l'oublieuse humanité s'amuse et danse : c'est la farandole à travers les pays dévastés, les tombes des cimetières. Nous détournons la tête ou nous nous en irritons parce qu'il ne peut en être autrement », se désole l'historien Jules Isaac, dans un texte de 1919, intitulé « Nous les revenants ». « Mais nous, avons-nous le droit d'oublier ? (8) » Pourtant, la réalité fut sans doute plus complexe que le dit Jules Isaac, car les civils entretenaient eux aussi avec ferveur la mémoire des morts. Combien d'enfants ont été baptisés dans les années vingt du prénom d'un parent mort au combat ? Ainsi le philosophe Louis Althusser, qui portait le prénom du premier fiancé de sa mère, un aviateur tué à Verdun. « J'étais comme traversé par le regard [*de ma mère*]. Je disparaissais pour moi dans ce regard qui me survolait pour rejoindre dans le lointain de la mort le visage d'un Louis qui n'était pas moi, qui ne serait jamais moi. (9) »

Reconstruire

La première urgence, dans de nombreuses régions, fut de tout reconstruire (10). Dans le département de la Somme, sur les 381 villages touchés par les combats, 104 avaient été complètement détruits. Impossible alors de retrouver le tracé des rues

d'avant-guerre. La « zone rouge », qui désigne l'ensemble des terres jugées inexploitable au lendemain du conflit, traversait, près de Verdun, des paysages lunaires, de vastes cimetières végétaux parsemés de villages fantômes dont il ne restait plus que les noms : Fleury-devant-Douaumont, Beaumont-en-Verdunois, Ornes... Des communes d'autres régions de France avaient créé des jumelages avec les villes sinistrées. Les œuvres philanthropiques américaines, comme le Comité américain pour les régions dévastées de France fondé par Anne Morgan, la fille du banquier J.P. Morgan, étaient également très actives. Dès 1915-1916, le principe de la réparation intégrale par l'État français avait été adopté ; en avril 1919, la « charte des sinistrés » le mit en pratique : chaque sinistré reçut une indemnité correspondant au montant de la perte, et une aide six fois plus importante s'il décidait de se réinstaller au même endroit ou dans un rayon de cinquante kilomètres. À l'époque, cette affirmation solennelle de la solidarité nationale en faveur des sinistrés fut une véritable révolution.

En 1918, Albert Lebrun, ministre du Blocus et des Régions libérées, avait annoncé qu'il faudrait vingt ans pour que le pays soit relevé de ses ruines. Une dizaine d'années seulement furent nécessaires pour que les départements directement touchés par les combats soient reconstruits. Dévastée à plus de 50 %, la ville d'Arras retrouve son hôtel de ville et son beffroi, rebâti à l'identique, même si les façades du centre-ville masquent des structures en béton armé. Les paysages ruraux sont modernisés : dans la Somme, on utilise massivement de la brique à la place du torchis, on installe l'éclairage électrique dans les campagnes... Restait toutefois l'impression dominante, chez les habitants des régions dévastées, que la vie ne serait jamais semblable à l'avant-guerre, et que l'État les avait abandonnés. « Le gouvernement a failli au plus haut point à son devoir patriotique », accuse le député de l'Aisne Olivier Deguise en juin 1919. Les anciens réfugiés, souvent qualifiés de « Boches du Nord » par le reste des Français à cause de leur accent, étaient maintenant soupçonnés de détourner les aides qui leur avaient été versées (11).

Démobilisation culturelle

On a parfois dépeint la sortie de la Première Guerre mondiale comme un moment d'union nationale où les Français auraient communié dans la joie de la victoire ; il n'en fut rien. Bien entendu, les lendemains de guerre n'eurent pas, en France, le goût amer de la défaite comme en Allemagne, ni même celui d'une victoire mutilée comme en Italie, qui n'avait pas obtenu les territoires qu'elle convoitait – les fameuses « terres irrédentes » – au moment des partages entre pays vainqueurs. Mais la victoire en France était une « victoire endeuillée », où les contentieux contre l'Allemagne, contre l'incurie de l'État français, contre l'égoïsme du reste de la nation ne s'estompèrent que lentement durant l'entre-deux guerres (12).

Ainsi le pacifisme, dont on a dit à juste titre qu'il caractérise les milieux anciens combattants dans les années trente (13), mit plusieurs années à s'imposer. Dans l'immédiat après-guerre, c'est encore la haine de l'ennemi qui prévaut, et avec elle, l'idée que « l'Allemagne paiera » : c'est même le slogan de toutes les campagnes électorales en France au début des années vingt. Ces évolutions de l'opinion ont fait l'objet, depuis quelques années, de nombreux travaux d'historiens, autour de la notion de « démobilisation culturelle », introduite par l'un des grands spécialistes de l'histoire culturelle de la Première Guerre, John Horne (14).

Lorsque les troupes françaises entrent en Rhénanie, à l'hiver 1918, l'hostilité contre l'Allemagne est à son comble. On s'en rend compte notamment à la lecture des rapports du contrôle postal qui examinent, semaine après semaine, les courriers échangés entre les combattants français et leurs proches. Les lettres de la mi-novembre 1918 sont d'une violence étonnante. « L'ennemi a fait usage de trop de criminels procédés de guerre pour que nous ayons encore pour lui le moindre sentiment d'humanité », écrit par exemple un soldat de la 2^e armée, du 333^e régiment d'infanterie, « La vengeance sera terrible, la rage a remplacé dans nos cœurs le peu de pardon que nous aurions encore eu pour les Boches. Nous raserons nous aussi les villes boches et nous ferons le double de ce que l'ennemi aura fait chez nous. Le Boche est pillard, bandit, assassin, incendiaire, un lâche adversaire que nous

voulons détruire et nous le détruirons. (15) » Quelques mois plus tard, la propagande allemande dénonce la violence des forces d'occupation, notamment les viols commis par les troupes coloniales – dont rien ne vient pourtant attester la réalité.

La force de cette campagne de presse contre les troupes d'occupation est l'un des multiples signes de la poursuite de la haine franco-allemande, au-delà de la fin officielle des hostilités : une période que les historiens désignent parfois, faute de mieux, sous le terme de « guerre après la guerre ». En Allemagne et en Italie, les mouvements nationalistes firent un usage massif du mythe de l'expérience de guerre, du culte des héros tombés au champ d'honneur (16) : Adolf Hitler lui-même ne se présentait-il pas à l'époque comme le « soldat inconnu » allemand ?

Pour se rendre compte de la lenteur de la « démobilisation culturelle », il suffit d'étudier les milieux scientifiques et académiques des années vingt. Le grand historien Gabriel Hanotaux, personnellement éprouvé par la destruction de son département d'origine, l'Aisne, appelle à rompre avec la science historique allemande, qui a eu pourtant une influence considérable sur la science française depuis la fin du XIX^e siècle. Ainsi propose-t-il, par exemple, qu'on supprime toutes les notes de bas de pages des livres et des articles, « typiquement allemandes » selon lui (17). Une même ferveur nationaliste gagne les sciences exactes, ce qui explique l'exclusion de l'Allemagne et de l'Autriche des instances scientifiques internationales, comme l'International Research Council. En 1925, le mathématicien Émile Picard, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences de Paris, use de toute son influence pour que les scientifiques des anciennes puissances centrales continuent d'être exclus des réunions internationales. Lui qui a perdu son père lors du siège de Paris en 1870 et trois de ses cinq enfants pendant la Grande Guerre, estime que six années sont « un temps bien court pour jeter un voile sur tant d'actes odieux et criminels, surtout quand aucun regret n'est exprimé » (18).

Combien fallut-il d'années pour que la « démobilisation culturelle » s'impose enfin ? Dix ans, peut-être ? Dans tous les cas, la déprise de la violence ne fut pas un processus continu, comme le montrent la

réactivation de la « culture de guerre » à diverses reprises, par exemple lors de l'occupation de la Ruhr, entre 1923 et 1925, puis la montée des fascismes. À une échelle plus intime, la douleur du deuil pouvait nourrir contradictoirement, chez le même individu, un fort pacifisme, afin de donner sens à l'hécatombe de la Grande Guerre et une haine farouche contre l'ennemi d'hier. En octobre 1918, le capitaine Charles de Gaulle, alors en captivité, envisageait déjà les difficultés propres à cette sortie de guerre, si particulière, du premier conflit mondial : « Est-ce que la France oubliera si vite, si tant est qu'elle oublie jamais, 1 500 000 morts, son million de mutilés, Lille, Dunkerque, Cambrai, Douai, Arras, Saint-Quentin, Laon, Soissons, Reims, Verdun détruits de fond en comble ? Est-ce que les mères qui pleurent vont soudain sécher leurs larmes ? Est-ce que les orphelins vont cesser d'être des orphelins, les veuves d'être veuves ? Est-ce que des générations durant, dans toutes les familles de chez nous, on ne léguera pas les souvenirs formidables de la plus grande des guerres, semant au cœur des enfants ces germes de haine de nations, que rien n'éteint ? [...] Chacun sait, chacun sent que cette paix n'est qu'une mauvaise couverture jetée sur des ambitions non satisfaites, des haines plus vivaces que jamais, des colères nationales non éteintes. (19) »

1. René de la Porte, *Nés de la guerre*, Librairie Valois, 1928, p. 7-9.
2. Marina Larsson, *Shattered Anzacs. Living with the Scars of War*, University of New South Wales Press, 2009.
3. Bruno Cabanes, *The Great War and the Origins of Humanitarianism, 1918-1924*, Cambridge University Press, 2014.
4. Jay Winter, *Sites of Memory, Sites of Mourning. The Great War in European Cultural History*, Cambridge University Press, 1996.
5. Stéphane Audoin-Rouzeau, *Cinq deuils de guerre, 1914-1918*, Éditions Noésis, 2001.
6. Avishai Margalit, *The Ethics of Memory*, Harvard University Press, 2002.
7. Carine Trévisan, *les Fables du deuil : la Grande Guerre, mort et écriture*, Presses universitaires de France, 2001.
8. Jules Isaac, « Nous les revenants », in *Paradoxe sur la science homicide et autres hérésies*, Éditions Rieder, 1936.
9. Louis Althusser, *L'avenir dure longtemps*, Stock-Imec, 1992.
10. Hugh Clout, *After the Ruins : Restoring the Countryside of Northern France after the Great War*, University of Exeter Press, 1996.
11. Philippe Nivet, *les Réfugiés français de la Grande Guerre : les « Boches du Nord »*, Economica, 2004.

12. Bruno Cabanes, *la Victoire endeillée. La sortie de guerre des soldats français (1918-1920)*, Éditions du Seuil, 2004.
13. Antoine Prost, *les Anciens Combattants et la société française, 1914-1939*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977.
14. John Horne, « Démobilisations culturelles après la Grande Guerre », *14-18 aujourd'hui*, n° 5, Éditions Noésis, 2002.
15. Cité dans Bruno Cabanes, *la Victoire endeillée*, *op.cit.*, p. 88.
16. George Mosse, *Fallen Soldiers. Reshaping the Memory of the World Wars*, Oxford University Press, 1990.
17. Peter Schöttler, « Restoring academic universalism after Versailles : The historians », *in* « Demobilizing the Mind », colloque organisé par John Horne à Dublin, 26-28 septembre 2001.
18. Cité par Brigitte Schroeder-Gudehus, « Pas de Locarno pour la science. La coopération scientifique internationale et la politique étrangère des États pendant l'entre-deux guerres », *Relations internationales*, n° 46, 1986, p. 173-194.
19. Charles de Gaulle, « Conférence sur la limitation des armements, octobre 1918 », *in Lettres, notes et carnets, 1905-1918*, Plon, 1980, p. 536.

MYTHE ET RÉALITÉ DE VERDUN

› **Entretien avec
Paul Jankowski**
réalisé par Aurélie Julia

Le 21 février 1916, vers 7 heures, mille deux cents canons allemands se mettent à pilonner les positions françaises à Verdun et dans les parages. L'écho des bombardements se répercute jusque dans les Vosges ; jamais personne n'a entendu de sons aussi lourds. À midi, le tumulte redouble avec le déploiement des mortiers. À 16 heures, les batteries font feu toutes les quinze secondes : les hommes parlent d'un roulement de tambour infernal. Les abris souterrains et les refuges se soulèvent dans les airs puis s'effondrent. On ne voit pas à deux mètres : les formes disparaissent dans un nuage de fumée et de poussière ; les fantassins respirent des gaz toxiques ; le feu rampe et embrase le ciel. À 18 heures, la plupart des tranchées de premières lignes et des avant-postes sont aux mains des Allemands.

Le 21 février 1916 au soir, il est tombé sur les collines un million d'obus. Le paysage s'apparente à une vision apocalyptique : des cratères trouent le sol, des troncs d'arbres fumants s'emmêlent aux barbelés ; les bois alentours n'existent plus ; il fait trop noir pour compter les morts. À la grande surprise des Allemands, des poches de résistance s'organisent ;

des Français armés de fusils et de mitrailleuses tirent depuis des ruines ; l'artillerie française reprend les canonnades, ce qui déconcerte l'ennemi : l'attaque violente qui aurait dû se solder par une victoire facile et rapide annonce la plus longue bataille du XX^e siècle.

Cent ans après les faits, beaucoup d'interrogations demeurent : pourquoi les Allemands ont-ils assailli une ville non stratégique ? En quoi l'idée de retraite, fût-elle planifiée, déplaisait-elle tant à des hommes pour qui Verdun demeurait une bataille secondaire ? Comment Verdun est-il devenu un haut lieu de la mémoire nationale ? Paul Jankowski rassemble les pièces du puzzle : après avoir dépouillé les archives et lu toute la bibliographie sur la question, l'historien jette un regard neuf et original sur l'une de ces « journées qui ont fait la France » (1). Verdun ne constitue pas une bataille déterminante, affirme-t-il ; ce n'est pas l'épisode le plus meurtrier ; son impact politique est restreint. Alors pourquoi la prééminence de Verdun dans la guerre et dans le siècle ?

Aurélie Julia



Revue des Deux Mondes – On vous connaît en France pour un travail d'enquête minutieuse sur un escroc de la III^e République, Serge Alexandre Stavisky (2). Comment passe-t-on de l'histoire politique à l'histoire militaire ?

Paul Jankowski J'ai toujours été attiré par l'histoire des batailles et notamment celles qui se sont déroulées entre 1914 et 1918. Juste avant les années soixante, Gallimard lança la collection « Trente journées qui ont fait la France ». Le vingt-neuvième et dernier volume parut en 1984 ; il s'agissait d'un livre sur Hugues Capet (3). Gallimard souhaite poursuivre la collection et proposa, en 2004, « Les journées qui ont fait la France ». Il fut alors question de Verdun : fallait-il ou non publier un livre sur la bataille ? Nous nous heurtions à un problème : le conflit ne dura pas un jour mais au moins dix mois. L'ancienne

collection comptait deux livres sur 1914-1918, l'un consacré à la victoire de la Marne (4), l'autre à l'armistice de Rethondes (5). Verdun a acquis un tel statut dans les mémoires françaises qu'il fallait un ouvrage sur l'épisode.

Revue des Deux Mondes – L'historiographie actuelle ne veut plus faire de Verdun un objet d'étude en soi. Nous trouvons des écrits sur les animaux, sur les armes, sur l'histoire intime... Votre travail renoue avec une historiographie dite à l'ancienne : vous offrez une analyse globale sur Verdun. Pourquoi ?

Paul Jankowski Les études publiées depuis vingt ans se focalisent sur des aspects précis de la guerre et non des batailles ; on analyse les représentations culturelles du combat, ou bien les désobéissances, les relations entre hommes et femmes, les rapports entre le front et l'arrière... Or toutes ces questions se tiennent et je pensais qu'un livre réunissant l'ensemble des interrogations au sein d'une bataille pouvait être écrit. Pourquoi Verdun ? Pourquoi rédiger un énième ouvrage lorsque la bibliographie sur le sujet semble déjà exhaustive ? Dès les années trente, Verdun revêt une dimension légendaire. Maurice Genevoix parle de « bataille symbole ». Sa notoriété dépasse le territoire. Si Auschwitz représente l'Holocauste et Hiroshima l'apocalypse nucléaire, Verdun symbolise l'absurdité de la guerre industrielle moderne. Il m'a semblé utile d'interroger ce statut, non pas pour le remettre en cause mais pour en comprendre le bien-fondé. Verdun ne fut ni la bataille la plus sanglante ni la plus décisive – rappelez-vous la Marne, rappelez-vous l'offensive-contre-offensive de 1918. Je voulais savoir si le symbole se raccrochait à la réalité. Je me suis servi des nouvelles questions que posent certains de mes

Professeur à l'université Brandeis (Massachusetts), Paul Jankowski enseigne l'histoire de l'Europe moderne et de la France en particulier. Il a notamment publié *Communism and Collaboration: Simon Sabiani and Politics in Marseille, 1919-1944* (Yale University Press, 1989, non traduit), *Cette vilaine affaire Stavisky, histoire d'un scandale politique* (Fayard, 2000) et *Shades of Indignation. Political Scandals in France, Past and Present* (Berghahn Books, 2007, non traduit).
 › jankowski@brandeis.edu

collègues sur l'ensemble de la guerre, comme Nicolas Offenstadt par exemple (6). J'ai donc eu l'objectif un peu démesuré d'écrire une histoire totale de la bataille.

Revue des Deux Mondes – Comment êtes-vous parvenu à distinguer le mythe de la réalité ?

Paul Jankowski Les mythes sont véhiculés par les chansons, les romans, les films, les discours, les monuments parfois, en un mot par tout ce qui donne à lire, à voir, à entendre le conflit d'une certaine manière. La bataille en elle-même, c'est autre chose : vous disposez d'archives. L'épisode historique n'est pas réductible au seul emblème qui en ressort. D'ailleurs la mémoire et la légende se sont mises en place non pas après la bataille mais pendant ; il faut chercher les origines du conflit et voir ce que les mythes en ont fait.

Revue des Deux Mondes – Après dix mois de lutte, les troupes françaises et allemandes retrouvent leurs positions initiales. Comment expliquez-vous l'acharnement des soldats ? Pourquoi fallait-il coûte que coûte sauver Verdun ?

Paul Jankowski Lorsque les Allemands se lancent à l'assaut de la ville, quelques unités françaises pensent à se replier : à l'époque, Verdun n'a pas acquis la valeur de symbole que la légende lui affecte. Des historiens l'ont montré avant moi, notamment Antoine Prost. En 1916, les Allemands dominent le plateau de Soissons, situé à cent kilomètres de la capitale. Pourquoi dès lors attaquer Verdun que trois cents kilomètres séparent de Paris ? Verdun n'est pas une position stratégique. Tout au début de la bataille, dans le désarroi, on s'interroge sur un possible repli. Le président de la République, Raymond Poincaré, et le président du Conseil, Aristide Briand, refusent avec force : à leurs yeux, un acte d'abandon et de retraite, aussi temporaire soit-il, risquait de porter un coup mortel au gouvernement et au moral de la nation. Il fallait donc tenir. Joseph Joffre, le commandant en chef des

armées, avait compris qu'il devait se ranger à cet ordre même si pour lui, la Somme était beaucoup plus importante. Tout se jouait sur un plan politique et moral. On devait absolument défendre cette parcelle de terre, le prestige en dépendait. Et une fois la décision prise, il était impensable de partir.

Revue des Deux Mondes – Pourquoi n'y a-t-il eu aucune mutinerie d'envergure à Verdun ?

Paul Jankowski Les révoltes et les désobéissances sont des thèmes très importants. Il y eut bien sûr des troubles, des insolences, des retours de permission tardifs... mais les chiffres sont négligeables. Les mutineries sont autrement plus inquiétantes : elles marquent la désagrégation de l'armée, c'est le cauchemar de tout dirigeant militaire. En France, une cinquantaine d'hommes ont manqué une fois à l'appel suite à un ordre donné par un général manifestement inapte. Dans les troupes allemandes, entre cinquante et cent militaires refusent un jour de sortir d'un dépôt. Il s'agit bien d'une mutinerie, en rien comparable, cependant, avec ce qui se produira dans l'armée française en 1917, et dans l'armée allemande en 1918. Lorsque le moral est au plus bas et que les troupes doivent faire face à d'incessantes attaques ennemies, des soldats préfèrent baisser les armes : en février 1916, des compagnies entières de régiments français se rendent dans le bois d'Avocourt ; entre fin octobre et mi-décembre, quinze mille soldats allemands se constituent prisonniers. Le chef de l'état-major, Paul von Hindenburg, réalise que le moral de l'armée allemande s'est effondré à Verdun. L'absence de révolte lors de cette bataille est un sujet encore débattu aujourd'hui. Certains croient en une sorte d'exaltation chauvine : pétris d'enthousiasme patriotique, les hommes auraient voulu faire la guerre, ce qui, à mon sens, est très douteux. Il est vrai que certaines sections montent en ligne « la fleur au fusil » ; les cas sont toutefois rares. Les nombreuses lettres de la 2^e armée française, celle qui était à Verdun, laissent entrevoir l'esprit maussade des soldats. Je ne crois pas non plus en une haine dévorante de l'ennemi, ni n'ap-

prouve l'idée de consentement : les hommes – comme l'a bien montré André Loez (7) – n'avaient pas à consentir ; on ne demandait pas leur avis. Autre cause avancée, la contrainte, une discipline très stricte : les soldats n'auraient pas pu s'échapper de Verdun en raison de la police militaire. Des officiers allemands ont certes dégainé leurs armes pour inciter les jeunes soldats à sortir des tranchées mais les exemples sont exceptionnels. Des statistiques montrent d'ailleurs que, du côté allemand, les condamnations à mort pour désertion sont minimales. Alors pourquoi les hommes sont-ils restés ? Je ne dirais pas qu'ils ont accepté, car l'acceptation suppose un choix et ce choix n'existait pas. Il s'agit, à mon sens, d'un obscur sentiment d'honneur et de devoir envers ses pairs, sa famille, son village... : les hommes partaient au front comme ils partaient au travail ; il fallait y aller. Un de mes étudiants américains s'est engagé pour l'Irak et l'Afghanistan ; être au combat n'était pas une affaire d'idéaux magnifiques ni de patriotisme ; « *It's a job* », m'a-t-il dit textuellement. C'est un peu ainsi qu'il faut comprendre l'attitude des poilus et des Feldgrauen. Il était psychologiquement difficile de se soustraire en 1916 ; les circonstances seront différentes un an plus tard. À l'époque de Verdun, personne ne connaissait l'issue de la guerre ; les rumeurs de révolution ne couraient pas, le sentiment que la guerre pouvait prendre fin, que tout était possible, ne flottait pas. Au printemps 1917, des parties de l'armée française sont travaillées par des ouï-dire provenant de Russie, de Stockholm... En 1918, une fraction de l'armée allemande se désagrège : les hommes comprennent l'inutilité de poursuivre la lutte. Les petites mutineries, les redditions, les insolences sont les signes avant-coureurs de quelque chose qui pourrait se produire si les conditions se réunissaient, or tel n'était pas le cas en 1916. Les troubles survenus à Verdun ne furent pas le fruit de mouvements politiques subversifs.

Revue des Deux Mondes – À la différence de la Seconde Guerre mondiale qui retient l'image du résistant, 1914-1918 est associé à la présence du soldat, le poilu. Est-ce la raison pour laquelle nous portons un regard particulier sur la Grande Guerre ?

Paul Jankowski Il y a le poilu et le paysan. Dès 1916, des poèmes chantent les louanges des ruraux. Voyez les vers d'André Suarès (les « saints paysans de la guerre ») ; voyez les écrits de Jacques Péricard, l'auteur supposé de *Debout les morts !* ; voyez Philippe Pétain et son « Discours au paysan » prononcé en 1935 dans l'Ariège et en 1941 à Pau : le Maréchal parlait des soldats de Verdun comme de paysans défendant leur terre. Dans le film *Verdun, souvenirs d'histoire* (1931), Léon Poirier montre le début de la bataille : un obus allemand s'abat sur le toit d'une ferme ; un paysan s'empare de son fusil de chasse ; en une séquence est résumée l'opposition entre la France rustique et la technologie immonde de l'adversaire ! On retrouvera cette mythologie en 1940, avec Pétain, Vichy... Les Allemands, eux, élèvent l'humain non par l'image du paysan mais par celle du soldat téméraire.

Revue des Deux Mondes – À ce propos, comment la bataille est-elle regardée de l'autre côté du Rhin ?

Paul Jankowski L'approche est différente sur bien des éléments. Chez les Français, la mythologie veut que les hommes et leurs chefs aient été soudés pour défendre la patrie. Chez les Allemands, on garde l'idée d'une trahison : si les chefs n'avaient pas abandonné leurs soldats courageux et tenaces, Verdun aurait pu être remporté. Les nazis s'empareront de cette certitude et l'exploiteront : « l'élan des appelés trahis par leur chef à qui on enlève la victoire » devient « l'élan des appelés trahis par les gens de l'arrière, les socialistes, les juifs... ». La mémoire allemande n'est pas unique ; elle retient le discours pacifiste – les Allemands obligés de rejoindre Verdun et de subir l'horreur – et le discours lié à la trahison – l'échec noble et tragique de Verdun qui recouvre l'échec noble de la guerre : l'Allemagne s'est battue pendant quatre longues années contre un ennemi infiniment supérieur en nombre... Des auteurs, heureusement oubliés au XXI^e siècle, parlent avec nostalgie du front : « là nous étions unis », écrit par exemple un certain Werner Beumelburg ; « là nous étions généreux, braves, comme doit

l'être la société allemande » (8). Tout cela sent les thèmes nazis. Josef Magnus Wehner signe *Sieben vor Verdun*, un ouvrage interminable de plus de 300 pages. Ce futur membre du parti nazi voit, dans l'esprit des unités allemandes, l'annonce d'une Allemagne nouvelle, un thème cher à la propagande du national-socialisme. Verdun symbolise donc la trahison des chefs, l'esprit communautaire et la naissance de la nouvelle Allemagne.

Revue des Deux Mondes – Quels sont les enseignements de Verdun ?

Paul Jankowski Une légende tenace veut que Verdun ait instauré une mentalité défensive chez les Français. C'est faux : le caractère défensif de la stratégie militaire française dans les années trente naît de contraintes économiques, politiques, diplomatiques... et n'a nullement besoin de Verdun pour voir le jour. En revanche, la doctrine offensive de la France lors de l'entre-deux-guerres s'annonce bel et bien à Verdun. On tire de l'épisode l'idée qu'une offensive doit être longuement préparée, méthodiquement réfléchi et menée sans aucune précipitation. Les Allemands pensent tout l'inverse : vers la fin des années trente, des militaires comme Heinz Guderian parviennent à imposer leur point de vue : selon eux, la guerre doit se faire à la hâte, avec des chars issus de l'infanterie motorisée. Guderian renie l'expérience de 1916, il déteste l'idée d'une guerre de position, cette guerre méthodique que les Français prôneront en 1940 et qui échouera. Les stratèges allemands refusent la perspective d'une guerre statique, dans laquelle tout le monde s'enlise ; ils préfèrent la guerre mobile, qui prévaut en 1939. Mais les Français n'avaient pas tort de croire qu'une guerre moderne allait se réaliser par le matériel et la méthode. La Seconde Guerre mondiale a été remportée de cette façon-là : grâce à l'appui énorme de l'industrie, les Alliés sont parvenus à construire beaucoup plus d'avions, de chars et de canons que leur adversaire. Contrairement aux Français, les Allemands rejettent ce qui s'est passé en 1916.

Revue des Deux Mondes – Cent ans plus tard, Philippe Pétain est-il toujours le « grand vainqueur » de la Première Guerre mondiale ?

Paul Jankowski La réputation de Pétain a longtemps oscillé. J'ai parcouru beaucoup de manuels scolaires des années vingt et trente ; on y parlait de Nivelle, de Mangin, de Castelnau et de Joffre. À la longue, ce fut Pétain qui s'imposa. Juste après 1945, il n'était plus question du Maréchal lors des commémorations à Verdun. En 1966, de Gaulle s'est rendu sur les lieux ; il fait une allusion à Pétain, sans toutefois le mentionner. Vers les années soixante-dix, on a commencé à reconnaître sa sagesse militaire. Beaucoup d'anciens poilus l'aimaient, même après ses actes en 1940 : c'était pour certains le seul parmi les chefs à les avoir compris. On ne discute plus maintenant le rôle de Pétain. Toutefois, il ne faut pas faire de cet homme un génie militaire, un grand penseur qui aurait conçu un système défensif envisageable par personne d'autre. Son tempérament correspondait aux besoins de Verdun. Il était calme, modeste, méthodique, n'aimait pas les grandes offensives qui, à ses yeux, étaient aussi folles qu'inutiles ; il était en ce sens très peu napoléonien. Il a érigé en système une résistance déjà présente ; il voulait restreindre les généraux les plus impulsifs et les plus impétueux. Il n'était ni inventif ni génial ; c'était l'homme de la situation en 1916.

Revue des Deux Mondes – On se rappelle la célèbre poignée de mains entre François Mitterrand et Helmut Kohl en 1984. Comment Verdun est-il passé du symbole de la guerre à celui de la paix ?

Paul Jankowski Dès les années vingt, les deux symboles se font concurrence. En 1936, des journaux se demandent pourquoi commémorer le vingtième anniversaire de cette bataille lorsque des centaines de milliers d'hommes y sont morts ; pourquoi ne pas plutôt méditer sur l'aberration d'un tel événement et sur son horreur ? Les deux thèmes rivalisent : Verdun est-il important parce que la bataille démontre ce qu'il ne faut plus jamais faire, ou parce que c'est une

grande victoire française ? Je me souviens des mots de Georges Pompidou, prononcés en 1964 à Verdun, lorsqu'il était Premier ministre sous de Gaulle : « Nous devons reconnaître que la guerre est une absurdité », affirma-t-il. En 1983, on ne parle plus de grande victoire. Aujourd'hui, je rencontre peu de Français qui évoquent Verdun sur un ton patriotique.

Revue des Deux Mondes – René Coty prononça un discours à Verdun en 1956, à l'occasion du quarantième anniversaire de la bataille ; trente ans plus tard, c'est au tour de François Mitterrand, puis de Jacques Chirac. Pourquoi Verdun est-il un passage obligé des chefs de l'État ?

Paul Jankowski Verdun s'est proclamé capitale mondiale de la paix en 1966. Y tenir un discours est désormais beaucoup plus facile : on y célèbre à la fois le souvenir de la guerre et l'esprit européen. Les hommes politiques font en quelque sorte d'une pierre deux coups. En 1986, François Mitterrand concentre son propos sur la nation : « Nous, les Français, nous pouvons nous unir », dit-il en substance ; deux années plus tôt, il serrait la main d'Helmut Kohl, signifiant par là qu'il faut dépasser l'idée de nation... C'était tout le génie du bonhomme.

Revue des Deux Mondes – La bataille de Verdun est-elle une bataille unique ?

Paul Jankowski Unique dans la Grande Guerre et unique dans l'Histoire. Verdun affiche plusieurs singularités : premièrement, c'est une bataille défensive ; deuxièmement, les Français se sont battus seuls, sans alliés ; troisièmement, les Français ont gagné ; quatrièmement, Verdun fut la bataille la plus longue ; rien de tel ne se reproduira, ni en 1917, ni en 1918, ni pendant la décolonisation. On retient aussi l'extrême lenteur des combats et la macabre monotonie : Verdun résume le piétinement de 1914-1918 et c'est pourquoi j'approuve

l'expression « bataille symbole » de Maurice Genevoix. Les symboles ont bien sûr leur propre signification, il ne faut pas les prendre à la lettre ; Auschwitz est en ce sens un symbole très peu approprié à l'Holocauste, il n'englobe pas tout ce qui s'est passé ; de même, le symbole Verdun n'englobe pas tout ce qui s'est passé pendant la bataille ni, *a fortiori*, pendant la Première Guerre mondiale. Si Verdun s'est élevé petit à petit au-dessus des autres batailles, il n'y a pas eu de conspiration politique : en 1936, le ministère de la Défense refuse de frapper une médaille nationale de Verdun car il aurait fallu, à ce moment-là, frapper une médaille pour tous les autres conflits remportés. Verdun a gagné la bataille de la mémoire selon un processus naturel.

1. Paul Jankowski, *21 février 1916. Verdun*, coll. « Les journées qui ont fait la France », Gallimard, 2013.
2. Paul Jankowski, *Cette Vilaine Affaire Stavisky. Histoire d'un scandale politique*, traduit de l'anglais par Patrick Hersant, Fayard, 2000.
3. Laurent Thies, *3 juillet 987. L'avènement d'Hugues Capet*, coll. « Trente journées qui ont fait la France », Gallimard, 1984.
4. Henry Contamine, *9 septembre 1914. La victoire de la Marne*, coll. « Trente journées qui ont fait la France », Gallimard, 1970.
5. Pierre Renouvin, *l'Armistice de Rethondes*, coll. « Trente journées qui ont fait la France », Gallimard, 1968.
6. Nicolas Offenstadt, *14-18 aujourd'hui. La Grande Guerre dans la France contemporaine*, Odile Jacob, 2010 et *les Fusillés de la Grande Guerre et la mémoire collective. 1914-2009*, Odile Jacob, 2009.
7. André Loez, *14-18. Les refus de la guerre. Une histoire des mutins*, coll. « Folio histoire », Gallimard, 2010.
8. Les éditions Bartillat ont publié en 2001 *la Guerre de 14-18 racontée par un Allemand*, de Werner Beumelburg.

LA MÉMOIRE ALLEMANDE DE LA GRANDE GUERRE

› **Entretien avec
Étienne François**
réalisé par Eryck de Rubercy

Assurément, l'on pourra toujours disputer sur l'interprétation à donner de la Grande Guerre, sur le dosage des passions et des intérêts qui sont à l'origine de son déclenchement, sur les conséquences catastrophiques du traité de paix de Versailles. Mais, cent ans plus tard, les faits de guerre se coordonnent avec assez de certitude pour que notre conscience historique relève moins d'une notion claire et précise des événements que de la mémoire, et cela même si cette dernière confronte, classe ou s'assure de repères propres à l'orienter.

« Depuis un bon quart de siècle, nos sociétés connaissent une véritable explosion mémorielle. (1) » C'est par ce constat que l'historien Étienne François débutait en 2008 l'un de ses textes de présentation de l'enquête sur les lieux de *Mémoires allemandes*, dont il a assuré la réalisation et la direction. Une mémoire collective qui en réalité est bien lourde à porter en Allemagne quand on sait combien le nazisme est omniprésent dans le débat sur l'identité allemande. Mais quelle est la place qu'y occupe aujourd'hui la guerre de 1914-1918, réputée être l'origine du mauvais tournant pris par l'Europe ? Quel écho y suscite-t-elle encore ? L'un des résultats de cette entreprise historique d'envergure lancée par Étienne

François aura été justement de mettre en valeur – par-delà l’importance fondamentale de la mémoire du nazisme et de la Shoah – la richesse des héritages mémoriels qui leur sont antérieurs, à commencer par celui de la Première Guerre mondiale, pour laquelle « contrairement à la France, l’Allemagne n’organisera pas de grande commémoration officielle à l’occasion du centenaire » même si « l’ambassade de France en Allemagne a recensé une centaine de projets allemands ainsi qu’une quarantaine de projets franco-allemands qui ont demandé à recevoir le label délivré en France par la Mission du centenaire » (2). Aussi est-ce à Étienne François, qui a l’avantage d’être à demeure en Allemagne depuis de nombreuses années, que nous avons demandé de nous dire comment les Allemands d’aujourd’hui se confrontent à leur mémoire collective quand il s’agit de la guerre de 1914-1918, sachant, comme il l’a écrit, que le rapport allemand à l’histoire est « récent et fondé sur la rupture, non seulement parce que la redécouverte de l’histoire par l’opinion publique est un fait des dernières années [...] mais aussi parce qu’il fait suite à deux décennies de rejet et de refus d’une histoire impossible à regarder en face » (3).

Eryck de Rubercy



Revue des Deux Mondes – Contrairement à la France, mais aussi à d’autres nations européennes, n’est-il pas plus difficile, voire impossible avec l’Allemagne, de parler, quand il s’agit d’une perspective historique, d’une mémoire nationale unifiée ?

Étienne François Il est effectivement difficile de parler d’une mémoire nationale unifiée dans le cas de l’Allemagne. En dépit du caractère irrévocable d’une réunification largement plébiscitée, il reste d’abord la persistance de la différence mémorielle entre l’ancienne Allemagne occidentale et l’ancienne Allemagne orientale, reposant elle-même sur des expériences divergentes. Il n’est tout de même pas indifférent d’avoir vécu pendant quarante ans dans des régimes, des

contextes et des sociétés largement opposés ! Par ailleurs, il y a les nombreuses ruptures dont est faite l'histoire allemande récente, ruptures elles-mêmes intériorisées dans la mémoire collective, à savoir rupture de l'unité nationale de 1949 à 1989 avec la scission de l'Allemagne entre République fédérale (RFA) et République démocratique (RDA) ; rupture de la fin de la Seconde Guerre mondiale avec la capitulation sans conditions, la coupure de l'Allemagne en quatre zones d'occupation alliées, l'exode de douze millions de réfugiés et expulsés en provenance des provinces orientales annexées par l'Union soviétique et la Pologne, mais aussi la désillusion profonde de la majorité des Allemands écrasés sous le poids de la défaite et des ruines ; « rupture de civilisation » des années 1933 à 1945 avec le nazisme en tant que « dictature avec le peuple », le déclenchement par l'Allemagne nazie de la Seconde Guerre mondiale et la Shoah ; rupture de 1918 avec la défaite de l'Allemagne impériale, le passage difficile de l'Empire à la République et l'humiliant traité de Versailles imposé au pays vaincu ; rupture de 1871 avec la fondation tardive du premier État national allemand, etc. En rester là serait cependant trop court. En effet, les Allemands d'aujourd'hui ont à tout le moins deux expériences collectives communes qui les marquent en profondeur : l'expérience traumatique du nazisme, de la guerre et de l'immédiat après-guerre d'un côté, et de l'autre celle de l'implosion de la RDA, de la réunification et de la vie en commun depuis un quart de siècle dans un même ensemble politique, économique, social et culturel accepté par tous. À quoi il convient d'ajouter trois éléments dont, à mon avis, on ne tient pas suffisamment compte en France : le premier est que, loin d'être un phénomène récent, l'existence de l'Allemagne comme nation remonte au Moyen Âge – une nation définie avant tout culturellement et par la langue, mais dotée en même temps d'une certaine réalité politique par l'intermédiaire du Saint-

Étienne François est professeur émérite d'histoire à l'université Paris-I et à l'Université libre de Berlin. Ses recherches actuelles portent sur l'histoire des mémoires collectives en Allemagne et en Europe. Dernières publications : *Mémoires allemandes* avec Hagen Schulze, Gallimard, 2007 ; *War Memories. The Revolutionary and Napoleonic Wars in Modern European Culture* avec Alan Forrest et Karen Hagemann, Palgrave-McMillan, 2012 ; *Geschichtspolitik in Europa seit 1989. Deutschland, Frankreich und Polen im internationalen Vergleich*, avec Kornelia Konczal, Robert Traba et Stefan Troebst, Wallstein, 2013.

Empire qui, depuis la fin du XV^e siècle, se définit lui-même comme étant de « nation allemande » ; le deuxième est la tradition plus que millénaire du fédéralisme avec la dualité politique partagée entre le niveau fédéral et le niveau régional qui en est l'expression ; le troisième est la continuité de l'État social mis en place à l'époque de Bismarck et qui est l'un des ciments les plus forts de l'identité nationale allemande comme pratique et comme représentation. La France, au reste, a-t-elle une mémoire nationale si unifiée qu'il y paraît ? L'intensité des débats qu'on a pu y constater autour de la mémoire de Vichy et de la Résistance, puis autour de la mémoire de la guerre d'Algérie tout comme ceux d'aujourd'hui autour du passé colonial, amènent fortement à en douter. Entre les mémoires françaises et les mémoires allemandes, les différences, aujourd'hui, me paraissent être moins de nature que de qualité.

Revue des Deux Mondes – Quand on sait quelle est l'importance de la mémoire des douze années du nazisme dans les mémoires allemandes, quelle peut bien être la place qu'y occupe la Première Guerre mondiale ?

Étienne François La grande majorité des Allemands d'aujourd'hui n'a pas de perception immédiate de la Première Guerre mondiale. Cette dernière est d'autant plus lointaine qu'elle ne s'est pas déroulée sur le sol allemand. Surtout, elle est perçue à travers le prisme de ce qui est aux yeux des Allemands la véritable « Grande Guerre », c'est-à-dire la Seconde Guerre mondiale, qui a fait plus de neuf millions de victimes en Allemagne et a transformé le pays en un champ de ruines. De ce point de vue, il est n'est pas faux de dire que la Première Guerre mondiale dans la mémoire allemande a fini par se réduire à n'avoir été que l'événement qui a rendu possible l'avènement du national-socialisme. Hitler n'a-t-il pas construit une grande partie de sa légende sur le fait qu'il avait été engagé volontaire, qu'il avait fait toute la guerre comme simple soldat au front et qu'il était par là même l'incarnation emblématique du soldat inconnu allemand ?

Revue des Deux Mondes – Pourtant la guerre de 1914-1918 n'a-t-elle pas été aussi un des éléments constitutifs de l'identité nationale des Allemands ?

Étienne François Si, et même à de nombreux points de vue. En raison tout d'abord de l'énorme vague de passion et d'union nationale qui a emporté la majeure partie de l'opinion publique allemande au moment de l'entrée en guerre : le sentiment prédominant, et d'ailleurs non totalement dépourvu de réalité, était celui d'une guerre de légitime défense contre l'agression russe, la Russie ayant déclaré la guerre la première, et contre le revanchisme d'une France hypocrite se prétendant l'héritière des idées de la Révolution, alors qu'elle faisait cause commune avec la Russie tsariste, c'est-à-dire avec le comble de la réaction, mais aussi contre la mauvaise foi du Royaume-Uni, qui après avoir donné de nombreux signes de sa volonté d'apaisement, s'était laissé manipuler par la Russie et la France. Dans le conflit qui commence, l'opinion publique allemande – comme la française – est persuadée d'être du côté du droit et de la civilisation, ce qui explique entre autres pourquoi le Parti social-démocrate – la première formation politique de l'Empire, qui était jusque-là dans l'opposition, mais aussi la première formation socialiste de l'Europe, le parti héritier de Marx, Engels et Bebel – a voté à l'unanimité les crédits de guerre le 4 août 1914 et accepté pour toute la durée du conflit le pacte d'union nationale appelé *Burgfrieden*, l'équivalent allemand de l'union sacrée en France. Ce qui explique également le manifeste publié en septembre 1914 par quatre-vingt-treize intellectuels et écrivains allemands, dont Max Planck et Thomas Mann, pour défendre face au monde civilisé le bon droit de leur patrie contre les accusations de la propagande alliée. La Première Guerre mondiale fut ensuite un grand moment d'unité nationale dans la mesure où le *Burgfrieden* a tenu jusqu'en 1917, où la société allemande dans sa grande majorité a soutenu l'effort de guerre, ne serait-ce qu'en contribuant par exemple massivement aux emprunts, a supporté également les rigueurs, les privations et la famine entraînées par le blocus maritime des Alliés, et dans la mesure, surtout, où les armées allemandes, sur tous les fronts

où elles ont été engagées, ont tenu bon, ont combattu avec courage, ont remporté des victoires, ainsi contre la Russie, et n'ont commencé de relâcher leur effort, avec des refus de combattre et des désertions, qu'à partir du moment où, à l'automne 1918, elles ont eu connaissance des pourparlers engagés avec les Alliés par le gouvernement allemand, à la demande du haut commandement militaire, soucieux d'éviter que l'armée allemande ne se débande, comme l'avait fait l'armée russe en 1917, et désireux, en mettant les civils en première ligne, de ne pas apparaître comme le véritable responsable de la défaite. L'effort de guerre allemand a eu par ailleurs pour conséquences un interventionnisme accru de l'État central dans la vie quotidienne du pays pour assurer la défense nationale, la mobilisation économique du pays et le ravitaillement des populations civiles, ainsi qu'un renforcement de l'État social, soit deux évolutions dans le sens d'une plus grande cohésion interne qui ont contribué de manière non négligeable à renforcer l'unité allemande. En Allemagne, enfin, comme en France et dans les autres pays belligérants, la guerre, par ses pertes immenses, a touché toutes les familles et a de ce fait marqué durablement les mémoires familiales et collectives : le nombre de tués allemands sur les champs de bataille s'élève à deux millions, pour 1 300 000 tués en France, à quoi s'ajoutent 426 000 victimes civiles (300 000 en France) et 4 250 000 blessés (4 270 000 en France).

Revue des Deux Mondes – N'est-ce pas davantage sur la conscience politique des Allemands que le souvenir de la guerre de 1914-1918 continue finalement d'avoir un impact ?

Étienne François Perçue avant tout comme la « catastrophe matricielle » (*Urkatastrophe*) de l'histoire allemande et européenne du XX^e siècle, dont l'avènement du nazisme, la Seconde Guerre mondiale et la Shoah seraient l'aboutissement inéluctable, la Première Guerre mondiale continue d'être par contrecoup affectée par le même discrédit total, le rejet absolu et la vision entièrement négative et autocritique dont font l'objet les années 1933 à 1945. À l'op-

posé de ce qui avait été l'attitude dominante de l'opinion publique allemande immédiatement après la guerre (sentiment d'injustice face aux conditions de paix imposées par les vainqueurs, refus de l'article 231 du traité de Versailles déclarant l'Allemagne unique responsable de la guerre), l'opinion publique d'aujourd'hui a largement fait sienne l'idée défendue par l'historien Fritz Fischer dans les années soixante, et largement remise en question par la recherche internationale, selon laquelle l'Empire aurait eu une responsabilité déterminante dans le déclenchement de la guerre, que cette responsabilité aurait été liée à la persistance d'un régime politique autoritaire et militariste, et que la guerre aurait été motivée par un nationalisme exclusif et une volonté annexionniste également condamnables. Le refus de toute politique de puissance, l'attachement de l'Allemagne aussi bien à l'Alliance atlantique qu'à l'Union européenne ou encore la priorité qu'elle accorde à une politique étrangère misant avant tout sur la diplomatie, la négociation et le multilatéralisme, sont de ce point de vue perçus comme la conséquence politique nécessaire de la condamnation du rôle joué par l'Allemagne pendant la Première et plus encore pendant la Seconde Guerre mondiale.

Revue des Deux Mondes – L'opinion publique allemande n'est-elle pas irritée devant l'hypertrophie de conscience historique des Français qui, une nouvelle fois, risque de prendre avec la commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale une ampleur démesurée ?

Étienne François Cette possible irritation n'est perceptible pour l'instant que chez quelques rares personnes bien informées de ce qui se passe à l'étranger – car l'opinion publique allemande s'intéresse moins aux états d'âme de l'opinion publique française que ce n'est le cas à l'inverse... Il se peut que cette irritation – doublée d'un mélange de condescendance pour l'attachement des Français à une conscience nationale dépassée et d'envie en même temps pour leur absence de complexes face à leur histoire – se renforce au fur et à mesure que l'on se rapprochera du centenaire de l'entrée en guerre.

Mais rien n'est moins sûr, ne serait-ce que parce que la Mission du centenaire mise en place en 2011 en France veut, comme le dit son directeur général, Joseph Zimet, dans un entretien avec la revue *le Débat*, « mettre en exergue des expériences communes avec l'Allemagne et insister sur les conséquences économiques, sociales, industrielles et démographiques de la Grande Guerre et montrer qu'il n'y a plus aujourd'hui ni vainqueur ni vaincu issu de cette catastrophe commune ». La passion commémoratrice commune à toute l'Europe vaut en Allemagne comme ailleurs, et les initiatives prises en vue du centenaire sont là aussi très nombreuses : plus d'une centaine sont prévues pour l'année 2014. Mais à la différence de la France, elles sont avant tout le fait de la société civile, des communes et des Länder, des historiens et des publicistes, des médias et des institutions culturelles, qui tous ont des partenariats souvent étroits avec la France. À l'échelle fédérale, en revanche, le gouvernement a choisi d'être en retrait, refusant pendant longtemps la mise sur pied d'une instance de coordination pour des raisons qui tiennent à la fois au calendrier électoral, au pacifisme profond de la société allemande, à son allergie viscérale à l'égard de tout ce qui paraît s'apparenter au nationalisme ou au culte des valeurs militaires, mais aussi à l'idée sous-jacente que les responsabilités allemandes dans le déclenchement de la guerre font obligation à l'Allemagne officielle d'aujourd'hui d'être la plus discrète possible. Si l'on en croit certains journaux britanniques toujours prompts à critiquer l'Allemagne, les autorités allemandes seraient même intervenues discrètement auprès des autorités britanniques pour les inciter à donner un ton « moins déclamatoire » aux commémorations du centenaire de l'entrée en guerre. Pour compréhensible qu'elle soit, cette discrétion allemande n'en est pas moins regrettable à mes yeux : elle ne facilitera pas en effet la mise en œuvre d'initiatives commémoratrices proprement européennes et risque d'encourager la tentation déjà forte dans de nombreux pays à donner la priorité à des commémorations avant tout nationales.

Revue des Deux Mondes – Dans quelle mesure le domaine littéraire et artistique allemand continue-t-il à entretenir dans la conscience allemande un rapport à la Première Guerre mondiale ?

Étienne François À la différence de la France mais aussi de nombreux autres pays européens comme la Belgique, l'Italie, la Serbie, la Russie, la Bulgarie, la Roumanie ou l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne, ainsi que le Royaume-Uni du reste, n'a pas connu la guerre sur son sol en 1914-1918, à l'exception du bref épisode de l'invasion russe en Prusse-Orientale en août 1914 stoppée par la victoire de Hindenburg et Ludendorff à Tannenberg. L'absence de mémoire des lieux sur le sol allemand n'en a donné par voie de conséquence que plus d'importance à la mémoire artistique et littéraire de la guerre.

Dans le domaine littéraire, l'œuvre qui a eu l'impact le plus fort – en Allemagne comme à l'étranger – est le roman d'Erich Maria Remarque *Im Westen nichts Neues* (*À l'Ouest rien de nouveau*), paru en 1929, roman pacifiste, porté par un dégoût profond pour l'absurdité suicidaire de la guerre, et dont le succès dure jusqu'à aujourd'hui ; traduit dès l'année de sa parution en vingt-six langues, en butte immédiatement à l'hostilité des milieux nationalistes et des nazis, de sorte qu'il fit partie des livres jetés au feu dans les autodafés du printemps 1933, il a été vendu à plus de vingt millions d'exemplaires et porté à l'écran aux États-Unis dès 1930.

Dans le domaine des arts plastiques, les peintres qui ont donné l'expression la plus radicale au traumatisme que la guerre a représenté pour eux et pour une large partie de l'opinion allemande sont d'une part Otto Dix, qui avait combattu sur le front occidental et sur le front oriental et dont les œuvres au réalisme exacerbé, qu'il s'agisse de son cycle de dessins de 1924 ou de son triptyque *la Guerre* (1929-1932), témoignent à la fois de sa fascination pour la guerre et de son horreur devant sa toute-puissance destructrice, et de l'autre George Grosz, qui, après s'être engagé comme volontaire, s'est transformé en dénonciateur impitoyable et grinçant du déchaînement de la violence, des milieux réactionnaires, impérialistes et capitalistes, responsables de la guerre et de la destruction des fondements mêmes de toute socié-

té et de toute culture provoquée par le conflit. Il faut par ailleurs faire une place à part à la sculptrice et dessinatrice Käthe Kollwitz, dont un des fils fut tué au front et dont les dessins d'enfants affamés comme les sculptures de parents en deuil comptent parmi les œuvres d'art les plus poignantes qu'ait suscitées la guerre. On peut enfin mentionner le film de Georg Wilhelm Pabst *Westfront 1918* (*Quatre de l'infanterie*) ,sorti en 1930, lui aussi résolument pacifiste, qui raconte la vie et la mort de quatre fantassins allemands sur le front français pendant les derniers mois de la guerre.

Revue des Deux Mondes – N'est-il pas symptomatique qu'une œuvre littéraire comme celle d'Ernst Jünger, prônant certaines valeurs et vertus militaires lors des combats de la Première Guerre mondiale, apparaisse encore aujourd'hui plus essentielle en France qu'en Allemagne ?

Étienne François L'esthétisme barrésien d'Ernst Jünger, son élitisme aristocratique et nietzschéen comme son opposition à la République de Weimar et ses sympathies nationalistes lui confèrent une place à part dans le monde des lettres en Allemagne et expliquent les réserves de nombre de critiques à son égard. Tous néanmoins s'accordent à reconnaître que le roman *In Stahlgewittern* (*Orages d'acier*) qu'il a tiré de ses carnets de guerre, roman dont la première édition a paru en 1920 et qu'il n'a cessé de reprendre jusqu'en 1978, constitue un chef-d'œuvre de la littérature allemande. La distance prise par Jünger dès 1933 à l'égard du national-socialisme, sa proximité avec les conjurés du 20 juillet 1944 tout comme l'exceptionnelle qualité de son roman *Auf den Marmorclippen* (*Sur les falaises de marbre*) publié en 1939 et que l'on peut considérer comme une parabole antinazie, achèvent, enfin, de le rendre inclassable.

Revue des Deux Mondes – Dans l'enquête *Mémoire allemandes*, dont vous avez assuré la réalisation et la direction, quels sont les lieux de mémoire qui, dans le souvenir des Allemands, sont les plus emblématiques de la guerre de 1914-1918 ?

Étienne François Dans la version allemande en trois volumes, parue en 2001, mon ami Hagen Schulze et moi-même avons retenu cinq entrées se rapportant directement à la guerre de 1914-1918 et à ses suites immédiates : Tannenberg (la bataille d'août 1914, mais aussi la défaite des chevaliers teutoniques en 1410, le mémorial de Hindenburg – et plus généralement la mémoire de l'affrontement entre Allemands et Slaves) ; Langemark (le combat transformé en légende héroïque pendant lequel, le 10 novembre 1914, à proximité d'Ypres, des régiments composés de volontaires seraient partis à l'assaut en chantant le *Deutschland über alles* et se seraient sacrifiés pour percer les lignes ennemies) ; la légende du coup de poignard dans le dos (*Dolchstoß*) inventée par le haut commandement militaire allemand à la fin de la guerre pour mieux se disculper et qui fut prise pour argent comptant par une large partie de l'opinion publique ; Rosa Luxemburg comme figure de proue de l'opposition à la guerre puis de la révolution spartakiste après le 9 novembre 1918, assassinée par les corps francs en janvier 1919 ; Versailles enfin – avec le traité du même nom et les conséquences à moyen et long terme du traumatisme de la paix imposée (faiblesse constitutive de la République de Weimar, argument repris inlassablement par la propagande nazie). Par-delà ces cinq entrées, plusieurs autres font une place plus ou moins importante à la Première Guerre mondiale : ainsi la porte de Brandebourg (lieu des combats de la révolution en 1918-1919) ; Weimar (où fut votée la Constitution de la République du même nom) ; l'hymne national allemand (chanté par les volontaires de Langemark et devenu hymne officiel de l'Allemagne en 1918) ; le casque à pointe (comme symbole du militarisme prussien et allemand) ; le *Made in Germany* (sigle inventé par les Britanniques pour se protéger contre la concurrence de l'industrie allemande juste avant la Première Guerre) ; Walther Rathenau (organisateur de la mobilisation industrielle puis ministre des Affaires étrangères de Weimar assassiné par les corps francs) ; la famille Mann (avec Heinrich Mann, critique féroce du militarisme et de l'esprit de soumission, et son frère Thomas, d'abord partisan de la guerre, puis de plus en plus critique à l'égard du nationalisme allemand) ; et enfin, le bolchevique (l'ennemi de l'intérieur, mais aussi

l'incarnation du mal absolu). D'autres entrées auraient pu être retenues si nous avions eu plus de trois volumes à notre disposition : ainsi l'« enthousiasme du mois d'août » (*Augusterlebnis*) comme souvenir de la vague de ferveur nationale qui réunit l'immense majorité des Allemands au moment de l'entrée en guerre, l'« hiver des rutabagas » (*Steckrübenwinter*) qui garde mémoire de la famine de l'hiver 1916-1917, ou encore la mutinerie de Kiel (*Kieler Matrosenaufstand*) de la fin octobre 1918 qui marque le début de la révolution allemande. C'est assez dire que si la mémoire de la guerre de 1914-1918 n'occupe à première vue qu'une place seconde dans les mémoires allemandes, elle n'en est pas moins bien plus présente qu'il n'y paraît, même si c'est de manière le plus souvent sous-jacente. Dans le contexte européen et mondial du centenaire, cette mémoire, j'en suis convaincu, resurgira avec force.

1. Étienne François, « Lieux de mémoire, Erinnerungsorte » in Évelyne Cohen, Pascale Goetschel, Laurent Martin et Pascal Ory (dir.), *Dix ans d'histoire culturelle*, Presses de l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques, 2011.
2. Frédéric Lemaître, « Allemagne, une discrète Grande Guerre », *le Monde*, 5 novembre 2013.
3. Étienne François, « Rapport à l'histoire » in *Au jardin des malentendus. Le commerce franco-allemand des idées*, Actes Sud, 1990.

LES OBJECTIFS DE GUERRE : EXERCICE DE GÉOPOLITIQUE SYMBOLIQUE

› **Henri de Montety**

« Il est remarquable de voir combien en France la presse de droite est unanime à exiger pour l'Allemagne un gouvernement de gauche. »

Jean de Pange (le 16 août 1931)

Journal 1931-1933

Faire la guerre sans objectif est une entreprise hasardeuse, qui valait peut-être dans le passé, quand la guerre était encore un mode de vie, un passe-temps ou une manière de justifier les inégalités sociales. Tout cela, en principe, n'est plus. Reste seulement le principe de Clausewitz : « La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens. » La politique, c'est d'abord l'art de formuler des objectifs.

Les grands généraux déplacent des montagnes, les guerres victorieuses déplaçaient les frontières. Mais cela, aussi, a fait long feu, ou presque. Les deux guerres mondiales du XX^e siècle sont passées qui ont justement été le moment de la concurrence (parfois de la confusion) entre des objectifs de nature très différente comme l'obtention de l'Alsace-Lorraine, le rééquilibrage des possessions coloniales, le

droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le démembrement des empires, la défense contre le bolchevisme ou l'expansion du communisme, la justice sociale, la domination d'une race, la paix universelle, la résurrection de la Pologne ou la création de la Tchécoslovaquie, le triomphe du libéralisme, etc. Tous ces objectifs ont été formulés plus ou moins explicitement dans les chancelleries à un moment ou un autre de l'une ou l'autre des deux guerres mondiales.

Henri de Montety est chargé de recherches à l'université Loránd Eötvös (Elte) à Budapest.
 › lacampagnegalante@orange.fr

En marge des politiques officielles (de celles qui, à l'heure du choix, se sont imposées), mais bénéficiant parfois de soutiens au sein même de l'appareil du pouvoir, certaines ambitions alternatives ou complémentaires ont été formulées dans le secret ou publiquement (dans la presse et l'édition).

C'est ainsi que l'on peut comparer des plans français et allemands de démembrement réciproque, nés avant ou pendant la grande guerre, et dont l'intérêt est qu'ils représentent, à leur manière, une partie de l'opinion, de l'esprit du temps.

En France, on se posait la question de la rive gauche du Rhin. Un carton de propagande imprimé en 1915 dressait ainsi un florilège de paroles historiques : avec César, on affirmait que « la Gaule s'étend du Rhin aux Pyrénées et des Alpes à l'Océan » ; avec Danton, le Rhin était une limite « donnée par la nature », avec Napoléon, un « décret de Dieu ». Richelieu, aussi, y allait de sa sentence (1). Le projet patriotique était fondé sur des antécédents historiques solides, sur l'héritage de la révolution elle-même continuatrice de l'œuvre des rois capétiens.

En France, le substrat historique est une force puissante lorsqu'il est associé à l'idéologie, voire à la religion. Si le démembrement de l'Autriche-Hongrie attirait notamment les éléments anticléricaux, celui de l'Allemagne, au contraire, attirait les catholiques. Il s'agissait non seulement d'éloigner la puissance militaire prussienne, mais aussi d'en détacher une Allemagne considérée comme plus douce, plus proche, l'Allemagne catholique essentiellement constituée de la Bavière et de la Rhénanie. Un plan attribué à Yves Guyot (2), préparé en 1917, donne une image plastique de ce projet de démembrement de l'Allemagne.



La reconstruction de l'Europe, une vision française en 1917.

D'autres projets s'inspiraient plus encore des anciennes provinces germaniques, comme celui-ci, qui veillait à isoler la Prusse, mais prévoyait aussi de reconstituer aux côtés de la Bavière plusieurs autres anciennes composantes historiques.



La reconstruction de l'Europe, une vision française en 1916.

Au lendemain de la guerre, le maréchal Foch et le général Weygand, tous deux catholiques pratiquants, exprimèrent le vœu de détacher de l'Allemagne la rive gauche du Rhin. Clemenceau s'y opposa au nom du réalisme et de l'alliance avec les puissances anglo-saxonnes, en exigeant d'obtenir de la conférence de la paix des contreparties dont on sait ce qu'elles valurent finalement (en particulier les limitations imposées à l'armement, jamais vraiment respectées, et la démilitarisation de la zone rhénane, abrogée par Hitler en 1936). Nul doute, aussi, que Clemenceau se méfiait, tout autant que de la Prusse, d'une puissance catholique de plus aux frontières immédiates de la France (en 1924, son collègue Édouard Herriot allait justement se heurter à l'opiniâtreté alémanique dans son ambition contrariée d'imposer la séparation de l'Église et de l'État en Alsace et en Moselle !).

Entre les deux guerres, des germanistes distingués comme Jean de Pange (historien et essayiste ami de Konrad Adenauer) ou le jésuite Pierre Delattre (auteur à *la Croix* et à *Études*) continuèrent à évoquer le souvenir de l'ancienne Allemagne de Goethe et plus spécifiquement de l'Allemagne catholique nécessaire selon eux à l'équilibre du peuple germanique, mais aussi du continent européen.



Les objectifs de l'Allemagne en 1915.

Bref, révolutionnaire ou catholique, la France prononçait sur l'Allemagne des jugements volontiers fondés sur des réalités morales. Qu'en était-il des projets allemands pour la France ? Observons d'abord les objectifs officiels (sur une carte de 1915) (3).

Si les revendications sur le front oriental étaient vastes, à l'ouest, elles se limitaient – s'il est possible de s'exprimer avec cette désinvolture sur l'avenir d'un pays souverain – à la Belgique. Mais, comme nous le soulignons plus haut, certaines idées représentatives sont exprimées hors des organes officiels. Un essai publié en 1912 par le major Adolf Sommerfeld suscita un grand retentissement. Traduit en français par un certain Francis-François Français (sic), sous le titre *le Partage de la France. Ce qu'on verra un jour*, le livre exhibe en couverture une carte bien singulière.



Le Partage de la France, traduction française de l'essai publié par le major Sommerfeld en 1912.

Cette carte suscite quelques remarques. La première, faite par l'historien Éric Alary (4), c'est que le découpage de la France après la défaite de 1940 ressemble fort à une matérialisation du projet du major Sommerfeld.

Une autre remarque, c'est qu'au-delà d'une certaine logique purement géographique (qui caractérisait aussi, dans une certaine mesure, les plans français pour l'Allemagne), la conception allemande est fondée sur des intérêts concrets dont on peut observer les fondements sur la carte, ci-dessous, des principales régions industrielles françaises (5). En quelque sorte, si les Allemands cherchaient du pétrole et du blé à l'est, c'était les mines et les usines qui les intéressaient en France.



Carte des principales régions industrielles françaises.

Enfin, une dernière remarque, indirecte, concerne la politique extérieure de Poincaré dans la première moitié des années vingt. Rappelons-nous que, sur le plan intérieur, Poincaré fut vertement attaqué par Clemenceau pour son opportunisme politique (ses combines parlementaires au détriment de la défense des idées). Sur le plan extérieur, en particulier pour son occupation de la Ruhr en 1923, il fut critiqué pour le manque de nuance de son nationalisme (un nationalisme français qui manquerait de la finesse française ?). Ces critiques provenaient non seulement des milieux pacifistes de gauche et des Anglo-Saxons, mais aussi d'intellectuels idéalistes comme Jean de Pange ou de « jeunes non conformistes de droite » comme Jean-Pierre Maxence,

pour lequel la politique de Poincaré était « d'autant plus insupportable qu'elle [était] sous-tendue par une politique utilitariste, qui prétend[ait] asseoir la fraternité sur les seules vertus de la coopération industrielle »(6). L'occupation de la Ruhr, en l'occurrence, justifiée par le défaut de paiement des réparations de guerre par l'Allemagne, n'était pas un acte fraternel.

Au sein de l'Europe actuelle, la domination et la coopération industrielle sont toujours à l'œuvre en tant que « buts de paix » antagoniques et complémentaires. L'expression « Europe allemande », quant à elle, reprend vigueur. Et la France n'est-elle pas en train de se complaire, sinon dans la finesse et les idées, dans les combines parlementaires ?

1. « La fin de la Prusse et le démembrement de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie ». Catalogue de la Bibliothèque nationale. <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb406865271>.
2. http://www.lib.utexas.edu/maps/historical/british_dominions_yearbook/europe_guyot_recon_1918.jpg, ©University of Texas Libraries.
3. http://www.lib.utexas.edu/maps/historical/british_dominions_yearbook/ger_demands_1915.jpg, ©University of Texas Libraries
4. Éric Alary, *la Ligne de démarcation : 1940-1944*, Perrin, 2003 (voir le chapitre « Les racines pangermanistes du compartimentage de la France »).
5. http://www.lib.utexas.edu/maps/historical/british_dominions_yearbook/fr_ind_dist_map6_1918.jpg, ©University of Texas Libraries
6. Nicolas Kessler, *Histoire politique de la Jeune Droite (1929-1942). Une révolution conservatrice à la française*, L'Harmattan, 2001, p. 128.

« ANGLETERRE, MA PATRIE » PAYSAGES ANGLAIS DE LA GRANDE GUERRE

› **Jean-Pierre Naugrette**

« Les dieux jaloux ont enfoui quelque part les témoignages
de la descendance des choses. »

Maurice de Guérin, *le Centaure*, Isolado, 2010.

Lors du match de rugby opposant la France à la Nouvelle-Zélande, le samedi 9 novembre 2013, une minute de silence a été observée en l'honneur des soldats néo-zélandais tombés en France lors de la Grande Guerre. La veille, les All Blacks étaient allés déposer une gerbe sur le tombeau du soldat inconnu. Malgré leur nom, les joueurs néo-zélandais arboraient le soir du match un maillot blanc, sur lequel on pouvait voir un petit coquelicot. De fait, en Angleterre et dans les pays du Commonwealth, le coquelicot est volontiers arboré par les personnalités officielles – hommes politiques, présentateurs de télévision, etc. – dès novembre venu. Une jeune Canadienne faisant visiter le champ

Jean-Pierre Naugrette est universitaire spécialiste de littérature anglaise, traducteur et romancier (*Exit Vienna*, Le Visage Vert, 2012). Dernier livre paru : *Edward Hopper, Rhapsodie en bleu*, Nouvelles Editions Scala.
› naug@club-internet.fr

de bataille et le Mémorial de Vimy l'arbore sur son blouson. Devant Westminster Abbey, apparaissent en cette saison de petites croix avec, au centre, la fleur en question. Si le pavot est traditionnellement associé au sommeil, le coquelicot, lui, est l'emblème de la Grande Guerre. En cette année de centenaire, il fleurit un peu partout.

L'image vient d'un poème que le monde anglo-saxon connaît par cœur. Il a été composé par un poète moins célèbre que les grands *War poets* anglais que sont Rupert Brooke (1887-1915), Wilfred Owen (1893-1918) ou Siegfried Sassoon (1886-1967). Il s'agit de John McCrae, médecin lieutenant-colonel de l'armée canadienne originaire de l'Ontario, qui l'écrivit le 3 mai 1915 après avoir présidé aux funérailles de son ami et camarade Alexis Helmer, mort lors de la deuxième bataille d'Ypres. Le poème fut publié le 8 décembre de la même année. En voici le texte anglais, qui a introduit pour la première fois l'image de ce qu'on appelle aujourd'hui le « coquelicot du souvenir » :

In Flanders Fields

*In Flanders Fields the poppies blow
Between the crosses, row on row
That mark our place; and in the sky
The larks, still bravely singing, fly
Scarce heard amid the guns below.*

*We are the Dead. Short days ago
We lived, felt dawn, saw sunset glow,
Loved and were loved, and now we lie
In Flanders fields.*

*Take up our quarrel with the foe:
To you from failing hands we throw
The torch; be yours to hold it high.
If ye break faith with us who die
We shall not sleep, though poppies grow
In Flanders fields.*

Le gouvernement canadien en a donné une traduction officielle en français, sous le titre « Au champ d'honneur », mais faut-il évacuer ainsi les Flandres du titre et du poème ? Proposons ici une autre traduction :

En champs de Flandres

En champs de Flandres s'agitent les coquelicots
Entre les croix, rangs après rangs
Qui marquent où nous sommes ; et au ciel
Des alouettes lancent crânement leurs trilles, à tire-d'aile,
À peine perçues parmi la canonnade en bas.

Nous sommes les Morts. Peu de jours avant, en vie,
Nous ressentions les aubes, apercevions les feux du couchant,
Aimions, étions aimés, nous qui gisons aujourd'hui
En champs de Flandres.

Relevez le gant contre l'ennemi :
À vous de nos mains frêles nous passons
Le flambeau ; à vous de le tenir bien haut.
S'il vous venait de nous trahir, qui sommes en agonie,
Nous perdriions le sommeil, même si poussent les coquelicots
En champs de Flandres.

Le lieutenant-colonel McCrae devait décéder le 28 janvier 1918 à l'hôpital militaire britannique de Wimereux, dans le Pas-de-Calais. Si son poème lui a survécu, c'est sans doute parce qu'il fait parler, de façon saisissante, les morts. Dans le monde britannique, si prompt à capter les signes de l'au-delà, et où la littérature fantastique a droit de cité, une telle prise de parole ne pouvait qu'impressionner un peuple qui voyait partir ainsi une génération entière de jeunes gens sans les voir revenir. Où étaient-ils donc passés ? Une telle interrogation anime, on le sait, certains survivants de la Shoah : dans le film de Claude Lanzmann, un témoin de Treblinka rapporte son incré-

dulité après avoir vu disparaître un cortège de femmes et d'enfants nus par une porte et que s'est abattu un « silence de mort ». Où sont-ils passés ?, demande alors le jeune garçon à d'autres déportés. Allons, tu n'as pas deviné ?

« Angleterre, ma patrie »

L'une des plus belles nouvelles sur la Grande Guerre n'en parle pratiquement pas. « England, my England », « Angleterre, ma patrie », de D. H. Lawrence, publiée en 1915 dans *The English Review*, commence dans le Hampshire, en bordure d'un *common*, l'un de ces paysages ancestraux qui affleure à tout moment dans ce paysage réputé pour être cultivé : « Curieuse survivance que ces fragments de l'Angleterre sauvage, comme ici, dans ces friches envahies d'ajoncs broussailleux et dans ces marécages infestés de serpents, au pied des Downs du Sud. Une atmosphère primitive y subsiste, pareille à celle qui, voilà des siècles, avait accueilli les Saxons. (1) » Avec ses yeux bleus de Viking, Egbert incarne un travailleur manuel, un paysan principalement occupé à travailler le fond de son jardin, dans lequel il cherche à mettre de l'ordre. Ce jardin, qui a mille ans d'existence, est décrit comme luxuriant : toutes sortes de plantes y poussent, y compris de grands pavots de Chine avec leurs chaperons noirs. Les fameux *poppies* de McCrae. Dans ce lieu présenté comme sauvage et primitif, lui et son épouse Winifred forment un couple régi, comme souvent chez Lawrence, par le mystère d'une sexualité puissante qui vient puiser dans les forces mêmes de la nature environnante, dans laquelle, nous dit-on, rôdent volontiers les serpents. Winifred vient d'une famille dans laquelle le père règne en patriarche – c'est lui, par exemple, qui possède l'argent permettant de faire vivre le couple. Alors qu'Egbert est comparé à une rose naturelle, avec toute sa fragilité, Winifred, ses sœurs et son père apparaissent comme relevant d'une race plus solide : « Les filles et le père étaient des gens solidement charpentés, au sang lourd, véritablement anglais, aussi anglais que l'aubépine ou le houx. (2) »

Sans métier, préférant cultiver son lopin ou, ce qui revient au même, collecter de vieilles chansons folkloriques, Egbert apparaît vite écarté des préoccupations de Winifred à la naissance de leur premier enfant. La femme lawrencienne est souvent régie par des « circuits » dans lesquels le mari devient vite un mâle inutile. De nouveaux pôles d'attraction se font jour. Grâce à l'enfant, la présence du père de Winifred se fait de plus en plus sentir. Egbert se réfugie dans son jardin, et préfère se tenir à l'écart. L'une de leurs filles, Joyce, se blesse vilainement le genou sur une serpe qu'Egbert a eu la mauvaise idée de laisser traîner dans l'herbe. Lorsque son état empire, Egbert semble incapable de prendre la moindre décision : il préfère continuer de faire appel au médecin local. C'est le père de Winifred qui fera transférer d'urgence la jeune malade dans la capitale. Toute la famille l'accompagne, sauf Egbert. Il préfère rester au fond de son jardin.

Quand la Grande Guerre éclate, Egbert semble peu enclin à s'engager : cet Anglais « pur sang » n'entend nullement dissiper ses forces dans un conflit dirigé contre l'Allemagne. Ce jardinier au contact de la nature anglaise dans ce qu'elle a de plus primitif est parfaitement à l'aise dans son rôle, et comme tel refuse de se définir par rapport aux autres :

« Il était donc de toutes ses forces hostile à la guerre. Il n'éprouvait pas la moindre envie de soumettre des étrangers, quels qu'ils fussent, pas la moindre envie de jouer un rôle dans leur destruction. L'Empire et *Rule Britannia* ne signifiaient absolument rien pour lui, c'était de la blague. Il était de pur sang anglais, parfaitement bien dans sa peau et c'est pourquoi son identité britannique ne pouvait pas le rendre plus agressif qu'une rose ne pourrait être agressive en vertu de son état de rose. Non : il n'éprouvait ni l'envie de défier l'Allemagne ni celle d'exalter l'Angleterre. Il ne mettait pas les Allemands d'un côté et les Anglais de l'autre en termes de bons et de méchants. La distinction qu'il établissait entre eux était de la même nature que celle qui existe entre

des nénuphars bleus et des baies blanches ou rouges, ou entre l'ours et le sanglier. Le bien et le mal étaient une question de nature et non une question de nationalité. »

Alors que son beau-père oppose assez nettement le militarisme allemand et « l'idéal civil des Anglais, un idéal de liberté et de "conquêtes pacifiques", c'est-à-dire l'industrialisation » (3), Egbert renvoie dos à dos le militarisme allemand et l'industrialisation britannique. Pourtant, c'est la guerre. Doit-il s'engager ? Lorsqu'il pose la question à Winifred, celle-ci lui rappelle qu'il a charge d'âmes. Elle lui conseille d'en parler à son père. Celui-ci lui conseille de s'engager. Egbert obtempère, et se fait verser dans l'artillerie légère.

En fait, il est déjà mort. L'uniforme ne lui sied guère : il se trouve affreux dedans. Les dernières pages de la nouvelle le montrent « envoyé au front dans les Flandres. Il avait déjà l'allure d'un homme qui s'est retiré de l'existence, qui aurait franchi la ligne d'horizon de la vie » (4). Lors d'une retraite, on le voit posté à l'arrière-garde avec trois mitrailleuses, dans une contrée décrite comme plaisante, et dans une action sans importance. L'ennemi semble lointain, discret, absent. À peine quelques obus qui sifflent çà et là. Celui destiné à le tuer lui permet d'avoir conscience de sa douleur, de se demander où il a été touché, s'il y a du sang sur son visage, s'il y a des étoiles dans le ciel. Les deux pages de son agonie annoncent Hemingway décrivant la mort lente d'un torero blessé (5) avec cette description, de l'intérieur, d'une conscience en train d'appréhender cette « obscure compacité du sang » (6).

Egbert était déjà mort. Non point dans les Flandres, mais en Angleterre. Ce que décrit Lawrence à travers lui, c'est bel et bien le risque de disparition d'une Angleterre rurale, ancestrale, faite d'ajoncs, de bruyères, de haies serrées, la vieille Angleterre qui remonte aux Saxons. Avec la guerre, c'est bien l'industrialisation, souvent présentée par Lawrence comme source de castration et d'impuissance (*l'Amant de Lady Chatterley*), qui prend le dessus, que son beau-père incarne : c'est lui, par conseil, qui l'envoie à la mort. Lui à qui son épouse et son beau-père reprochent souvent son manque d'initiative et d'engagement finit par s'engager, mais dans un processus destructeur qui

transforme les individus en automates. Le mot envahit d'ailleurs la description d'Egbert obéissant à ses supérieurs peu de temps avant d'être tué. Et puis, avec la naissance de sa fille, et sa blessure, son mariage était déjà au point mort. La guerre ne fait qu'entériner cet état de fait. L'engagement d'Egbert ressemble à un suicide consenti, presque dicté par toute la famille.

La guerre et la nature

On sait que le XX^e siècle anglais ne commence pas en 1901, avec la mort de Victoria, mais en 1914. L'époque dite edwardienne qui précède la Grande Guerre est souvent associée au comble du raffinement, de la futilité, de l'ironie. C'est le monde apparent des nouvelles de H. H. Munro, dit « Saki » : bien qu'ayant dépassé les 40 ans, il refuse d'être officier et préfère s'engager comme simple soldat dans le 22^e régiment de fusiliers. Il est envoyé en France en 1915, et une balle de sniper lui transperce la tête en 1916 près de Beaumont-Hamel. En réalité, la mort rôde sans cesse dans ses nouvelles : cet héritier d'Oscar Wilde la sent à l'œuvre, avec son lot de petites ironies mordantes. Une autre époque est pressentie, qui risque de détruire l'Angleterre charmante des tasses de thé et des presbytères. D'où le paradoxe de ces *War poets* qui semblent le plus souvent évoquer, au milieu des champs de Flandres ou des tranchées de la Somme, un paysage anglais qui serait là, telle une strate enfouie sous la boue et les bombes, mais qui ne demanderait qu'à resurgir.

Dans son poème « 1914 », Wilfred Owen donne une vision cosmique et météorologique du conflit. Il n'est question que de ténèbres envahissant « l'hiver du monde », une tornade ayant Berlin pour centre, « déchirant les voiles du progrès » à travers l'Europe, de semailles pourrissant en automne, occasionnant des « famines de pensée et de sentiments ». Et, comme seule perspective, le sang, en guise de semences pour un nouveau printemps. La guerre, c'est la destruction de l'ordre du monde, une discorde générale, une disharmonie des saisons et des sphères, qu'on trouvait déjà dans Shake-

spare. D'où le saisissant contraste introduit par le peintre irlandais sir William Orpen dans son tableau *Morts allemands dans une tranchée* (1918, Imperial War Museums), qui représente des cadavres gisant pêle-mêle, tandis qu'un soleil éclatant accentue les ombres portées, sous un ciel bleu, radieux. On peut le lire aussi bien comme signifiant que les saisons sont indifférentes à la dévastation ambiante, qu'elles ne font que souligner, mais aussi comme rappelant que ciel bleu et soleil reviendront bien un jour. Même au milieu de la tor-nade, de la famine et des saisons dérégées, l'Angleterre éternelle est là. Ainsi dans le célèbre poème « Le soldat » (1914), de Rupert Brooke, mort d'un empoisonnement du sang en 1915, au large de Skyros, dans les Dardanelles : « Si je venais à mourir, pensez simplement cela de moi... » Évoquant sa mort éventuelle au combat, le poète conçoit « un coin de champ étranger » comme étant « à jamais l'Angleterre ». Au-delà de la poussière qui gît en ces lieux, il faut, dit-il concevoir, ayant appris à aimer ses fleurs, ses chemins, son air, ses rivières, ses soleils du pays, « un corps d'Angleterre ». Il faut comprendre ici non seulement un corps provenant d'Angleterre, mais une Angleterre ayant fait corps avec tous les morts, que chacun incarne, sous une terre étrangère. Ancien étudiant à Cambridge, Brooke célébrait déjà, depuis Berlin, en mai 1912, dans son poème « The Old Vicarage, Grantchester », sur le mode de la nostalgie, les prés le long de la rivière, les tulipes, les ormes, les haies, l'horloge au clocher du village, le thé dans le jardin du presbytère.

Dans un poème intitulé « To Victory » (1916), Siegfried Sassoon se dit fatigué des gris, des bruns, des frênes sans feuilles, sans parler du « triste cramoyssi des hommes tués ». Il évoque en contrepoint des couleurs typiquement anglaises, des bleus, de l'argent, l'éclat des roses, le vert des boqueteaux. L'un des rares poètes à avoir survécu, Sassoon publiera, en 1928, un curieux roman intitulé *Mémoires d'un chasseur de renards* : on y parle de prairies, de matches de cricket, de chasse à courre, dans cette campagne anglaise qui manquait tant aux poètes enfouis dans leurs tranchées et, que leurs poèmes blasonnent. Dans le *Journal* du poète gallois Edward Thomas, tenu du 1^{er} janvier au 8 avril 1917, s'arrêtant la veille où il fut tué par le souffle

d'un obus aux premières heures de l'offensive d'Arras, et trouvé sur son cadavre, il n'est question, entre de brèves notations de bombardements et de tranchées, de canons et de mitraille, que de merles, d'alouettes, de mésanges, de pinsons – quand ce n'est pas, traversant furtivement le champ de bataille, un renard. Les poètes de guerre anglais sont et demeurent d'excellents naturalistes.

La parabole du jardinier

Où sont-ils donc passés ?

En septembre 1915, un jeune lieutenant anglais de 18 ans du 2^e bataillon des Irish Guards fut porté disparu lors de la bataille de Loos. La dernière fois qu'on le vit, il lui manquait la moitié du visage. Son père n'eut de cesse que de retrouver son corps, pratiquant des fouilles dans la région, espérant trouver des preuves de sa mort. Il était sans doute motivé par le remords, celui d'avoir fait jouer ses relations afin d'obtenir un brevet d'officier à son fils, qui était un grand myope. C'est lui, faute de trouver la dépouille de son fils, qui forgea l'expression anglaise correspondant à la simple mention « inconnu » sur les tombes françaises anonymes : « connu de Dieu », *known to God*. Par rapport au français, cela fait une belle différence. En 1991, grâce à des recoupements, on a semble-t-il identifié la tombe du lieutenant en question, et fait graver sur la plaque blanche l'inscription « Lieutenant John Kipling, Irish Guards, 27 septembre 1915, âgé de 18 ans ». L'identification reste malgré tout controversée, comme si le corps du jeune homme devait rester à jamais non localisé.

L'obsession de Rudyard Kipling à l'égard de son fils était partagée par le pays tout entier. Alors même que la War Graves Commission, fondée en 1917 sous l'égide de Fabian Ware, avait établi que les corps des quelques 720 000 soldats britanniques tués à la guerre ne devaient pas être rapatriés, mais rester inhumés en terre étrangère (7), les parents des défunts n'avaient qu'une idée en tête, pouvoir aller se recueillir sur leur tombe, ou à défaut, faire graver une inscription commémorative en mémoire de ceux qu'on n'avait jamais retrouvés. C'est là tout

l'effort qui anime le grand Mémorial franco-britannique de Thiepval dans la Somme, conçu par l'architecte sir Edward Lutyens. La gravure, l'inscription sur la pierre ou sur la page sont des actes de mémoire qui défient la mort. C'est ainsi qu'il faut expliquer la dédicace écrite par Joseph Conrad à son fils Borys au début de son roman *la Ligne d'ombre*, commencé en 1915 et publié dans *The English Review* à partir de 1916 :

À
Borys et tous les autres
qui à son instar ont franchi
dans leur prime jeunesse la ligne d'ombre
de leur génération
Avec Amour (8)

Conrad avait d'abord intitulé son livre, qui raconte une expérience vécue comme capitaine, *Premier commandement*, avant d'adopter le titre définitif, obsédé qu'il était par la présence sur le front de son fils, du même âge que John Kipling, à partir de 1915. Borys devait survivre à trois ans de guerre, écrire lui-même un livre de souvenirs sur son père, comme si la dédicace, loin d'être funéraire, l'avait protégé.

Une nouvelle de Kipling, « Le jardinier », publiée dans le recueil *Dettes et Créances* de 1926, traite explicitement de cette obsession. Le récit à la troisième personne commence par un pastiche de Jane Austen : « Chacun au village savait qu'Helen Turrell accomplissait fort honorablement son devoir auprès de tous les siens, et plus particulièrement auprès du malheureux enfant de son unique frère. (9) » Son frère est mort aux Indes, c'est elle qui est allée rechercher l'enfant à Marseille, l'a soigné, ramené au village, l'a fait baptiser sous le nom de Michael. À l'âge de 6 ans, ce dernier lui demande pourquoi il ne peut pas l'appeler « Maman » comme les autres petits garçons appellent leur mère. Helen lui répond qu'elle n'est que sa tante, et qu'il vaut mieux toujours dire la vérité. Mais si cela lui fait plaisir, il peut l'appeler « maman » le soir au coucher, lorsqu'ils sont entre eux. C'est un secret, que Michael respecte scrupuleusement, mais que sa tante trahit bien-

tôt auprès de ses propres amis. Furieux, le petit garçon lui prédit qu'il se vengera : il lui fera du mal toute sa vie, et lorsqu'il sera mort, dit-il, il lui fera plus de mal encore.

Les années passent. Alors qu'il a obtenu une bourse pour aller à Oxford en octobre, la Grande Guerre éclate, et il obtient un brevet d'officier. Dans un premier temps, son bataillon a de la chance – c'est du moins ce que dit le narrateur, dont on perçoit de plus en plus l'ironie, à mesure que le jeune homme se voit affecté de plus en plus près du théâtre d'opérations, près d'Ypres. Juste après que Michael eut écrit à sa tante qu'il ne se passait rien de particulier, « un éclat d'obus tombé du ciel à l'aube d'un jour pluvieux le tua sur le coup. L'obus suivant arracha ce qui avait été la fondation d'un mur de grange, qui recouvrit le corps si parfaitement que seul un expert aurait pu deviner qu'il s'était passé là quelque chose de fâcheux » (10). Les circonstances de sa mort rappellent à l'évidence celles de la disparition de John Kipling : bientôt informée, Helen reçoit des lettres de l'administration lui assurant qu'on est désolé de ne pouvoir localiser le corps. Un jour pourtant, elle reçoit une missive lui « signifiant que le corps du lieutenant Michael Turrell avait été découvert, identifié et inhumé au cimetière militaire Hagenzeele n° 3 et lui indiquant précisément la lettre de la rangée et le numéro de la tombe dans cette rangée » (11).

Dès lors, Helen consulte fébrilement les horaires de bateau et de chemin de fer afin de se rendre sur la tombe de son neveu. Non loin du champ de bataille, elle rencontre une dame éplorée qui prend des photographies de tombes avec son appareil Kodak pour rendre service à des parents dans l'incapacité de se déplacer : Kipling lui-même avait rendu pareil service à une vieille dame de Durham lorsqu'il avait visité les champs de Flandres en 1920. Lorsqu'elle parvient au cimetière encore en construction, elle ne voit rien dans un premier temps : il faut dire qu'Hagenzeele n° 3 comptait déjà vingt et un mille morts. Perdue, elle aperçoit alors un homme agenouillé derrière une rangée de pierres tombales, en train de raffermir une jeune plante sur la terre meuble, « un jardinier, de toute évidence ». Lorsqu'il se lève à son approche, il lui demande qui elle cherche. Helen répond : « Le lieutenant Michael Turrell... mon neveu ». L'homme lève les yeux, et se

dirige « vers les croix noires et nues », en lui disant : « Suivez-moi, je vais vous montrer où repose votre fils ». En quittant le cimetière, Helen se retourne pour « jeter un dernier regard ». L'homme est penché sur ses jeunes plantes. Elle s'éloigne, « en supposant qu'il s'agissait du jardinier » (12).

L'image rappelle l'Évangile selon saint Jean (XX, 15), où Marie-Madeleine pense en voyant le Christ après sa résurrection qu'il s'agit d'un jardinier. Helen Turrell a eu un fils illégitime, qu'elle a caché en l'identifiant, aux yeux du village, comme son neveu. Sa rencontre finale avec le jardinier christique lui permet ironiquement une ultime, et première identification, dans la nouvelle, du lien réel de parenté. Boucherie de la guerre de masse, difficulté foncière de donner et de trouver une sépulture à qui a été dispersé, atomisé, recouvert par la terre en guise de fosse commune : avant le Faulkner de *Parabole* (13), roman qui traite de la guerre de 1914 en introduisant lui aussi la figure du Christ dans les tranchées, Kipling fait de l'identification et l'inhumation problématiques des cadavres un enjeu sensible de notre humanité précaire (14). Kipling inventeur de Faulkner ?

Ce qui frappe dans la nouvelle, l'une des plus belles jamais écrite sur la commémoration des morts de la Grande Guerre, c'est tout le travail de reconnaissance auquel se livre Helen. Il s'agit, en définitive, d'un travail de re-connaissance : grâce au jardinier christique, admettre, au sens d'avouer, de reconnaître, qu'il ne s'agit pas de son neveu, mais bien de son fils. Le « connu de Dieu » dicté par Kipling aux autorités ressemble étrangement au « Connais-toi toi-même » de Socrate. Savoir se rendre sur les tombes, lire les inscriptions, écouter les voix qui s'élèvent parmi croix et coquelicots, ce n'est pas seulement identifier l'être problématique des disparus, en recomposer symboliquement les *dissecta membra* par l'inscription sur la pierre ou dans le poème. C'est aussi se re-cueillir, au sens anglais de *recollect*, se re-composer soi-même face et grâce aux morts.

1. D. H. Lawrence, « Angleterre, ma patrie », in *Nouvelles complètes I*, traduit par Pierre Nordon, Classiques Garnier, 1986, p. 537, voir aussi la traduction de Marc Amfreville, *Chère, ô chère Angleterre et autres nouvelles*, Le Bruit du temps, 2012.

2. *Idem*, p. 539.
3. *Idem*, p. 563.
4. *Idem*, p. 567.
5. Voir notre article « Un Américain à Paris : Hemingway, Gertrude Stein et l'art de la boxe », *Revue des Deux Mondes*, octobre-novembre 2012.
6. D.H. Lawrence, « Angleterre, ma patrie », *op. cit.*, p. 570.
7. Sur la politique anglaise de commémoration de la Grande Guerre, voir l'article du professeur David Reynolds, « Lest We Forget », *Cambridge Alumni Magazine*, n° 70, septembre-décembre, 2013.
8. Joseph Conrad, *la Ligne d'ombre*, traduit par Jean-Pierre Naugrette, GF-Flammarion, 1996, p. 45.
9. Rudyard Kipling, « Le jardinier » in *Œuvres*, tome IV, traduit par Judith Van Heerswynghels, « Bibliothèque de la Pléiade », Gallimard, 2001, p. 589.
10. *Idem*, p. 593.
11. *Idem*, p. 595.
12. *Idem*, p. 600.
13. William Faulkner, *Parabole*, traduit par René Raimbault, Gallimard, coll. « Folio », 1958.
14. De Kipling, voir aussi, dans le même recueil, « Une madone des tranchées », dans laquelle Strangwick, le soldat traumatisé, est obsédé par l'image des cadavres gelés craquant sous l'effet du gel, ou refaisant surface au dégel : « Ils avaient tapissé les deux côtés de la tranchée de cadavres pour empêcher la boue de glisser. Toutes ces tranchées ressemblaient à de la bouillie lors du dégel » (*Œuvres*, tome IV, *op. cit.* p. 486).

LA GUERRE DES ÉCRIVAINS

› Entretien avec
Laurence Campa
réalisé par Robert Kopp

La Grande Guerre aura été la première guerre totale, affectant civils et militaires, détruisant églises et bibliothèques, mobilisant les corps et les esprits, à l'arrière comme au front. Spécialiste réputée d'Apollinaire, à qui elle vient de consacrer une monumentale biographie (1), Laurence Campa a également publié *Poètes de la Grande Guerre* (Garnier, 2010). Et cette guerre des écrivains n'a pas été la moins douloureuse.

Robert Kopp



Revue des Deux Mondes – Au Panthéon figure une plaque avec plus de cinq cent noms d'écrivains morts pour la France en 1914-1918 ; parmi eux des noms connus comme Alain-Fournier, Guillaume Apollinaire ou Charles Péguy et d'autres qui le sont moins. Il n'empêche que le nombre des victimes est saisissant. Les hommes de lettres ont-ils payé un tribut plus lourd que d'autres catégories sociales ?

Laurence Campa Aussi lourd, sinon plus. Disons que les gens de lettres, les intellectuels en général, ont été parmi les plus touchés. Ainsi, pour prendre un exemple, un normalien sur deux n'est pas revenu de la Grande Guerre... Mais il existe d'autres groupes qui ont payé un tri-

but particulièrement lourd : les domestiques, les employés. Et, bien sûr, les paysans, qui fournissaient le gros des troupes d'infanterie. Quant aux ouvriers, dont beaucoup étaient réquisitionnés par l'industrie de guerre, ils étaient relativement épargnés. Rappelons qu'il y a eu – c'est le chiffre officiel – plus de 1,3 million de militaires décédés au cours du conflit, qui ont obtenu la mention « mort pour la France » ; celle-ci est attribuée selon des critères précis, fixés dans le code des pensions militaires ; le ministère de la Défense entretient d'ailleurs un site remarquable et très complet où figurent les noms de toutes ces victimes : Mémoire des hommes.

Laurence Campa est maître de conférences à l'université de Paris-XII-Val-de-Marne, elle est notamment l'auteur de *l'Esthétique d'Apollinaire* (Sedes, 1996), *Parnasse, Symbolisme, Esprit nouveau* (Ellipses, 1997), *Apollinaire critique littéraire* (Champion, 2002), d'une édition critique des *Poèmes à Lou* (Gallimard, 2005) et d'une nouvelle édition des *Lettres à Madeleine : Tendre comme le souvenir* (Gallimard, 2005).

Revue des Deux Mondes – Quel est l'origine de cette plaque au Panthéon ?

Laurence Campa C'est une initiative de la Société des gens de lettres, en collaboration avec l'Association des écrivains combattants. Ce sont elles aussi qui, à la même époque, c'est-à-dire au milieu des années vingt, au moment où étaient élevés dans toutes les communes de France des monuments aux morts, ont fait publier les cinq volumes de *l'Anthologie des écrivains morts à la guerre*, chaque texte étant précédé d'une biographie de l'auteur, le plus souvent par un de ses amis, suivie d'une bibliographie et d'extraits de l'œuvre. Ainsi, c'est André Billy qui présente Apollinaire, Jacques Rivière Alain-Fournier, Marcel Péguy et les frères Tharaud Charles Péguy.

Revue des Deux Mondes – On y découvre aussi quelques écrivains étrangers...

Laurence Campa Oui, il y a eu beaucoup d'engagés volontaires. Au début de la guerre, la plupart des étrangers étaient menacés d'internement ou d'expulsion, surtout quand ils venaient d'un pays ennemi.

Pour échapper à ce type de mesure, beaucoup se sont portés volontaires, dans l'espoir d'obtenir la nationalité française. Ce fut le cas de Cendrars, de Canudo, d'Apollinaire.

Revue des Deux Mondes – Tous ne furent toutefois pas acceptés...

Laurence Campa Non, l'administration française était méfiante. Ceux qui signaient un engagement à la Légion étrangère pour la durée de la guerre, comme Cendrars, purent partir rapidement. Mais Apollinaire semble avoir demandé à être incorporé dans un régiment français ; tout n'est pas totalement clair dans sa démarche ; toujours est-il qu'il a dû s'y prendre à deux fois, faire jouer ses relations, avant d'être admis, début décembre 1914, comme deuxième canonnier conducteur dans le 38^e régiment d'artillerie de campagne de Nîmes. Il est vrai qu'entre-temps, la France avait perdu cinq cent mille hommes, et plusieurs départements avaient été envahis avant que le front ne fût stabilisé.

Revue des Deux Mondes – Contrairement à ce que l'on pourrait penser, la vie littéraire ne s'est pas interrompue pendant la guerre ; elle n'a pas seulement continué à l'arrière, mais aussi dans les tranchées...

Laurence Campa En effet, Apollinaire n'est pas le seul, loin de là, à confectionner de petites publications comme *Case d'armons* ; Paul Éluard a fait de même en 1916 avec son premier recueil, *le Devoir*. On fabriquait aussi des journaux de tranchées, contenant des témoignages de la vie du front, des articles plus ou moins humoristiques essayant de mettre à distance les horreurs de la guerre, usant du comique troupier dans la tradition du sapeur Camember. Ces feuilles étaient évidemment censurées, elles ne contenaient pas d'indications sur les opérations, pas de critiques concernant les buts de guerre, pas d'expression de sentiments défaitistes. Mais le commandement était soucieux de préserver une certaine liberté d'expression, de ménager des soupapes. D'ailleurs, ces journaux – qui commencent à être étudiés systématiquement et du côté français et du côté allemand – étaient le plus souvent imprimés sur les ronéos du régiment.

Revue des Deux Mondes – Ces journaux de troupes étaient-ils connus à l'arrière ?

Laurence Campa Certains oui, les poilus les envoyaient aux leurs avec leurs lettres, comme autant de témoignages de ce qu'ils vivaient et dont ils pensaient, à juste titre, que l'arrière n'avait aucune idée. D'ailleurs, le plupart de ces journaux ne concernaient que le secteur où ils étaient publiés, celui d'un régiment, d'un bataillon ou d'une compagnie, ils étaient très donc très limités. Sauf le *Bulletin des écrivains*, fondé par Fernand Divoire, René Bizet et Gaston Picard, journalistes à *l'Intransigeant* ; il était distribué gratuitement à tous les écrivains aux armées et contribuait à créer entre eux une nouvelle forme de sociabilité. On y trouve les annonces des écrivains morts au front. Ainsi la disparition de Péguy ou d'Alain-Fournier a été immédiatement connue partout. Mais le *Bulletin* donnait aussi des nouvelles sur la situation des uns et des autres, des adresses, des annonces de publication. Dans un des numéros, on apprend par exemple que Pierre Jean Jouve est en Suisse, dans l'entourage de Romain Rolland, mais le rédacteur tient à rassurer les collègues sur l'attitude de Jouve : ce n'est pas un « embusqué », puisqu'il continue à soigner des blessés. C'est comme si l'on voulait être rassuré sur le bon comportement des uns et des autres.

Revue des Deux Mondes – En dehors des journaux, sait-on ce qui était lu dans les tranchées ? Quels étaient les livres les plus demandés ?

Laurence Campa On commence à le savoir. C'est un domaine de recherche relativement récent. Mais grâce aux travaux de Benjamin Gilles, par exemple, nous pouvons nous faire une idée de plus en plus précise sur ce que lisaient les poilus (2). Tout d'abord, on est étonné par la grande quantité de livres et de journaux qui circulent, comme si l'on avait besoin de s'évader par la lecture pour ne pas devenir fou. Et il ne s'agissait pas seulement des romans d'Abel Hermant ou de Henri de Régnier, souvent réédités sous forme de fascicules faciles à glisser dans un paquetage, et qui étaient à la mode. Les soldats étaient également avides de témoignages sur leur propre vie.

Revue des Deux Mondes – De témoignages émanant du front et non pas de l'arrière...

Laurence Campa Exactement. On n'en pouvait plus, au front, de la propagande de guerre à la Barrès, on voulait des textes dans lesquels il était possible de se reconnaître, comme dans *le Feu* de Henri Barbusse, par exemple, publié d'abord sous forme de feuilleton dans *l'Œuvre*, journal radical-socialiste devenu quotidien en 1915.

Revue des Deux Mondes – C'est le roman qui a reçu le prix Goncourt en 1916 ?

Laurence Campa Soyons précis. En 1916, deux prix Goncourt sont attribués : celui pour l'année 1914, qui a été ajourné, et celui pour l'année 1916. Le premier va à Adrien Bertrand pour *l'Appel du sol*, un roman patriotique, dans la ligne de la propagande de guerre officielle, et celui 1916 va au livre de Barbusse, qui est un témoignage, celui d'un engagé volontaire, une chronique de la vie dans les tranchées par quelqu'un qui y a passé de longs mois. Le sous-titre est d'ailleurs « Journal d'une escouade ».

Revue des Deux Mondes – Barbusse, à l'époque, était un écrivain déjà fort connu, il faisait partie du sérail littéraire...

Laurence Campa Il était né en 1873 dans une famille protestante des Cévennes et avait participé très jeune aux concours de poésie de *l'Écho de Paris*. Beau-fils de Catulle Mendès, il s'était fait une réputation par ses vers symbolistes et décadents, avant de se tourner vers la prose. Malgré ses 41 ans, malgré son pacifisme, malgré sa maladie des poumons, il a tenu à s'engager dans un régiment d'infanterie avec lequel il participe aux combats en première ligne avant de devenir brancardier. C'est l'engagement d'un pacifiste qui s'engage contre le sabre et la couronne. Son livre est celui d'un militant mais pas encore celui du communiste que l'auteur deviendra en 1923. *Le Feu* décrit autant les horreurs de la guerre que la vie dans les tranchées, la guerre

au quotidien, vue par ceux qui la subissent. On se bat beaucoup moins chez Barbusse que chez Dorgelès, par exemple, sans parler de Jünger...

Revue des Deux Mondes – En couronnant *le Feu* en même temps que le livre de Bertrand, l'académie Goncourt tenait sans doute à distinguer un ouvrage dont le succès au front était déjà assuré en raison de son réalisme ; et en évitant de couronner un livre de propagande, elle voulait mettre l'opinion publique de son côté. Mais quel est, selon vous, le meilleur témoignage littéraire sur la guerre ?

Laurence Campa Sans aucun conteste celui de Maurice Genevoix. Normalien, premier de sa promotion, il est mobilisé comme sous-lieutenant au 106^e régiment d'infanterie en août 1914 et participe, le mois suivant, à ce qui sera la victoire de la Marne, mais sans le savoir, comme Fabrice à Waterloo. Il marchera ensuite sur Verdun et sera grièvement blessé aux Épargnes le 25 avril 1915. C'est pendant sa convalescence (qui ne lui rendra pourtant pas l'usage de son bras gauche) qu'il réunit et complète ses notes prises au front, relatant son expérience d'officier de troupe, sans forfanterie, sans fioriture romanesque, dans une langue simple et limpide. Non pas la guerre en surplomb, mais au ras du sol. *Sous Verdun*, quelque peu censuré, paraîtra dès 1916, préfacé par Ernest Lavisse, le directeur de l'École normale. L'année suivante ce sera *Nuits de guerre*, puis *Au seuil des guitounes, la Boue et les Épargnes*, cinq livres réunis sous le titre « Ceux de 14 » en 1949. Selon Norton Cru, pourtant peu enclin à l'indulgence, il s'agit là d'un des meilleurs témoignages de guerre (3).

Revue des Deux Mondes – Aux Épargnes, en face de lui, se trouve d'ailleurs, sans que ni l'un ni l'autre ne le sache, Ernst Jünger, ce qui devrait nous inciter à une lecture comparée de leurs textes, ce à quoi s'essaie Bernard Maris, le gendre de Maurice Genevoix (4). Votre jugement sur Genevoix semble être conforté par la récente publication de ses articles, préfaces et discours, ainsi que celle de sa correspondance avec Paul Dupuy, le secrétaire de l'École normale (5). Or, témoigner,

n'était-ce pas la volonté de tous les écrivains ? De Roland Dorgelès, comme de Georges Duhamel ou de Guy de Pourtalès ?

Laurence Campa Les attitudes sont très différentes et le spectre est assez large. Si tous les écrivains ou presque veulent participer à l'effort de guerre, si rares sont ceux qui remettent en cause le bien-fondé de la guerre, du moins au début du conflit, les points de vue varient de beaucoup. Ainsi, Roland Dorgelès, par exemple, bien que réformé deux fois, réussit, grâce à l'appui de Clemenceau, son patron au journal *l'Homme libre*, à s'engager et à participer aux combats en Argonne, puis à la deuxième bataille d'Ypres. Il y veut à tout prix y aller parce qu'il veut faire un livre. C'est une expérience qu'il ne veut manquer à aucun prix. Il le dit clairement dans ses lettres. À ses yeux, la mission de l'écrivain est de partager le sort de ses semblables et de témoigner. Il tirera plusieurs romans de son expérience, le plus célèbre, *les Croix de bois*, a failli obtenir le Goncourt contre Proust en 1919.

Revue des Deux Mondes – Ce qui lui a fait dire : « Si je l'avais emporté contre Proust, on ne me l'aurait jamais pardonné. » Ainsi, rien ne s'opposait à son entrée dans l'académie Goncourt en 1929, pour succéder à Courteline. Par ailleurs, Dorgelès a été pendant très longtemps président de l'Association des écrivains combattants, ce qui est une autre façon de témoigner...

Laurence Campa Si nous sommes sensibles aujourd'hui aux notes sans apprêt d'un Genevois, le témoignage du roman est souvent tout aussi poignant. Pensez à cet écrivain aujourd'hui injustement négligé qu'est Guy de Pourtalès. D'une famille aristocratique et protestante de Cévennes qui a émigré dès la fin du XVII^e siècle et qui a essaimé en Allemagne, en Angleterre et en Suisse, il appartient à la branche de ces derniers. Or, après des études faites pour partie en Allemagne, il demande, en 1912, à être réintégré dans la nationalité française pour faire la guerre, parce qu'il estime que sa patrie est la France, plus exactement la langue et la civilisation françaises, un espace qui n'a peut-être pas grand-chose à voir avec la France radicale-socialiste qu'il a

sous les yeux. Lui aussi, il se faisait une certaine idée de la France, de la France éternelle... et de l'autre...

Revue des Deux Mondes – Et il part à la guerre plein d'entrain, pensant qu'elle va révéler ce qu'il a de meilleur en lui-même, emportant dans ses bagages Chateaubriand, Stendhal et Vigny. Il subit une attaque au gaz à Ypres, connaît les hôpitaux militaires et y rencontre des hommes qu'il n'a jamais fréquentés auparavant et qui le frappent par leur absence totale de vanité, par leur vérité et leur humanité. L'aristocrate quelque peu hautain devient sensible à une sorte de socialisme humanitaire. Toute sa vie, il essaiera de comprendre les raisons de ce qu'il considérait comme le suicide de l'Europe...

Laurence Campa Une des évocations les plus saisissantes de l'enfer d'Ypres se trouve dans *la Pêche miraculeuse* et ce n'est pas par hasard que Pourtalès cite en épigraphe un passage de l'Apocalypse. La Première Guerre mondiale fut pour lui, comme pour beaucoup d'autres, véritablement la fin d'un monde. Mais je suis curieuse de pouvoir lire bientôt les *Carnets de guerre*, également de Pourtalès, et qui sont encore inédits ; si j'en juge d'après les fragments qui ont été donnés avec ses mémoires, leur limpidité ne le cède en rien à celle de Genevoix.

Revue des Deux Mondes – On est néanmoins frappé par l'unanimité pour la guerre, qui l'emporte également chez les écrivains et les intellectuels, du moins pendant les premiers mois, voire la première année de la guerre, sauf peut-être chez Romain Rolland...

Laurence Campa Le cas de ce dernier est fort intéressant. Son fameux article, « Au-dessus de la mêlée », publié le 15 septembre 1914 dans le *Journal de Genève*, et qui servit de titre à son recueil de textes contre la guerre de l'année suivante, est une sorte de pierre de touche pour les écrivains. D'abord – et contrairement à ce que l'on pense souvent –, ce texte a beaucoup circulé ; des extraits furent même publiés dans *l'Humanité*, car ce qui venait de Suisse n'était pas censuré...

Revue des Deux Mondes – Charles Vildrac, qui avant la guerre avait fondé avec Georges Duhamel le groupe de l'Abbaye, a aussitôt pris la défense de Romain Rolland, mais Georges Duhamel était-il contre ?

Laurence Campa Parfaitement. Vildrac est pacifiste, de sensibilité de gauche, son adhésion au point de vue de Rolland est dans sa logique. Mais Duhamel, lui, est médecin, engagé volontaire ; il sera présent sur le front tout au long du conflit, en Champagne, près de Verdun, dans la Somme. Il passe ses journées et ses nuits à réparer dans la mesure du possible ce que la guerre a détruit ; il est du côté de la vie, « l'avocat de la vie », comme l'appelle Genevoix. Il travaille dans l'urgence, il est occupé à sauver des blessés, il refuse de douter, de se poser la question du pourquoi de la guerre. Ce sera pour plus tard.

Revue des Deux Mondes – Il est le premier à donner la parole aux blessés...

Laurence Campa Il n'est pas le seul. Dès 1916, Léopold Chauveau, autre chirurgien sur le front, publie *Derrière la bataille*, un témoignage sur l'envers de la guerre, un livre proche de ceux de Duhamel. Deux volumes naîtront de l'expérience de ce dernier, *Vie des martyrs*, un recueil de chroniques, publiées en 1917, d'abord dans le *Mercure de France*, puis en volume. Mais Duhamel ne signe pas de son nom, et *Civilisation* est d'abord publié sous le nom de Denis Thévenin ; Duhamel ne veut pas être accusé de profiter de la guerre pour faire de la littérature. En 1918, *Civilisation*, plus critique, sera couronné par le Goncourt. Encore un Goncourt très bien accueilli, en phase avec le public.

Revue des Deux Mondes – Ainsi, Duhamel préfère mettre la question politique entre parenthèses, il refuse de douter de la justesse de la cause...

Laurence Campa On peut le dire ainsi. On peut aussi insister sur l'humanisme du Duhamel, sur son sentiment de fraternité, sur son altruisme, sur son désintéressement au service des victimes. Le travail

d'un chirurgien de guerre n'avait, d'une certaine manière, pas beaucoup changé depuis Napoléon : pour sauver des vies, il fallait souvent amputer...

Revue des Deux Mondes – Si vous deviez faire un bilan, que restait-il de cette littérature de guerre, de cette poésie de guerre qui nous paraît souvent insupportable aujourd'hui ?

Laurence Campa S'il faut admettre que dans l'ensemble, la poésie française de ces années terribles est souvent plus conventionnelle que la poésie anglaise, on trouve des pépites. Apollinaire bien sûr, Cendrars, mais aussi André Salmon et Charles Vildrac résistent au temps. On garde aussi en mémoire les poèmes d'Aragon et de Cocteau, écrits pendant ou après la guerre. Sans doute y aurait-il des poètes mineurs à redécouvrir, comme Louis Chadourne, mort des suites de ses blessures en 1925, ou Albert-Paul Granier, tué en vol en 1917, dont *les Coqs et les Vautours* a été réédité (6). Tout n'est d'ailleurs pas encore publié : il reste notamment des correspondances à exhumer, des carnets aussi, qui permettront de reconstituer la guerre des uns et des autres au jour le jour. Parmi les chantiers ouverts récemment, il y a celui des journaux de tranchées, des lectures faites au front, des correspondances de poilus. Nous n'en sommes pas encore aux synthèses, mais à l'exhumation patiente des documents, à leur numérisation, car la masse d'écrits produite pendant ces années est impressionnante. Et enfin, il y a des écrivains que l'on relira d'un œil nouveau, comme Maurice Genevoix et Georges Duhamel.

1. Laurence Campa, *Guillaume Apollinaire*, Gallimard, 2013.
2. Benjamin Gilles, *Lectures de poilus 1914-1918 : livres et journaux dans les tranchées*, Éditions Autrement, 2013.
3. Jean Norton Cru, *Témoins. Essai d'analyse et de critique des souvenirs de combattants édités en français de 1915 à 1928*, Les Etincelles, 1929, réédité par les Presses universitaires de Nancy, 1993.
4. Bernard Maris, *L'Homme dans la guerre. Maurice Genevoix face à Ernst Jünger*, Grasset, 2013.
5. Maurice Genevoix, *la Ferveur du souvenir*, La Table ronde, 2013 ; Maurice Genevoix et Paul Dupuy, *Correspondance*, La Table ronde, 2013.
6. Albert-Paul Granier, *les Coqs et les Vautours*, Éditions des Equateurs, 2008.

PROUST ET LA GUERRE

› Frédéric Verger

Si la voiture de l'archiduc avait suivi l'itinéraire prévu, la fin de *la Recherche* n'aurait pas eu la même couleur. Elle n'aurait pas baigné dans le mauve foncé du ciel nocturne qui transforme le Paris du couvre-feu en la Bagdad des *Mille et une Nuits*, où l'on distingue à peine la façade du Trocadéro sous un croissant de lune.

Cette couleur de la douceur et du mystère qui enveloppe les souffrances et les atrocités du *Temps retrouvé*, en fait une sorte de fantasmagorie, un rêve voluptueux comme une comédie shakespearienne, serait-elle apparue avec tant de naturel sans la toile de fond de la guerre ?

Les grandes œuvres qui mettent en scène des événements historiques considérables ne sont pas grandes parce qu'elles apportent des réflexions ou des éclairages inédits sur cet événement, ni parce que l'écrivain apporte sa petite pierre colorée dans le jardin des historiens ou des sociologues, mais parce qu'il semble au lecteur que l'événement est lui-même est un élément, un matériau de l'œuvre, et que le fait qu'il ait existé ou non n'est après tout qu'un détail contingent.

Frédéric Verger, professeur agrégé de lettres, est l'auteur d'un roman, *Arden* (Galimard, 2013).

Avec son intelligence et sa sensibilité prodigieuses, l'« araignée de la rue Hamelin » a non seulement métamorphosé la guerre en un élément constitutif de son œuvre (comme les architectes des basiliques le parcours du soleil), mais en a aussi saisi voracement, féroce, tout ce qu'elle offrait de réflexion profonde à l'intelligence. Et aujourd'hui, près d'un siècle plus tard, devant la nuée de redites et de bavardages qui s'annonce, peut-être est-ce Proust qui nous dit encore ce qu'il y a de plus essentiel...

Les réflexions sur la guerre apparaissent essentiellement dans les conversations du Narrateur avec Charlus et Saint-Loup, comme si l'ironie de Proust confiait le regard le plus perspicace sur le présent aux représentants du monde qui disparaît.

Les plus longs développements sont ceux auxquels s'abandonne Charlus alors qu'il parcourt à pied avec le Narrateur les trottoirs d'un Paris plongé dans l'obscurité à cause de la menace des bombardements. Et l'un de ses aperçus les plus frappants concerne justement le nouveau rapport à l'Histoire qui semble naître de cette guerre.

Qu'elle corresponde à la fin d'un monde, rien ne le dit mieux que la destruction du clocher de Combray, de l'église qui au début de l'œuvre offrait la matière du souvenir, du rêve, de l'imagination, en même temps que l'image de l'œuvre à venir. Méseglise a été rasé, le rai-dillon aux aubépines et le champ de blé où il aboutissait sont devenus la fameuse côte 307, le pont sur la Vivonne a sauté. Et ces destructions ne sont pas dues à la « barbarie » de l'ennemi (le clocher de Combray a été abattu par les Français et les Anglais parce qu'il pouvait fournir un poste d'observation), mais à la logique de la guerre moderne.

Voilà pour Charlus, l'un des drames les plus profonds de la guerre : non pas tant la destruction de la cathédrale de Reims que l'anéantissement « d'une telle quantité d'ensembles vivants [...] qui faisaient l'agrément délicieux de la France... Tout ce mélange d'histoire survivante et d'art qui était la France se détruit, et ce n'est pas fini ». C'est le travail du temps que la guerre détruit. En ce sens, rien n'est plus radicalement moderne que la guerre. Charlus remarque d'ailleurs ironiquement que cette guerre a signifié la victoire définitive des Modernes sur les Anciens, puisque même de vieux cuistres comme Brichot qui ramenaient toujours tout à l'antique n'ont plus que le mot « moderne » à la bouche dès

qu'il s'agit de parler des opérations militaires. À sa façon, sarcastique, Charlus voit là d'abord une forme de mode (car les plus grandes révolutions sociales relèvent d'abord d'un phénomène semblable à celui de la mode, quand par un mélange de fatigue, de goût du nouveau et de suivisme inconscient, on se met à professer telle ou telle idée, qui convainc parce qu'on s'y abandonne). Elle a consisté à voir dans les opérations militaires quelque chose de moderne en donnant à ce mot un sens autre que simplement « nouveau » ou « actuel ». Car ce qui est inédit, ce n'est pas la réalité objective du saut qualitatif dans la puissance de l'armement, dans le nombre des pertes, mais que le fait que ce saut ait été nommé moderne, qu'on ait vu dans ces atrocités colossales la naissance d'un nouveau monde. La modernité n'est pas une réalité objective de l'Histoire, c'est une croyance en un mot. La croyance vague que ce mot cache une réalité messianique. Pour Charlus, il s'agit d'une mode du langage, d'un arbitraire de représentation aussi factice que celui qui consistait à voir dans toutes les réalités des variations de schémas antiques. Les Anciens voyaient de l'ancien partout, les Modernes verront du moderne partout et la guerre a signifié le triomphe d'un système de représentation sur l'autre (de façon arbitraire, puisque Saint-Loup explique au Narrateur que Hindenburg reprend les schémas tactiques de Napoléon et qu'on aurait donc aussi bien pu voir dans les opérations militaires les variations nouvelles, inédites, de schémas anciens). Le moderne, comme le dit en riant Charlus, c'est la mode et le goût du « colossal ». Et si la guerre est la modernité par excellence, il n'y a pas loin à croire que ce qu'elle détruit ne mérite pas de survivre. « Et ce n'est pas fini », comme il dit prophétiquement en 1917. En ce sens la Grande Guerre représente l'avènement de la modernité d'abord comme mode, tic de langage de salon ou d'éditorial destiné à grandir en tant qu'idéologie (avant de péricliter comme tous les systèmes globaux de représentation du monde en parodie de religion).

La seconde idée autour de laquelle tourne Charlus dans la nuit du boulevard (tandis que tournent autour de lui d'autres ombres), c'est celle du patriotisme comme passion. Passion qui, comme toutes, possède une dimension érotique, c'est-à-dire pétrie d'illusions, de mensonge, de violence sadique et masochiste. Passion monstrueuse, aussi bizarre

que celles qui se donnent libre cours chez Jupien, puisque celui qui l'éprouve ressent à proprement dire la nation comme un corps, le corps d'un grand Autre aimé qui serait en même temps le sien propre, réalisant l'une des formes les plus terribles et les plus parfaites de l'érotique-illusion à la Proust. Le patriotisme de la Grande Guerre n'est qu'une des variations du thème amoureux de la *Recherche*. Sa vérité est dévoilée par Charlus, le personnage le plus érotiquement chargé du roman en même temps que le moins patriote. La bêtise et la vulgarité du patriotisme sont les conséquences inévitables de l'abandon à la passion (comme lorsque Charlus se met à parler d'homosexualité). Le mensonge aussi, puisque les valeurs qu'on y brandit ne sont que des prétextes, comme lorsqu'un amant jaloux évoque hypocritement la morale pour interroger ou punir celle qu'il aime. Même si c'est sur un mode différent, les éditoriaux de Norpois, comme les lettres du Narrateur à Gilberte, cherchent désespérément à transformer le désir en raisonnement.

La guerre est ainsi une sorte de diamant noir qui reflète de façon particulièrement intense les thèmes les plus essentiels de l'œuvre. La bataille se révèle ainsi à la fin du roman comme un motif capital, le pendant terrible et ironique peut-être de celui de l'Église en son commencement.

Un peu plus tôt dans *le Temps retrouvé*, une des dernières lettres de Saint-Loup est revenue sur leurs conversations d'avant-guerre à Doncières pour voir comment la réalité a mis à l'épreuve les pensées avec lesquelles on avait joué dans la chaleur d'un restaurant vingt ans plus tôt.

Le Narrateur, comme l'était Proust lui-même, est fasciné par l'histoire militaire, et les réflexions qui s'y rattachent n'ont pas qu'un caractère anecdotique. Elles contiennent peut-être, comme c'est le cas chez Tolstoï, l'essentiel de la façon dont Proust considérait la nature et les limites de l'intelligence et de la connaissance.

L'histoire militaire rapporte des faits dont l'objectivité est relative : ils sont comme un palimpseste qu'il faut interpréter. Chacun d'eux doit être considéré comme un symptôme à déchiffrer et qui demande une connaissance des règlements, des doctrines, de la nature concrète des effectifs, du terrain, de la tradition. En même temps, cette histoire apparaît comme impossible car chaque fait peut l'être d'une quantité

innombrable de façons. De plus, une opération militaire est une réalité mouvante, le projet qui l'anime, les calculs et les représentations qui la justifient peuvent se transformer au cours de son développement. Les batailles sont donc un exemple parfait de l'infinie complexité des relations de cause à effet que l'esprit humain est impuissant à saisir, dont il est seulement susceptible d'entrevoir la plasticité sans fin. La fascination de Proust pour l'histoire militaire – en cela il se rapproche de Montesquieu autant que de Tolstoï – tient à ce qu'elle représente la mise en scène concentrée, miniaturisée, dotée d'un relief esthétique, de l'impuissance de tout discours rationnel, quelle que soit sa finesse, à appréhender la réalité tout entière, et même son incapacité à savoir de façon certaine si telle hypothèse est vraie ou fausse. L'infinie richesse de l'esprit humain, le jeu sans fin des interprétations, leur échec à jamais rendre compte de la réalité toute entière apparaissent dans l'histoire militaire d'une façon qui, paradoxalement, satisfait un certain sens esthétique de l'intelligence, car ils s'y trouvent circonscrits et pour ainsi dire théâtralisés comme dans un jardin japonais l'infini de la Nature.

Depuis Doncières, le Narrateur se demande ce qui fait le génie du chef militaire, quelle qualité mystérieuse le distingue des stratèges qui applique avec intelligence les règles de la guerre. Et à la fin de l'œuvre, la réponse lui apparaît enfin, ironiquement : c'est en pensant au romancier qu'on peut mieux comprendre où réside l'art du général. « Un général est comme un écrivain qui veut faire une certaine pièce, un certain livre, et que le livre lui-même, avec les ressources inattendues qu'il révèle ici, l'impasse qu'il présente là, fait dévier extrêmement du plan préconçu. »

Dans le grand mouvement final de la *Recherche*, les réflexions sur la guerre offrent, on le voit, une sorte de couronnement de la pensée relativiste et sceptique de Proust. Mais ce n'est pas un hasard qu'elles correspondent aussi au moment de la révélation suprême et de la vocation enfin comprise. Puisque la beauté et l'émotion de cette fin tiennent à ce que le relativisme absolu n'y exclut nullement le don sans partage du cœur et de l'âme, à ce que le scepticisme total y apparaît comme le stimulant le plus puissant de la curiosité et de la voracité de l'intelligence.

ÉTUDES, REPORTAGES, RÉFLEXIONS

- 95 | Pourquoi nous sommes-nous autant trompés sur la Syrie ?
› **Renaud Girard**
- 102 | La république selon la monarchie (1/3) : de Bonald à Chateaubriand
› **Jean-Yves Pranchère**
- 114 | Les églises et leurs héroïnes
› **Jean-Yves Boriaud**
- 127 | *It's (still) a man's world*
› **Annick Steta**
- 134 | RAISON GARDER
Le Front national et les habits neufs de l'empereur
› **Gérald Bronner**

POURQUOI NOUS SOMMES-NOUS AUTANT TROMPÉS SUR LA SYRIE ?

› **Renaud Girard**

En ratissant l'adras des Iforas, ce massif montagneux du nord du Mali qui fit office de sanctuaire aux militants islamistes preneurs d'otages, les soldats français ont mis la main, au mois de mars 2013, sur un djihadiste au destin fort intéressant. Ce jeune Tunisien pieux s'était entraîné dans un camp clandestin de son pays, afin de partir faire la guerre en Syrie contre le régime « impie » de Bachar al-Assad. Au dernier moment, une contrariété logistique est apparue pour son voyage vers les filières de l'est de la Turquie, et ses chefs ont décidé de l'envoyer se battre au Mali, contre les Français.

Curieuse situation ! Si ce djihadiste, au gré des circonstances, au gré des disponibilités des billets d'avion, s'était rendu dans les faubourgs nord d'Alep, il se serait retrouvé dans une situation d'allié objectif de la politique du gouvernement français. Mais comme il a fait route vers le Mali, il a été traité en ennemi par la France. Lors d'un conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne tenu au tout début du printemps 2013, Laurent Fabius a plaidé pour une levée de l'embargo sur les armes à destination de la

rébellion syrienne. Ingénuement, son homologue luxembourgeois lui a demandé : « Expliquez-moi, je ne comprends pas bien, vous voulez aider les djihadistes en Syrie alors que vous les combattez au Mali ? »

Le ministre français des Affaires étrangères prône la livraison d'armes aux groupes rebelles qui offriront « des garanties absolues ». Garanties qu'elles ne seraient pas utilisées contre des civils mais seulement contre les soldats du régime honni, garanties qu'elles ne deviendraient pas plus tard l'instrument de l'oppression des minorités (alaouites, chrétiens, Druzes, Kurdes, etc.), garanties qu'elles ne seraient pas revendues ensuite à des organisations islamistes anti-occidentales... Fabius serait-il naïf ou mal informé ? Il est impossible que de telles garanties puissent exister. Une fois que les armes auront franchi la frontière turco-syrienne, plus personne ne sera en mesure de contrôler leur usage final. C'est une règle d'airain de la géopolitique : les marionnettes fiables, cela n'existe pas. Les Américains en ont fait l'amère expérience en Afghanistan. Dans les années quatre-vingt, dans le cadre de leur lutte contre l'occupant soviétique, ils privilégièrent l'aide militaire au mouvement de l'islamiste Gulbuddin Hekmatyar. Ce dernier compte toujours aujourd'hui sur la scène afghane : il passe son temps à essayer d'y tuer des soldats américains.

Laurent Fabius ne donne pas l'impression d'avoir compris que, comme la finance, l'islamisme s'est mondialisé. Comme naguère l'Irak, la Syrie est devenue le terrain de jeu de wahabbites violents issus du monde entier. Les exactions perpétrées contre les chrétiens, en tant que chrétiens, y sont monnaie courante. Le Conseil national syrien, ce mouvement d'opposition créé à Doha grâce au financement du Qatar, ne contrôle rien de ce qui se passe à l'intérieur du territoire syrien, où les extrémistes font la loi.

Ancien élève de l'École normale supérieure et de l'ENA, Renaud Girard est grand reporter au *Figaro* depuis 1984. En 1999, il a obtenu le prix Mumm (le Pulitzer français) pour une enquête sur les réseaux de Ben Laden en Albanie, et a été lauréat du prix Thucydide de relations internationales en 2001 pour un article intitulé « L'inquiétante paralysie des institutions européennes ». Il est l'auteur de *Pourquoi ils se battent. Voyages à travers les guerres du Moyen-Orient* (Flammarion, février 2005) ; de *la Guerre ratée d'Israël contre le Hezbollah* (Librairie académique Perrin, 2006) ; de *Retour à Peshawar* (Grasset, 2010) et du *Monde en marche* (CNRS, 2014).

Sur le dossier syrien, la diplomatie française des dernières années a singulièrement manqué de constance, de pragmatisme et de réalisme. Manque de constance : en quoi le Bachar honni de 2011 est-il idéologiquement différent de celui, courtisé, à qui l'on a accordé l'insigne honneur d'être invité au défilé du 14 juillet 2008 sur les Champs-Élysées ?

Manque de pragmatisme : imitant les Américains, nous avons fermé notre ambassade à Damas. Nous nous sommes privés d'un outil précieux de renseignement sur le terrain et de dialogue avec le pouvoir baasiste. La diplomatie est avant tout l'art de parler avec ses rivaux et à ses ennemis. Entretenir une ambassade à Copenhague est beaucoup moins utile qu'en maintenir une à Téhéran.

Manque de réalisme : dès le milieu de l'année 2011, la France s'est prononcée pour un dialogue politique, mais ce dernier devait exclure la personne du président Bachar al-Assad. C'est ignorer que ce dernier incarne à lui seul tout l'appareil étatique. L'évincement de la famille Assad du jeu politique syrien n'aurait jamais dû être un préalable à l'ouverture des négociations politiques. Ce ne pouvait être que la conclusion d'une période transitoire réussie.

En proposant à ses partenaires européens l'armement des rebelles syriens, la France a inutilement irrité la Russie, ainsi que le médiateur nommé par l'ONU, l'Algérien Lakhdar Brahimi. La seule solution pour le pays est qu'un dialogue sans condition s'établisse entre le régime et l'opposition. La France aurait été bien avisée de soutenir la Russie dans cet effort dès le printemps 2011. Au lieu de cela, nous avons donné des leçons de morale, qui n'ont, à la longue, pas servi à grand-chose.

Manichéisme politique et *wishful thinking* diplomatique

Cette question, « pourquoi nous sommes-nous tant trompés sur la Syrie ? », à laquelle que je vais essayer de répondre dans notre *Revue des Deux Mondes* qui a tant traité du Levant depuis le milieu du XIX^e siècle, je me la suis posée pour la première fois cet été. C'était le lundi 29 juillet 2013 ; l'armée syrienne avait tout juste repris le dernier carré de Khaldiyé, le plus grand quartier rebelle de Homs. La troisième ville du

pays avait été baptisée « capitale de la révolution » par l'opposition au gouvernement de Bachar al-Assad. Malgré les certificats de décès que n'avaient cessé de lui administrer publiquement, depuis 2011, d'éminents docteurs occidentaux – Alain Juppé, David Cameron, Hillary Clinton, etc. –, il semblait bien que ce régime baasiste ne fût pas mort. Tout se passait comme s'il refusait, non sans insolence, de se soumettre aux prédictions et aux injonctions des grandes puissances de l'Otan et des pétromonarchies du Golfe persique.

Dès l'été 2011, les médias et les gouvernements occidentaux, médusés par le sort (non anticipé) que l'Histoire avait réservé à Zine el-Abidine Ben Ali, Hosni Moubarak et Muammar Kadhafi, nous expliquèrent que la dictature syrienne n'en avait que pour quelques semaines. La France de Sarkozy se précipita pour fermer son ambassade à Damas, estimant sans doute qu'elle la rouvrirait quelques mois plus tard, quand se seraient installées de nouvelles autorités, forcément pétries d'idéaux démocratiques. Ce faisant, nous nous privâmes d'un incomparable outil de renseignement sur le pays et nous abandonnâmes à la seule diplomatie russe la possibilité d'influencer le cours des choses dans la capitale syrienne.

Comment expliquer qu'on se soit autant trompé, en Occident, sur le dossier syrien ? C'est le résultat d'un cocktail d'ignorance historique, de manichéisme politique et de *wishful thinking* diplomatique. Notre méconnaissance de l'histoire compliquée du Levant nous a fait croire que le dossier syrien se résumait à une querelle des Nouveaux contre les Anciens, au juste combat des jeunes démocrates contre les vieux autocrates. Nous avons ignoré l'existence en Syrie d'une ligne de fracture beaucoup plus profonde, qu'avait analysée en son temps l'arabisant Michel Seurat, chercheur peu suspect de sympathie pour le régime des Assad. Cette ligne oppose le laïcisme du Parti baas à l'islamisme des Frères musulmans. Dans ce dernier camp, il n'y a que des sunnites ; dans le premier on trouve aussi des sunnites (comme l'épouse de Bachar ou comme le chef des services secrets Ali Mamlouk), mais surtout des alaouites, des chrétiens, des ismaéliens et des Druzes, minorités ethniques qui ne supportent pas l'idée qu'on leur impose un jour un quelconque totalitarisme religieux. Il y a une génération, Alep avait déjà connu une rébellion armée. Contre quoi protestaient les

insurgés sunnites ? Contre un projet de Constitution laïque « ourdie » par Hafez al-Assad, le père du président actuel. Par mesure de conciliation, le général Assad avait ensuite accepté un article précisant que seul « un musulman » pouvait devenir président du pays.

Deuxième raison de notre aveuglement, nous buvons avec délice le lait doucereux aspiré aux mamelles du manichéisme politique. Dans une interview récente à la BBC, le Premier ministre britannique n'a pas hésité à parler des *good guys* et des *bad guys* en Syrie. Les gentils et les méchants, comme dans un western. Ce manichéisme, issu de l'hollywoodisation du journalisme télévisuel, finit par tout brouiller pour le public. Ne sont-ce pas aujourd'hui les rebelles – forcément gentils puisque victimes du méchant Assad – qui clament leur admiration pour Ben Laden, qui égorgent les vendeurs de rue semblant manquer de respect au Prophète et qui prennent les journalistes en otages ?

Nous ne comprenons plus rien à ce qui se passe en Syrie parce que notre vision des sociétés orientales est teintée d'eurocentrisme. Dans les insurgés, nous n'avons voulu voir dès le départ que d'authentiques démocrates, ressemblant un peu à nos jeunes polytechniciens morts pour la liberté lors des Trois Glorieuses de juillet 1830. Tout ce qui n'entraîne pas dans ce schéma – les profondes divisions de l'opposition, les exactions contre les chrétiens dans les zones « libérées », l'islamisme virulent des katibas les plus efficaces sur le terrain –, nous l'avons occulté le plus longtemps possible.

La plaie de la diplomatie contemporaine, c'est le *wishful thinking* (prendre ses désirs pour les réalités). Parce qu'ils ont eu la peau de dictateurs coriaces comme Slobodan Milošević, Saddam Hussein ou Muammar Kadhafi, les Occidentaux pensèrent que le « petit calibre » Bachar ne résisterait pas bien longtemps à leur pression psychologique. Ils n'avaient pas prévu que le dictateur jouerait une partition géopolitique très classique : laisser l'ennemi (le wahhabisme sunnite) se découvrir, mobiliser de puissants alliés (la Russie, la Perse, le Hezbollah), puis passer tranquillement à la contre-offensive.

L'Amérique, la France et le Royaume-Uni veulent donc relancer l'idée de ce qu'on appelle Genève II, qui est un projet de conférence où les représentants de l'État syrien et ceux de l'opposition

se mettraient autour d'une table, pour s'accorder sur la constitution d'un gouvernement de transition. Mais ce projet ne dépasse pas pour le moment le stade du vœu pieux, en raison de l'irréalisme des Occidentaux quant à la composition des différentes délégations. Du côté régime, ils exigent un départ préalable de Bachar des affaires : or, qu'on le veuille ou non, c'est lui qui incarne l'État en Syrie et personne d'autre. Du côté opposition, Paris, Londres et Washington ne veulent entendre parler que de la Coalition nationale syrienne (CNS), qui inclut le Conseil national syrien et est présidé par Ahmad al Jabra, un homme qui a été reçu au plus haut niveau dans les trois capitales. Or cette CNS souffre cruellement de manque de représentativité sur le terrain. Le mardi 24 septembre 2013 au soir, les principaux groupes rebelles sur le terrain ont annoncé leur rupture avec la CNS et avec sa branche militaire, l'Armée syrienne libre, dirigée formellement par le général Selim Idriss. Parmi les treize factions rebelles ayant rompu avec la CNS, on trouve la puissante organisation salafiste Ahrar al-Cham ; on trouve aussi le groupe Liwa al-Tawhid, issu de la mouvance des Frères musulmans ; on trouve enfin la Liwa al-Islam, financée par l'Arabie saoudite. La nouvelle entente inclut la brigade al-Nosra et d'autres mouvements se réclamant d'al-Qaïda. Dans leur communiqué, ces factions ont indiqué que la CNS ne les représentait pas et qu'elles ne la reconnaissaient pas. Par ailleurs, elles ont décidé que, dans la future Syrie, la charia constituerait « la seule source de législation ». Répondant à une question que je lui posai, lors d'une conférence de presse le 16 septembre, sur la nécessité de protéger les chrétiens de Syrie (notamment après les pillages et les tueries perpétrés dans le village chrétien de Maaloula, investi par les rebelles alors qu'il était dépourvu de tout intérêt stratégique), le secrétaire d'État américain John Kerry m'assura que l'opposition lui avait promis de garder le caractère laïc de l'État. Le problème, c'est que l'opposition avec laquelle traitent les gouvernements occidentaux n'est absolument pas représentative. Le lundi 28 octobre 2013, une dépêche de Reuters nous apprit que vingt-trois groupes d'opposition avaient annoncé que quiconque assisterait à Genève II serait jugé comme traître par leurs « tribunaux ».

La Syrie est un dossier sur lequel notre diplomatie a fait beaucoup de vent mais où son influence sur les acteurs de la guerre civile est proche de zéro. Le 21 août 2013, des obus au gaz sarin tombèrent sur la zone rebelle de la Ghouta, située à l'est de Damas, tuant de 300 à 1 400 personnes selon les rapports proches de la rébellion. Puisque l'armée de Bachar avait franchi une ligne rouge qu'avait fixée un an auparavant le président Barack Obama, la France se mit à prôner *urbi et orbi* une action militaire punitive contre le régime. Je dis « prôner » car il est évident que notre pays, qui n'a cessé de réduire ses budgets militaires au cours des trente dernières années pour privilégier le maintien d'un État-providence, n'a plus les moyens de faire la guerre seule contre cette armée de second ordre qu'est l'armée syrienne, battue quatre fois à plates coutures par Tsahal (1948, 1967, 1973, 1982). Et puis tout à coup, il y eut des pourparlers russo-américains à Genève, auxquels la France ne fut pas invitée ; un accord fut trouvé sur le désarmement chimique, et on ne parla plus d'intervention armée... Du côté des rebelles, l'influence française est nulle également : nous n'avons même pas réussi à faire libérer les journalistes français prisonniers.

Après examen de nos erreurs sur le dossier syrien, je pense que nous pourrions tirer quatre grands principes, applicables à l'avenir à notre diplomatie :

1. Ne jamais jouer les va-t-en guerre quand on n'en a ni les moyens ni la volonté. On se ridiculise.

2. Garder nos outils diplomatiques ouverts en toutes circonstances. Car se souvenir que l'art de la diplomatie a toujours été de parler avec ses ennemis.

3. Ne pas vouloir changer un régime avant d'être sûr d'avoir trouvé un remplaçant qui convienne mieux à la population que nous souhaitons aider.

4. N'accepter de ne faire la guerre que lorsque le but recherché est clair, réaliste et conforme à nos intérêts à long terme. Ne pas se laisser mener par l'émotion médiatique, aussi légitime soit-elle. Je conclurai en paraphrasant Clemenceau : la guerre est une chose beaucoup trop sérieuse pour être confiée aux agitateurs médiatiques.

LA RÉPUBLIQUE SELON LA MONARCHIE (1/3) : DE BONALD À CHATEAUBRIAND

› **Jean-Yves Pranchère**

Le sens que les Français donnent au mot « république », riche des harmoniques d'une expérience historique tourmentée, peut laisser perplexe certains observateurs étrangers (1). Le philosophe Philippe Van Parijs a raconté sa surprise lorsqu'une maison d'édition française refusa un de ses projets de livre pour cause d'incompatibilité avec le « républicanisme » : il découvrait que, en France, la république n'était pas « simplement » ce qu'elle était pour ses « héros » Thomas Paine et Condorcet, à savoir « un système de gouvernement caractérisé par l'élection et la réélection régulière du chef de l'État » – « sens simple et limpide » du terme « qui a coûté sa tête à Louis XVI » –, mais qu'elle évoquait un idéal d'intégration politique qui non seulement ne se réduisait pas à des principes « libéraux-égalitaires », mais pouvait entrer en tension avec eux (2).

Il est plus que douteux, à vrai dire, que le mot « république » ait jamais eu le « sens simple » d'un mode de désignation du chef de l'État ; et le procès de Louis XVI, où s'affrontèrent la sacralité du roi, la sacralité du droit et la sacralité de la nation, ne fut certaine-

ment pas la conséquence « logique » du choix d'un mécanisme électoral. Pour les révolutions américaine et française de la fin du XVIII^e siècle – pour Paine et pour Condorcet –, la fondation de la république s'est assurément confondue avec la destitution de la monarchie. Mais les révolutionnaires ne réduisaient pas la république à ce sens inaugural et négatif. Aux États-Unis, les auteurs du *Fédéraliste*, en particulier James Madison, insistaient sur le fait que la république est plus que la démocratie, puisqu'elle ajoute à celle-ci des institutions représentatives dont la rationalité spécifique doit améliorer la qualité de la décision politique. En France, Robespierre ne cessait de dire que la signification propre de la république est dans la vertu des citoyens, c'est-à-dire leur souci de l'intérêt général (3). La vitalité de cette double tradition n'a cessé de s'attester ; tout récemment encore, Régis Debray, en insistant avec obstination sur la différence entre la république et la démocratie, n'avait peut-être pas conscience de répéter, dans des termes presque identiques, une des thématiques favorites du très influent théoricien néoconservateur américain Irving Kristol (4).

Que ce soit sous la forme de l'espace commun de la délibération dépassionnée que doivent organiser les mécanismes de la représentation, ou sous la forme du sacrifice des intérêts particuliers à l'intérêt général que doit assurer la vertu civique, la république qui fut le but des révolutions américaine et française a dans tous les cas pour sens distinctif, par-delà l'opposition à la monarchie, la volonté d'élever la démocratie à la hauteur d'une forme politique supérieure où le pouvoir du peuple ne se lierait pas à l'arbitraire de la majorité, mais au *partage de la raison* et au primat du *bien public*.

Mais cette volonté soulève aussitôt la question de savoir si le peuple peut être le sujet d'une connaissance rationnelle du bien public : en dehors de l'unité et de l'existence politiques que lui donne l'État (et plus particulièrement l'*État-nation*), le peuple ne revient-il

Jean-Yves Pranchère est membre du Centre de théorie politique de l'Université libre de Bruxelles. Il est l'auteur de *Autorité contre les Lumières : la philosophie de Joseph de Maistre* (Droz, 2004) et de nombreux travaux sur la pensée contre-révolutionnaire, dont l'introduction et les notes d'un inédit de Louis de Bonald, *Réflexions sur l'accord des dogmes de la religion avec la raison* (Cerf, 2012). Dernière parution : *Ce qui rêve en nous le jour* (Derrière la salle de bains, 2013). >jypranchere@gmail.com

pas à la dispersion des intérêts privés et à la confusion des passions collectives ? La rationalité dont il est capable n'est-elle pas celle *qui lui échappe* et dont il n'est précisément pas le sujet – par exemple la rationalité économique immanente au jeu des échanges qui forment non la volonté d'un peuple mais le tissu d'une société civile ? Quant au lieu de la raison proprement *politique*, n'est-il pas l'État, comme institution ordonnée à la fin de l'intérêt public et formatrice d'une unité nationale qui élève le peuple au-dessus de lui-même ? Et la souveraineté étatique n'a-t-elle pas nécessairement *forme monarchique* puisqu'elle requiert, à l'intérieur du pays, l'unité du pouvoir législatif et, vers l'extérieur, l'individualisation de la puissance souveraine qui doit faire face aux autres puissances étatiques ? « Nul ne peut être souverain en une république qu'un seul », disait Bodin (5). « Il n'y a pas de pouvoir qui ne comporte un homme au sommet », disait Raymond Aron (6).

L'abolition de la monarchie par la révolution française – qui avait d'abord nourri l'espoir d'un ajustement de la royauté à la souveraineté de la nation proclamée par la Déclaration des droits de l'homme de 1789 – voulait reléguer au passé la conception bodinienne de la république. Mais les massacres de septembre 1792, qui précédèrent l'abolition officielle de la monarchie par la Convention, et la forme terroriste prise par le gouvernement républicain en 1793, à la suite de l'exécution du roi, pouvaient sembler une confirmation expérimentale de l'irrationalité essentielle du gouvernement populaire. Que la République, pour exister, dût devenir Terreur, ce pouvait être le signe de l'incapacité où était la démocratie de s'ordonner d'elle-même au bien public. Ce fut le diagnostic aussitôt formulé par les défenseurs de la monarchie. L'un des principaux théoriciens contre-révolutionnaires, Louis de Bonald, concluait à l'incompatibilité de la république, au sens originel de ce mot qui tient à la dignité de l'État, et de la démocratie :

« La société est établie pour l'avantage général, et non pour le bien particulier, puisqu'il faut au contraire que le particulier souffre pour le bien général. Les sophistes

qui ont traité de la société n'y voient que l'individu, et Pufendorf lui-même dit que les lois sont faites pour l'avantage du chef : erreur grossière, puisque le chef doit le premier s'immoler pour le salut des membres. Toute société, dans ce sens, est une république, *res publica*, la chose de tous, et non la chose de chacun, et alors, dit J.-J. Rousseau, "la monarchie elle-même est république". Dans le siècle dernier, les bons auteurs appelaient toute forme d'État *république* ; ce n'est que dans ce siècle qu'on a donné exclusivement cette dénomination au gouvernement populaire, de tous les États celui où chacun est le plus occupé de soi, et où tous sont le moins occupés du public. (7) »

Bonald présente le cas d'un monarchisme résolu qui revendique un motif qui peut se dire « républicain », comme en témoigne sa référence affichée à Rousseau : le motif du primat du bien public sur l'intérêt particulier. En vertu de ce primat du bien public, non seulement la monarchie peut être républicaine, comme l'a admis Rousseau et comme l'a soutenu Kant (8), mais la véritable république doit être la monarchie. Car – telle est la thèse de Bonald – seul l'État monarchique assume authentiquement la fonction propre du pouvoir politique, qui est le bien public.

Ce mouvement de pensée ne va pas sans ambiguïté : la pensée contre-révolutionnaire radicale dénonce la république démocratique comme la forme politique d'une dissolution sociale, que Joseph de Maistre fut sans doute le premier à nommer « l'individualisme » (9). La république est alors le nom de la *dissociation* du corps politique, dont la décapitation du roi est le symbole. Pourtant, le nom de « république », par la référence qu'il porte à la notion d'une *chose publique*, désigne cela même qu'il s'agit selon Bonald de défendre contre la subversion révolutionnaire, dont la réalisation la plus effrayante est la société libérale. Car, comme l'écrivait Maistre en 1818, « la Révolution est bien plus terrible que du temps de Robespierre ; en s'élevant, elle s'est raffinée » ; la société de la Restauration est à bien des égards

pire encore que la société des temps du jacobinisme ou de l'Empire (10). De là une très étrange torsion dans la critique monarchiste de la république : le refus de ce que nous nommons la démocratie libérale s'y accompagne d'un paradoxal crédit accordé aux notions proprement républicaines ordonnées sur le concept de la volonté générale.

Cette torsion n'est pas propre à la seule pensée d'un « ultra » tel que Bonald. Elle explique qu'un pur légitimiste comme Chateaubriand, qui avait longtemps été l'ami et l'allié de Bonald tout en étant beaucoup plus libéral que lui, ait pu refuser la monarchie de Juillet en déclarant que la république était préférable. Elle explique peut-être aussi que certains des défenseurs contemporains de la république, qui opposent la république à la démocratie, croient pouvoir défendre l'héritage révolutionnaire dans des termes et des concepts qui sont aussi ceux de la contre-Révolution. Car le jacobinisme contemporain fait l'éloge de Robespierre en parlant le langage de Burke et de Maistre : il vante la fierté républicaine qui tient « à une filiation » et à un « mythe collectif » ; il définit la patrie non seulement, à la façon de Saint-Just, comme la « communauté des affections », mais, à la façon de Barrès, comme l'expression d'un « génie national » qui est un « mystérieux vivant qui persiste » ; il dénonce « l'ineptie suicidaire de la “lucidité critique” » qui voudrait « laisser la connaissance dévorer le mythe quand toute vie collective organisée s'inscrit sous l'horizon du mythe qui est promesse de retour et nostalgie des origines ». Cet étrange jacobinisme refait pour son propre compte le trajet qui mène de Joseph de Maistre à Carl Schmitt : fondé sur les principes mêmes de la théologie politique des contre-révolutionnaires – à savoir que « rien de solide ici-bas ne se bâtit dans l'immanence » et que la « nation » est une chose « proprement sacrale, comme tout ce qui relie l'individu à un groupe et un groupe effectif à son passé mythique » –, il débouche sur un « éloge des frontières » au motif qu'il n'y a « pas d'appartenance sans exclusion » et que « c'est l'ennemi commun qui fait un sort commun, et non les “solidarités culturelles” (11) ».

Cette conséquence radicale n'est cependant pas la seule qu'on puisse tirer de l'argumentaire contre-révolutionnaire, qui entretient avec l'idéal républicain des liens suffisamment ambigus pour auto-

riser plusieurs types d'entrecroisement ou d'hybridation. La contre-Révolution n'est pas plus un bloc que ne l'est la Révolution (12) ; et cela non seulement parce que la contre-Révolution catholique selon Maistre et Bonald ne se confond ni avec la contre-Révolution semi-libérale d'un Burke ni avec la contre-Révolution féodale d'un Montlosier, mais parce que le monarchisme contre-révolutionnaire porte en lui les possibilités de son propre renversement dialectique. À preuve le déploiement parfois paradoxal, par des auteurs tels que Bonald, Balzac ou Chateaubriand, des conséquences d'une même conception de la monarchie comme régime de l'intérêt public. On observe chez eux un mouvement de pensée qui se continuera par-delà Péguy jusqu'à nous : l'idée traditionnelle de légitimité se lie plus facilement au républicanisme qu'aux versions utilitaristes du libéralisme.

La république ou le deuil de la royauté

Qu'il soit allé de soi, pendant la Révolution, que la république fût la négation de la monarchie, explique peut-être l'absence, en septembre 1792, de proclamation solennelle de la République : comme l'a noté Alphonse Aulard, « on se borna à constater, et encore d'une manière indirecte que, puisque la royauté était abolie, on était en république » (13). Le 21 septembre, la Convention décréta l'abolition de la royauté ; la République ne fut nommée que dans le décret du lendemain, par le biais de la datation de « l'an premier de la République française ». Il semblait donc que la République fût suffisamment définie par la disparition de la royauté – dont elle devait endosser la majesté par le décret du 25 septembre déclarant que « la République française est une et indivisible ».

Ce sens de la république comme antonyme de la monarchie sera confirmé en France tout au long du XIX^e siècle, faisant même de celle-là, dans un premier temps, un étendard plus redoutable que celui de la démocratie. Sous la Restauration, Royer-Collard proposera d'attacher la notion de démocratie à la monarchie constitutionnelle et au suffrage censitaire, en entendant par « démocratie » l'état social résultant de la

seule égalité juridique ; sous la monarchie de Juillet, Guizot définira la démocratie par « l'égalité civile », la représentation parlementaire et « l'extension des libertés individuelles », donnant ainsi la formule de ce qu'Alletz nommera au même moment la « démocratie sans suffrage universel » (14) ; mais le mot « république » restera l'apanage des opposants au régime monarchique, quelles que soient ses formes constitutionnelles ou libérales.

C'est que la république, dans l'ombre de 1793, ne désigne pas seulement l'absence de roi : elle renvoie à la césure historique que fut l'exécution de Louis XVI. Non seulement cette exécution, en dépit des formes juridiques du procès du roi, avait manqué de bases légales, mais elle avait été justifiée par les plus cohérents des révolutionnaires – Robespierre et Saint-Just – comme une violence insurrectionnelle dont l'illégalité devait être assumée, comme un acte de pure énergie dont la fonction était de stupéfier l'univers et de « graver profondément » les maximes républicaines dans le cœur des citoyens. « Louis doit mourir, parce qu'il faut que la patrie vive » : la célèbre phrase de Robespierre signifiait que la mise à mort de Louis XVI n'était pas un acte de justice, mais une « vengeance publique », autrement dit un *meurtre fondateur* qui devait être revendiqué comme tel, la tête coupée du roi devant sceller la fondation de la République et baptiser dans le sang la vie renouvelée de la nation.

Burke ne fit que prendre ce discours révolutionnaire au sérieux lorsqu'il martela, dans ses derniers textes, que la République française était une « république régicide » – expression où l'adjectif ne désignait pas un caractère qui s'ajoutait au nom, mais exprimait l'essence même de ce qu'il qualifiait. La singularité française, soulignait Burke, est celle d'une république « *régicide par institution* ». Négation simultanée de l'héritage politique de l'histoire et des principes généraux du droit, la volonté révolutionnaire d'assassiner *toute* royauté au moyen de l'assassinat solennel du roi délivrait la vérité impérialiste et sanglante de l'universalisme républicain, « système régicide » dont la réalité sociale était la complicité unissant dans le crime et la spoliation un groupe d'intellectuels spéculatifs et de spéculateurs financiers, tous habiles à faire fortune par l'endettement de l'État (15).

De la force de cette identification entre république et régicide, on peut prendre à témoin le premier Chateaubriand, celui de l'*Essai sur les révolutions* de 1797. Chateaubriand, qui à cette date n'est pas encore redevenu chrétien, n'est pas tout uniment un contre-révolutionnaire : exilé pour échapper à la Terreur, il ne participe pas de l'idéologie réactionnaire des émigrés (son livre est « dédié à tous les partis ») ; quoiqu'il parle en termes durs de l'esprit d'agiotage de la société américaine, il vante Washington comme un « grand homme » ; il affirme « croire en théorie au principe de la souveraineté du peuple », tout en déclarant celle-ci impraticable (16).

Son opposition à la république tient alors à deux motifs. Le premier se place explicitement sous l'autorité de Rousseau, pour qui Chateaubriand exprime d'un bout à l'autre de son ouvrage une admiration sans bornes : Rousseau a montré que la république (comme souveraineté de la volonté générale) excluait le régime représentatif et exigeait la vertu austère des cités de l'Antiquité ; or, la taille des États modernes impose le régime représentatif et, comme Rousseau l'a montré dans sa critique de la corruption moderne, l'état des mœurs impliqué par le progrès des techniques et de la civilisation ne permet plus la vertu antique (17). Le second motif est celui du régicide : en France, depuis le 21 janvier 1793 qui a eu lieu « pour le deuil éternel de la France », la République est définitivement marquée du sceau du crime. En se fondant sur le meurtre injustifiable d'un « des meilleurs rois qui aient jamais régné sur la France », elle s'est frappée d'illégitimité (18).

Cette illégitimité tenait d'abord à l'illégalité d'un procès qui violait le principe de la non-rétroactivité des lois, puisqu'il jugeait le roi pour des actes que la Constitution de 1791 avait amnistiés pour les uns et couverts pour les autres d'une immunité, en stipulant que le roi n'encourait pas d'autre peine que la déchéance, y compris dans le cas où il se mettrait « à la tête d'une armée et en dirigerait les forces contre la Nation ». Mais l'illégitimité tenait surtout à ce que l'attentat contre le roi visait à travers lui *le principe même de la légitimité*. Des esprits aussi différents que Kant, Maistre, Bonald et Chateaubriand s'accordèrent pour penser que la catastrophe révolutionnaire était dans le régicide bien plus que dans

les violences de la Terreur, parce que le sacrilège contre la personne du roi était un sacrilège *contre les principes* du droit et de l'ordre politique, un « crime national » qui engageait l'histoire future (19). Chateaubriand écrivait en 1814 que « la mort du roi et de la famille royale est le véritable crime de la révolution », tandis que « presque tous les autres actes de cette révolution sont des erreurs collectives » (20). Près de deux cents ans plus tard, dans un exposé des raisons d'être de la « postmodernité », Jean-François Lyotard reprendra cette argumentation en disant que le « crime horrible » perpétré contre « un brave roi tout à fait aimable qui était l'incarnation de la légitimité » a placé toute « la modernité sous le signe du crime » et de l'absence de légitimité, comme le prouverait l'instabilité constitutionnelle de la France (21).

C'est peut-être Balzac, qui se présente dans l'avant-propos de *la Comédie humaine* comme un disciple de Bonald, qui affirme de la façon la plus saisissante la signification pour ainsi dire « totale » qui revient au régicide du point de vue social et politique. D'une part, le régicide est la réfutation immanente des idéaux républicains : le « gros caillou d'Égypte », posé « pour faire oublier le régicide » sur la place où il a eu lieu, est la manifestation aveugle et aveuglante de l'impensé de « la politique matérialiste » dont la République est le comble (22) : la stèle couverte de hiéroglyphes, symbole et héritage de l'ordre hiérarchique le plus ancien, exhibe la vérité qu'elle est censée refouler, à savoir que la violence, et non le droit ou l'égalité, est la fondation de l'ordre social. D'autre part et surtout, en vertu de sa dimension de parricide, le régicide expose la vérité de l'institution sociale dont les idéaux républicains ne sont qu'une expression politique. Parce que le régicide n'est que le comble sanglant de la destruction de l'autorité paternelle, il montre dans toute son horreur la réalité du mal qui « dévore la société moderne », à savoir « l'individualisme », « le plus horrible de tous les maux », qui a sa base dans « la division à l'infini des héritages qui supprime la famille » et, sous prétexte de liberté et d'égalité, remplace « l'esprit de famille » et le souci de l'avenir par « l'égoïsme » et le calcul à court terme (23). Renan écrira que « le jour où la France coupa la tête à son roi, elle commit un suicide » (24). Balzac en donne la raison :

« En coupant la tête à Louis XVI, la Révolution a coupé la tête à tous les pères de famille. Il n’y a plus de famille aujourd’hui, il n’y a plus que des individus. [...] En proclamant l’égalité des droits à la succession paternelle, [*les Français*] ont tué l’esprit de famille, ils ont créé le fisc ! Mais ils ont préparé la faiblesse des supériorités et la force aveugle de la masse, l’extinction des arts, le règne de l’intérêt personnel et frayé les chemins à la Conquête. [...] Tout pays qui ne prend pas sa base dans le pouvoir paternel est sans existence assurée. Là commence l’échelle des responsabilités, et la subordination, qui monte jusqu’au roi. Le roi, c’est nous tous ! (25) »

La conséquence de cette argumentation – par laquelle Balzac ne fait que répéter l’enseignement de son maître Bonald – est qu’il serait illusoire d’opposer la république à l’individualisme et à l’égoïsme de la société bourgeoise, au motif que la devise républicaine porte le mot « fraternité » à côté de « liberté » et d’« égalité ». La fraternité ainsi invoquée, à l’ombre du régicide, se définit comme *l’égalité des frères que fonde la mise à mort du père* : elle ne porte en elle aucun principe de solidarité, puisque *sa traduction juridique est la division des héritages* ; elle ne fait que formuler le *principe de l’individualisme*, qui est l’égalité des *individus*, libres de se défaire de leurs liens familiaux, par opposition à la hiérarchie des positions au sein d’une même entité familiale qui engage ses membres à des obligations spécifiques. L’égalité des frères s’oppose à la pyramide des devoirs : elle est la formule d’une société privée de tout lien vertical, de tout principe d’unification transcendant, et qui se voue de ce fait à la dispersion. Contre cette formule, Bonald faisait valoir que « la société est toute *paternité et dépendance*, bien plus que *fraternité et égalité* » (26).

1. À preuve l’étonnante absence de la tradition républicaine française dans les définitions du républicanisme que les travaux de Skinner ou de Pettit ont mis à l’avant-scène des débats philosophiques. Voir sur ce point Cécile Laborde, *Critical Republicanism*, Oxford University Press, 2008, p. 3 et sq.

2. Philippe Van Parijs, « L'Europe, république multiculturelle ? », in Patrick Savidan (dir.), *la République ou l'Europe ?*, Librairie générale française, 2004, p. 307 et sq.
3. Sur la valeur de la notion de république pour les révolutionnaires américains, voir Annie Léchenet, *Jefferson-Madison. Un débat sur la République*, PUF, 2003. Dans son discours de février 1794, « Sur les principes de morale politique », Robespierre déclare que « démocratie » et « républicain » sont des mots synonymes ; mais il refuse par ailleurs la « démocratie pure », tandis qu'il associe sans réserve aucune la république au patriotisme et à la vertu. On imagine mal la substitution du mot « démocratique » au mot « républicain » dans la célèbre phrase de Saint-Just : « Un gouvernement républicain a la vertu pour principe ; sinon, la terreur » (*Fragments sur les institutions républicaines*, 3^e fragment, in *Œuvres complètes*, Gallimard, 2004, p. 1139).
4. Voir Régis Debray, « République ou démocratie », *Contretemps. Éloges des idéaux perdus*, Gallimard, coll. « Folio », 1992, p. 15-54, et Irving Kristol, *Réflexions d'un néo-conservateur* (1983), traduit par Raoul Audouin, PUF, 1987, p. 132-133. Il y a bien sûr entre les deux auteurs une différence de taille : Debray pense que la république « poussée jusqu'au bout » est le socialisme, tandis que Kristol lie la république au marché libre. Leur accord de fond – la définition de la république comme la correction de la démocratie par l'éducation – n'en est que plus remarquable.
5. Jean Bodin, *les Six livres de la République* (1576-1593), tome VI, Fayard, 1986, p. 178. Les héritiers de Bodin nommeront « État » ce qu'il nommait « république ».
6. Raymond Aron, *Introduction à la philosophie politique*, Librairie générale française-de Fallois, 1997, p. 80.
7. Louis de Bonald, *Législation primitive* (1802), tome I, livre II, chapitre v, in *Œuvres complètes*, Migne, 1859, p. 1234.
8. Rousseau tient pour républicain « tout État régi par des lois », la loi étant un « acte de la volonté générale ». Il n'est pas impossible qu'une république, qui réserve au peuple le pouvoir législatif, confie à un monarque le pouvoir exécutif : le régime républicain n'exclut pas le gouvernement monarchique. Mais Rousseau n'en oppose pas moins le « gouvernement républicain » au « gouvernement monarchique » (*Du contrat social* [1762], livre II, chapitre vi et livre III, chapitres i et vi, édition par Bruno Bernardi, Paris, Garnier-Flammarion, 2001, p. 78, 96 et sq, 110 et sq). Kant définit pour sa part le républicanisme comme le « principe politique de la séparation du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif » ; il estime que cette séparation est mieux assurée dans la monarchie que dans la démocratie (*Vers la paix perpétuelle* [1795], traduit par Jean-François Poirier et Françoise Proust, Garnier-Flammarion, 1991, p. 86-88).
9. Joseph de Maistre, *Œuvres complètes*, Vitte, 1884-1886, tome XIV, p. 286. Voir sur ce point Alain Renaut, *l'Ère de l'individu*, Gallimard, 1989, p. 70.
10. Joseph de Maistre, *op. cit.*, p. 148. Voir de même les lettres de Bonald à Maistre, *ibid.*, p. 300, 314, 336.
11. Régis Debray, *Que vive la République*, Odile Jacob, 1989, p. 19-20, 57, 75, 92-93, 118-119 ; *À demain de Gaulle*, Gallimard, 1990, p. 103 ; *Éloge des frontières*, Gallimard, 2010.
12. « La Révolution est tout sauf un bloc », disait Raymond Aron (contre Clemenceau), puisque chacune de ses étapes « a été franchie par d'autres personnes, au nom d'autres idéologies, avec d'autres résultats » (*Introduction à la philosophie politique*, Librairie générale française-de Fallois, 1997, p. 17-18).
13. Alphonse Aulard, *Histoire politique de la Révolution française*, Colin, 1901, p. 274.
14. Voir Pierre Rosanvallon, « L'histoire du mot démocratie à l'époque moderne », *la Pensée*

politique, tome I, *Situations de la démocratie*, Gallimard-Seuil, 1993, p. 11-29.

15. Edmund Burke, *Lettres sur une paix régicide* (1796), in *Réflexions sur la révolution de France*, traduit par Pierre Andler, Hachette, coll. « Pluriel », 1989, p. 516, 520, 525, 539, 555-556.

16. Voir François-René de Chateaubriand, *Essai historique, politique et moral sur les révolutions anciennes et modernes, considérées dans leur rapport avec la révolution française* (1797), livre II, chapitre VIII ; livre I, chapitres XXXIII et XL ; livre II, chapitre III ; édition par Aurelio Principato in *Œuvres complètes*, Champion, 2009, p. 834-841, 508-510, 570, 804-808.

17. *Idem*, livre I, chapitres XIII-XIV, p. 336-348 et livre II, chapitre XXVI, p. 1012-1020. Chateaubriand dénonce l'usage à contresens que les jacobins ont fait de *Du contrat social* (livre II, chapitre XLIII, p. 1098) et souligne que Rousseau aurait condamné la Terreur (livre II, chapitre XXVI, p. 1016).

18. *Ibid.*, livre II, chapitre XVII, p. 926-930. Dans une note ajoutée en 1826, Chateaubriand nomme Louis XVI « cet autre Christ ».

19. C'est la thèse de Joseph de Maistre dans les *Considérations sur la France* (1797), chapitre II, in *Œuvres*, édition par Pierre Glaudes, Laffont, 2007, p. 204-205. La Terreur n'a pas selon Maistre la même gravité : dans un manuscrit de 1794, il la compare aux violences de Louvois sous Louis XIV (« Cinquième lettre d'un Royaliste savoisien », édition par Jean-Louis Darcel, *Revue des études maistriennes*, n° 4, Les Belles Lettres, 1978, p. 35). La position de Kant (*Doctrine du droit*, livre II, chapitre I, traduit par Alexis Philonenko, Vrin, 1979, p. 195 et sq.) n'est pas différente.

20. François-René de Chateaubriand, *Réflexions politiques* (1814), in *Grands écrits politiques*, édition de Jean-Paul Clément, Imprimerie nationale, 1993, tome I, p. 163. « Presque tous les autres actes » est la formule de l'édition originale, atténuée par Chateaubriand en « beaucoup d'autres actes » dans les éditions qui suivirent (voir *Mélanges politiques*, tome I, in *Œuvres complètes*, tome XVIII, Ladvocat, 1831, p. 103).

21. Jean-François Lyotard, « Discussion avec Richard Rorty », *Critique*, n° 456, mai 1985, p. 583. Voir aussi, du même, *Moralités postmodernes*, Galilée, 1993, p. 180.

22. Honoré de Balzac, *Sur Catherine de Médicis, introduction* (1842), in *la Comédie humaine*, édition sous la direction de Pierre-Georges Castex, Gallimard, coll. « Bibliothèque de la Pléiade », 1980, tome XI, p. 170-171.

23. Honoré de Balzac, *le Curé de village* (1841), *Une fille d'Ève* (1839), *Sur Catherine de Médicis*, in *la Comédie humaine, op. cit.*, tome IX, p. 722, tome I, p. 282, tome XI, p. 173. La dénonciation de « l'individualisme » lié au « partage égal des successions » institué par le Code civil est un leitmotiv de *la Comédie humaine*.

24. Ernest Renan, *la Réforme intellectuelle et morale de la France* (1871), Bruxelles, Complexe, 1990, p. 8. Grand admirateur de ce livre de Renan, Maurras ne cessera de nommer la république « la femme sans tête ».

25. Honoré de Balzac, *Mémoires de deux jeunes mariées* (1842), in *la Comédie humaine, op. cit.*, tome I, p. 242-243.

26. Louis de Bonald, *Législation primitive*, tome I, livre II, chapitre VII, in *Œuvres complètes*, Migne, 1859, tome I, p. 1239-1240.

LES ÉGLISES ET LEURS HÉROÏNES

› **Jean-Yves Boriaud**



Et si des hommes ont mérité d'être portés au pinacle pour avoir, avec l'énergie qui leur a été allouée, réalisé de grandes choses, que dire des femmes, à qui la nature a infligé en général mollesse de corps et lenteur d'esprit, quand elles se découvrent une âme virile et, avec une intelligence louable et une vertu hors pair, osent accomplir des exploits d'une grande difficulté, même pour des hommes ? »

Boccace, quand il écrit ces lignes, est un vieil homme : il a 48 ans ! Lui, l'auteur du léger *Décameron*, a fait une rencontre religieuse décisive et s'est découvert un penchant pour la morale : avec *les Femmes illustres* (1), il délaisse donc l'italien et revient à la langue sérieuse, le latin. Mais nous sommes dans les années 1360, à l'aube de la Renaissance. Les idéaux héroïques changent, et s'éloignent peu à peu de la lourde silhouette des chevaliers médiévaux, errants ou non. Le Quattrocento

n'est plus très loin, et les héros du moment sont les *condottieri*, soldats de fortune, et les princes combattants que l'on porte aux nues en les assimilant à des modèles puisés chez les historiens anciens. Les recueils de « vies » d'hommes illustres, lointains échos des *Vies parallèles* de Plutarque, se multiplient alors, à l'image du plus célèbre, le *De viris illustribus* de Pétrarque, mais avec Boccace, pour la première fois dans l'histoire de la modernité occidentale, apparaît un recueil de 106 « vies » d'héroïnes, depuis Ève, notre « mère à tous », jusqu'à Jeanne I^{re} de Naples, souveraine de Sicile et de Jérusalem, en passant par... Isis et Athéna, dont Boccace est bien sûr qu'il s'agit de femmes divinisées pour services rendus à la condition humaine. Et avec le long cortège des martyres de l'honneur qui préférèrent la mort à la perte de leur *pudicitia* (Lucrece, les épouses des Cimbres...) et des héroïnes du dévouement (Argia, l'épouse de Polynice ; les Minyennes...). Plutarque avait déjà, bien avant lui, produit un tel catalogue illustré des vertus féminines, mais Boccace l'ignorait (ses *Mulierum virtutes* ne seraient publiées qu'en 1485). Persuadé, donc, d'être le premier à tresser pareil florilège féminin, il s'en étonne grandement, comme on peut lire en préface :

Jean-Yves Boriaud est professeur de littérature latine à l'université de Nantes.
 › jeanyboriaud@hotmail.com

« Je suis surpris de voir que les femmes aient assez peu impressionné les écrivains pour n'avoir obtenu aucun ouvrage spécialement dévolu à leur souvenir, alors que les grands livres historiques ont clairement révélé l'énergie et le courage de certaines d'entre elles, en telle ou telle circonstance. »

De là l'ambition littéraire et morale de ce livre :

« Pour leur éviter de rester privées de leurs justes mérites, j'ai décidé de concentrer en un seul volume les honneurs dus à la gloire de celles dont le souvenir s'est conservé, et d'en ajouter quelques-unes parmi toutes celles que leur audace, leur puissance intellectuelle, leur activité, la faveur ou l'hostilité de la fortune ont distinguées. »

Ouvrage, donc, à la gloire des femmes, que le *De mulieribus claris* ? Sans doute, mais l'éloge de la femme, chez Boccace, n'est ni univoque ni dépourvu d'ambiguïté. La première parure de la femme, c'est d'abord – il le répète – sa *prudicitia*, cette chasteté dont il n'hésite pas à donner le mode d'emploi :

« Pour qu'une femme puisse être considérée comme absolument chaste, qu'elle s'abstienne d'abord de tout regard vague ou concupiscent, qu'elle garde les yeux baissés et fixés sur la frange de ses vêtements, que sa parole soit non seulement honnête mais brève et adaptée aux circonstances, qu'elle fuie l'oisiveté, le plus sûr, le plus funeste des ennemis de la chasteté, qu'elle reste à l'écart des banquets [...], qu'elle évite chants et danses, ces armes de la débauche, qu'elle s'adonne à l'économie et à la sobriété, qu'elle s'occupe de sa maison, qu'elle ferme ses oreilles aux ragots obscènes, qu'elle s'abstienne des promenades, qu'elle rejette fards et parfums inutiles, qu'elle méprise les parures superflues, qu'elle piétine de toutes ses forces pensées et désirs coupables, qu'elle se cantonne, avec vigilance, à de saintes méditations ; enfin [...] qu'elle voue tout son amour à son seul mari, sans accorder la moindre attention aux autres hommes sauf à leur porter une affection fraternelle, et qu'elle n'accepte les étreintes de son mari que le rouge au front et au cœur, et seulement pour assurer une descendance. »

C'est peut-être là l'idéal, mais Boccace peine réellement, tout au long de son œuvre, à trouver des figures à même d'illustrer concrètement la totalité de son programme, ses modèles ne lui permettant, heureusement, que de l'approcher.

Mais s'il faut ainsi prévoir, pour la sauvegarde de l'honneur féminin, une série de garde-fous, c'est que les femmes ont selon lui une nature intrinsèque, dont les traits dominants sont loin d'être flatteurs : elles sont fourbes (*muliebris astus*), avares et avides, lubriques, et, pire

que tout, enclines à se contenter de leur sort, qui les a irrémédiablement vouées à la détestable « quenouille », dont Boccace clame à sept reprises sa haine ! Leur « héroïsme » consistera d'abord à s'éloigner de cette déplorable nature, ou à la dépasser. Pour une carrière littéraire :

« Quelle gloire pour une femme que de délaissier ses soucis féminins pour s'appliquer l'esprit à l'étude des plus grands poètes ! Honte sur les paresseuses et celles qui doutent d'elles-mêmes ! Elles qui, comme si elles étaient nées pour l'oisiveté et la chambre, se persuadent qu'elles ne sont bonnes qu'à l'étreinte des hommes et à la conception et l'entretien des enfants, alors que si elles voulaient s'attacher avec ardeur à tout ce qui donne de la gloire aux hommes, elles pourraient le partager avec eux ! »

Pour une carrière militaire, comme Triaria, épouse de Lucius Vitellius, qui mérita d'être accusée de cruauté excessive au combat ! Pour une carrière artistique, comme Tamaris, peintre si digne de louanges « quand on regarde les autres, avec leurs fuseaux et leurs quenouilles ! », ou sa consœur Irène, d'autant plus brillante que cet art, « qui demande une grande concentration, est généralement étranger aux femmes, qui ont l'esprit d'ordinaire bien lent (*tardissimum*) ». Pour les jeux de l'éloquence, comme Hortensia, la digne fille de l'orateur Hortensius. Pour la poésie, comme Cornificia qui réussit, « sans renoncer aux qualités dont la nature la gratifia, à se hisser au-dessus du sexe féminin par son talent et ses efforts, et à s'attirer par son vertueux travail une renommée éternelle ». Mais cela sans s'éloigner, certes, du domaine où la femme excelle, celui du sacrifice, à l'image de Porcia, épouse de Brutus, l'un des assassins de César, qui se suicida, ayant appris la mort de son époux, en avalant des charbons ardents ! La dernière « vie » du recueil, celle qui le clôt, en écho à la première, celle d'Ève, la femme de la chute, c'est pourtant celle d'une héroïne politique, une souveraine contemporaine, cette fameuse Jeanne de Sicile, magnifiée par l'épreuve :

« Elle a dû endurer les guerres intestines, les guerres étrangères, qui ont fait rage même à l'intérieur du royaume, comme aussi [...] la fuite, l'exil, la sévérité de ses époux, la jalousie des nobles, une mauvaise réputation imméritée, les menaces des papes et d'autres maux qu'elle endura tous avec courage. Tout cela, elle parvint à le surmonter, avec un cœur indomptable. »

Boccace, pour tous les mérites, lui reconnaît une authentique virilité : « Un véritable exploit je ne dirai pas pour une femme, mais même pour un roi énergique et puissant ! » Si Boccace répète ainsi à l'envi que pour atteindre l'excellence, la femme doit aller au-delà d'elle-même, c'est bien entendu qu'il se situe dans une perspective qui a durablement marqué l'Occident chrétien, l'idée de la faiblesse intrinsèque de la nature féminine, induite par cette indélébile chute originelle...

Le voile est le joug des femmes

On venait de loin, en effet. Il n'est que de lire saint Paul rappelant les devoirs de la femme : soumission à son mari chez elle et, surtout, à l'Église, avec obligation de ne paraître que voilée et silencieuse dans les enceintes sacrées. Le premier christianisme s'était empressé de choisir, parmi les différentes versions de la création de la femme, la version « hiérarchique », selon laquelle elle avait été créée « à partir » de l'homme, ou plutôt d'une côte extraite du *flanc* d'Adam. L'apparition de la femme, à partir du *côté* (*latus*) de l'homme, cela signifiait que, dérivant de lui, elle n'occuperait à ses côtés qu'une place latérale, c'est-à-dire ô combien secondaire. L'homme, c'était l'idée, l'essence, et la femme, l'accident – au sens philosophique du terme. Occasion, de surcroît, du péché originel, elle fut l'objet, comme telle, de la vindicte des premiers pères de l'Église, parmi lesquels le redoutable Tertullien, qui l'invective tout au long de son œuvre :

« C'est toi la porte du diable, c'est toi qui as brisé le sceau de l'arbre, c'est toi qui la première as déserté la loi divine, c'est toi qui as circonvenu celui auquel le diable n'a pu s'attaquer... »

Elle était définitivement le lieu de la tentation, et ces pères partirent en guerre contre son goût irréprouvable pour l'ornement, instrument de la damnation de l'homme. Tertullien – encore lui – y revint dans trois traités : *le Manteau*, *le Voile des vierges* et *la Toilette des femmes*. La solution, à son avis, c'était le voile, et pas seulement pour préserver la pudeur des vierges :

« Nous vous exhortons aussi, vous qui êtes mariées, et qui avez à pratiquer une autre chasteté : ne vous affranchissez jamais de la discipline du voile, pas même un seul moment ! »

Foin de l'hypocrisie :

« [*certaines*] se lient la tête, plutôt qu'elles ne la couvrent, avec des mitres ou bandelettes qui leur cachent le front, il est vrai, mais qui laissent à découvert la tête proprement dite. D'autres, de peur sans doute de la trop harger, se couvrent la tête avec une coiffure légère, qui ne descend pas même jusqu'aux oreilles et ne cache que le sommet de la tête. »

Hypocrisie ô combien vaine :

« Mais qu'elles le sachent bien : la femme tout entière n'est que tête. Les limites du voile finissent là où commence le vêtement ; tout l'espace que peuvent occuper les cheveux, ils doivent le remplir, et envelopper aussi les épaules. »

Le sens du voile, assène ici l'apologiste carthaginois, est sans ambiguïté : « Le voile est le joug des femmes ! »

Pour balayer toute hésitation, le mieux est d'ailleurs, ajoute-t-il, d'invoquer les vraies spécialistes (sans anachronisme : nous ne sommes qu'au début du III^e siècle de notre ère !) :

« Les femmes de l'Arabie, toutes païennes qu'elles sont, vous serviront de juges ; elles qui, non contentes de se voiler la tête, se couvrent aussi le visage tout entier, de sorte que, ne laissant d'ouverture que pour un œil, elles aiment mieux renoncer à la moitié de la lumière plutôt que de prostituer leur visage tout entier. »

Le voile est là pour rappeler la sujétion de la femme et le poids de sa faute, tout en lui ôtant ce pouvoir de séduction qui lui a permis, tonne Tertullien, de séduire jusqu'à des anges ! Les voies de l'héroïsme semblaient donc sérieusement fermées à la femme par un christianisme pointilleux, toujours prêt à sélectionner, dans les textes sacrés, ce qui pouvait en réduire le rôle et la fonction, tant dans le domaine « social » que spirituel.

Et même si au XII^e siècle, comme l'écrivit Michelet, « Dieu changea de sexe », et si l'amour courtois rompit alors, selon lui, avec des siècles de misogynie médiévale, l'idéalisation de la femme aimée ne fut pas sans ambiguïté : suivant l'idéologie du *fin'amor* (ce que nous appelons l'« amour courtois » depuis le XIX^e siècle), l'aimée, certes objet de dilection, y est repoussée dans les limbes d'une idéalité fort éloignée de l'héroïsme, quand le poème n'en fait pas, plus simplement encore, un enjeu, celui de la rivalité entre des chevaliers débutants à la recherche d'épreuves à même de leur permettre d'accéder à un monde plus rugueusement adulte. Et quand elle n'est pas elle-même soumise à l'épreuve par un monde masculin peu convaincu de la qualité de sa vertu essentielle, une fois entrée dans la sainte institution du mariage, la *fides uxoria* (la loyauté de l'épouse) : n'oublions pas ainsi l'étrange récurrence, en Occident, de la célèbre et déplorable histoire de Griselda. Sans doute d'origine plus ancienne, elle apparut vraiment

dans le monde littéraire avec... Boccace, dans la centième nouvelle de son *Decameron*. Il en communiqua le texte à son ami Pétrarque, qui en donna une version latine dans ses *Lettres de la vieillesse* (2). On la retrouvera sous la plume de Chaucer (3), et bientôt dans le monde de l'opéra, avec Scarlatti, Bononcini, Vivaldi, et enfin, au tout début du XX^e siècle, Massenet. Que penser de la pérennité d'un mythe qui met en scène la plus perverse des persécutions qu'un homme puisse imposer à l'objet de sa dilection, afin d'en éprouver la solidité des sentiments ? Toujours est-il qu'à la Renaissance entière la malheureuse offrit l'image de la constance féminine poussée jusqu'au total oubli de soi, en triomphant, telle un chevalier médiéval, des épreuves morales les plus abjectes, jusqu'au triomphe final, dans la réconciliation des époux...

La pécheresse transfigurée par l'amour

C'est alors qu'au débouché de la Renaissance, l'Église redécouvrit la Madeleine ! Le Moyen Âge ne l'avait pas oubliée. Il en avait même enrichi le personnage, avec la belle légende de la traversée de la Méditerranée, par Madeleine et ses compagnons, après la mort du Christ, à bord d'un vaisseau sans agrès guidé par la main de Dieu, puis l'arrivée à Marseille, la conversion de son roi, et enfin la retraite de trente ans à la Sainte-Baume, où Madeleine put goûter l'extase suprême de la contemplation. Tout cela étant couronné, au XIII^e siècle, par l'entrée de cette sainte composite dans *la Légende dorée* de Jacques de Voragine. Il y eut bien, au début du XVI^e siècle, la fameuse querelle des trois Madeleine, où des puristes comme Lefèvre d'Étaples s'acharnèrent à dissocier, dans la « vie » de cette sainte officielle, trois personnages bien distincts. Cette critique exigeante des textes tombait à point nommé pour les réformés, grands pourfendeurs de saints, mais la Faculté de théologie condamna le 9 novembre 1521 la position de Lefèvre comme scandaleuse et réaffirma haut et fort le dogme de l'unicité de la Madeleine. Survint alors, à la fin du siècle, le concile de Trente, puissante machine de guerre contre la Réforme.

L'un de ses objectifs majeurs était de revitaliser plusieurs sacrements dénigrés par les protestants, et d'abord celui de la pénitence, fondé sur la contrition du pécheur, « douleur de l'âme et détestation du péché commis, avec ferme propos de ne plus pécher à l'avenir » (4). Où trouver plus bel exemple de détestation douloureuse du péché, de confiance spontanée en la pitié divine que chez la courtisane pénitente pâmée aux pieds du Christ, et dont les pleurs faisaient une confession bien plus éloquente que les mots ? Comment donner satisfaction plus touchante qu'en demeurant trente années dans ces solitudes de la Sainte-Baume qui impressionnèrent tant M^{me} de Sévigné ? Pour faire connaître l'efficiace renouvelée de ce beau sacrement, on mobilisa le bras armé de la contre-Réforme, les redoutables bataillons des jésuites. La mobilisation fut – effectivement – totale. Les bastions, dans cette guerre de reconquête, c'étaient les collèges, avec la culture, les *Litterae humaniores*, qu'ils véhiculaient et proposaient aux élites provinciales. Les bons pères écrivaient, en latin, bien sûr, et multiplièrent alors les œuvres consacrées (5) à l'histoire exemplaire de la Madeleine, épopées spirituelles présentant en vers (latins) la Madeleine pécheresse, entourée d'*amorini* dignes de l'entourage de Vénus, la Madeleine repentante, la Madeleine en exil puis la Madeleine en extase. Foisonnèrent également à l'époque les tableaux illustrant cette épopée, dont nous sont restés, en particulier, *la Conversion de Madeleine* d'Artemisia Gentileschi (1616), et *la Madeleine à la veillesse* de Georges de La Tour, exécutés dans les années 1640.

La question de la pénitence ne resta pas longtemps pure question de dogme, mais passa bientôt dans celui de la morale appliquée, et on ne manqua pas d'exemples mondains pour l'étayer, exemples d'autant plus édifiants qu'ils touchaient à la sacro-sainte personne royale. La retraite de M^{lle} de la Vallière marqua ainsi durablement les esprits : maîtresse à 17 ans de Louis XIV, Françoise Louise de La Baume Le Blanc, demoiselle puis duchesse de La Vallière et de Vaujours, sut en effet se retirer, devenue Louise de la Misericorde, à 30 ans, pour trente-six années de retraite chez les grande carmélites du faubourg Saint-Jacques. Elle y fut visitée par Bossuet, son ancien contempteur, par M^{me} de Sévigné, et

devint, dans son austère couvent, l'image de tout ce que pouvait racher, en matière de péché, l'amour passionné, à condition de le diriger dans la bonne direction.

C'est que la religieuse offrait en ces temps l'image tourmentée de la grandeur féminine, grandeur dans l'abnégation, voire – encore – dans le sacrifice. Et les linéaments de l'héroïne religieuse se dessinèrent alors à partir de figures mystiques aussi décisives que celles de M^{me} Guyon, martyre de la question du « pur amour », Jeanne de Chantal, disciple de François de Sales, fondatrice de l'ordre de la Visitation et de ses 87 couvents, ou encore Marguerite Marie Alacoque, plusieurs fois visitée par le Christ et initiatrice de la dévotion du Sacré-Cœur. Ces grandes silhouettes cautionnaient ainsi, voir garantissaient, *de facto*, l'efficacité, pour le salut des femmes, de la clôture définitive (*Clausura perpetua*), (« ce sépulcre où il faut entrer avec allégresse ») telle que la représentait et la prônait Jean-Baptiste Thiers en 1681 dans son *Traité de la clôture des religieuses, où l'on fait voir, par la tradition et les sentimens de l'Église, que les religieuses ne peuvent sortir de la clôture, ni les personnes étrangères y entrer, sans nécessité* :

« Il est extrêmement important pour les vierges chrétiennes qui veulent assurer la grâce de leur divine vocation et se rendre dignes de l'amour et des caresses de Jésus-Christ en qualité de ses épouses, qu'elles se fortifient hors du monde contre le monde et qu'elles se mettent à couvert de toutes les tentations criminelles qui leur peuvent venir du dehors. C'est ce qu'elles peuvent faire dans la Clôture plus facilement et plus avantageusement que hors de la Clôture. »

Comme s'il fallait cette clôture pour protéger d'elle-même la vierge chrétienne gravement mise en danger par sa propre nature, viciée, et si la grandeur ne pouvait s'atteindre chez elle que dans un élan pour transcender, encore une fois, ses dangereux penchants.

Pour un héroïsme féminin et laïque ?

À quel moment l'héroïsme féminin fit-il sauter les bornes et limites de cette « clôture », physique et/ou morale, pour entrer dans la modernité laïque ? On serait tenté de faire coïncider ce moment avec celui de la rupture essentielle, c'est dire la Révolution, censée laïciser la pensée en la libérant de ses carcans anciens. Au temps de la royauté finissante, les sociétés féminines – on le sait – s'étaient multipliées, à Paris comme en province (il y en eut même à Nantes), et leur vocation était claire : amener la société à repenser l'idée réificatrice de la femme, alors en vigueur dans les lois et les mentalités, pour la mettre en adéquation avec le renouvellement des valeurs commencé avec les Lumières. La logique eût voulu que la Révolution enregistrât cet élan, cautionné par des personnalités de l'envergure de Condorcet, et le consacra dans ses textes, mais il y eut bientôt le fameux rapport Amar, produit le 9 brumaire an II (30 octobre 1793), devant la Convention nationale, à la suite d'un incident entre dames de la Halle et « citoyennes républicaines révolutionnaires ». Jean Pierre André Amar, député montagnard, régicide, grand contempteur des girondins, y décrivait soigneusement les limites de ce qu'il est convenable de concéder aux femmes, fussent-elles révolutionnaires :

« Gouverner, c'est régir la chose publique par des lois dont la confection exige des connaissances étendues, une application et un dévouement sans bornes, une impassibilité sévère et l'abnégation de soi-même ; gouverner, c'est encore diriger et rectifier sans cesse l'action des autorités constituées. Les femmes sont-elles susceptibles de ces soins et des qualités qu'ils exigent ? On peut répondre en général que non. »

Cela bien sûr au nom de l'éternel féminin, fixé une fois pour toutes par « les mœurs et la nature » :

« Quel est le caractère propre à la femme ? Les mœurs et la nature même lui ont assigné ses fonctions : commencer l'éducation des hommes, préparer l'esprit et le cœur des enfants aux vertus publiques, les diriger de bonne heure vers le bien, élever leur âme et les instruire dans le culte politique de la liberté ; telles sont leurs fonctions, après les soins du ménage : la femme est naturellement destinée à faire aimer la vertu. Quand elles auront rempli tous ces devoirs, elles auront bien mérité de la patrie. »

La politique leur était donc, naturellement, interdite :

« En général, les femmes sont peu capables de conceptions hautes et de méditations sérieuses ; et si chez les anciens peuples, leur timidité naturelle et la pudeur ne leur permettaient pas de paraître hors de leur famille, voulez-vous que dans la République française, on les voie venir au barreau, à la tribune, aux assemblées politiques comme les hommes, abandonnant et la retenue, source de toutes les vertus de ce sexe, et le soin de leur famille ? »

La vieille *pudicitia*, réapparue ici, sournoisement grimée en « retenue », servait encore d'alibi, plus quatre cents ans après Boccace, pour retenir les femmes dans leur enclos naturel, celui de la famille et de la vertu...

La Révolution refusa donc aux femmes, à partir de l'an II, avec le droit de voter et de porter les armes, celui de s'illustrer dans le processus révolutionnaire par la parole légitime, réservée aux hommes, ce qui ne les laissera accéder à l'héroïsme que dans la transgression ou la marge. Notre époque en porte encore témoignage. Il n'est, pour le mesurer, que d'interroger l'onomastique scolaire. On se rend alors compte d'une évidence première : les héroïnes de la laïcité sont finalement peu nombreuses à être reconnues dignes de patronner et par-

rainier de leur *auctoritas* les études de nos pré-adolescents en veine de repères... Seules Louise Michel et, accessoirement, Olympe de Gouges rivalisent vraiment, à ce palmarès, avec leurs concurrents masculins (Saint-Exupéry et Jean Moulin). Ce qui fut confirmé il y a peu lorsque l'on interrogea les « politiques » sur leurs femmes illustres préférées. Françaises, bien sûr, puisqu'il fallait décider lesquelles d'entre elles seraient le plus dignes d'être « panthéonisées ». Là aussi Louise Michel et Olympe de Gouges l'emportèrent nettement, comme le reconnut *le Parisien* du 8 mars 2013. Toutes deux héroïnes du sacrifice, Louise Michel, championne de la cause des Kanaks révoltés, anarchiste communarde un temps déportée, qui sa vie durant refusa tous les enfermements, ceux de l'ignorance comme ceux de la misère, et Olympe de Gouges, pionnière de la lutte contre l'esclavage des Noirs, exécutée à 45 ans à l'instigation de montagnards, qu'elle tenait pour liberticides, mériteraient donc une ultime clôture, celle du pompeux et austère sépulcre national, certes laïque et patriotique. Héroïnes de la compassion et de l'intercession, elles seraient ainsi appelées, en cette auguste et sévère enceinte, à témoigner, sanctifiées par leurs épreuves, du droit des femmes à la grandeur dans l'abnégation. Mais c'est, il est vrai, pour une si bonne cause...

1. Boccace, *les Femmes illustres - De Mulieribus claris*, texte établi par Vittorio Zaccaria, traduction, introduction et notes de Jean-Yves Boriaud, Les Belles lettres, 2013.
2. Pétrarque, *Lettres de la vieillesse*, livres XVI à XVIII, Les Belles-Lettres, 2013, p. 160-192, traduit par Jean-Yves Boriaud.
3. Geoffrey Chaucer, « le Conte du clerc » in *les Contes de Canterbury*, traduit par André Crespin, Gallimard, coll. « Folio classique », 2000.
4. Concile de Trente, Sessions 6 et 14.
5. L'une des plus célèbres de ces Madeleine est sans doute celle du père Baudoin Cabilliau (1624), l'un des plus fameux professeurs de la Province flandro-belge.

IT'S (STILL) A MAN'S WORLD

› **Annick Steta**

Le siècle qui nous sépare de la Première Guerre mondiale a vu les femmes entrer massivement dans l'enseignement supérieur et sur le marché du travail. Leur contribution à l'activité économique demeure néanmoins nettement inférieure à leur potentiel. Les femmes constituent un peu plus de la moitié de la population mondiale. Dans les pays avancés, elles sont désormais plus nombreuses que les hommes à obtenir des diplômes universitaires : aux États-Unis et en Europe, près de 60 % des diplômes de l'enseignement supérieur sont délivrés à des femmes (1). Mais l'égalité entre les sexes est loin d'être atteinte dans la sphère économique. La participation des femmes au marché du travail demeure plus faible que celle des hommes. Elles sont surreprésentées dans les emplois faiblement rémunérés et sous-représentées aux niveaux hiérarchiques les plus élevés. 4,2 % des cinq cents plus grandes entreprises américaines répertoriées chaque année par le magazine *Fortune* étaient dirigées par des femmes en

Annick Steta est docteur en sciences économiques. › asteta@hotmail.fr

2013, contre 1,4 % en 2003. La féminisation des conseils d'administration de ces mêmes entreprises a progressé moins rapidement encore : les femmes occupaient 17 % des sièges de leurs conseils d'administration en 2013, contre 14 % en 2003 (2).

Un document récemment publié par plusieurs collaborateurs du Fonds monétaire international a mis en évidence les gains macro-économiques que pourrait produire l'égalité des sexes (3). Les femmes représentent 40 % de la main-d'œuvre mondiale. Mais leur taux moyen de participation au marché du travail demeure depuis vingt ans proche de 50 %. D'importantes disparités régionales existent en la matière. Alors que plus de 63 % des femmes âgées de 15 ans et plus avaient en 2011 un emploi rémunéré en Asie de l'Est et en Afrique sub-saharienne, elles n'étaient que 21 % au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Et si le taux de participation des femmes au marché du travail est passé de 40 % à plus de 50 % en Amérique latine et dans les Caraïbes entre 1990 et 2011, il est resté voisin de 50 % en Europe comme en Asie centrale et n'est plus que légèrement supérieur à 30 % en Asie du Sud (4).

L'écart entre les taux de participation au marché du travail des hommes et des femmes reste important dans la plupart des régions du monde : il atteint 51 points de pourcentage au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, plus de 35 en Amérique latine et dans les Caraïbes, et autour de 12 dans les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), en Afrique de l'Est et en Afrique centrale. Cet écart ne s'élève qu'à 6 points de pourcentage en Suède et à un peu plus de 10 en moyenne dans les principales économies avancées ; mais il grimpe jusqu'à 25 au Japon. Dans les pays de l'OCDE, 80 % des femmes ayant un emploi travaillent dans les services, contre 60 % des hommes. Elles sont surreprésentées dans des secteurs associés à un statut social peu élevé et une faible rémunération : la santé, les services à la collectivité, l'enseignement (5).

Le taux de participation des femmes au marché du travail varie en fonction du revenu par tête. La représentation graphique de cette relation a la forme d'un U. À de faibles niveaux de revenu par tête, un taux élevé de participation des femmes au marché du travail traduit la néces-

sité pour elles de travailler en l'absence de programmes de protection sociale. Lorsque les revenus du ménage sont plus élevés et que la couverture sociale disponible est de meilleure qualité, les femmes peuvent se retirer du marché du travail afin de se consacrer aux tâches domestiques et à l'éducation des enfants. Quand le revenu par tête atteint des niveaux caractéristiques des économies avancées, le taux de participation des femmes au marché du travail « rebondit » : cette évolution comportementale est le produit d'une meilleure éducation, de taux de fertilité plus bas, de l'accès à des technologies permettant de réduire le temps consacré aux tâches domestiques, ainsi que de l'existence de services d'aide ménagère et de garde d'enfant (6). Les femmes consacrent en moyenne deux fois plus de temps que les hommes aux tâches ménagères et quatre fois plus qu'eux aux soins des enfants (7). Dans les pays de l'OCDE, elles effectuent chaque jour environ deux heures et demie de travail non rémunéré de plus que les hommes. Elles facilitent de la sorte la participation de leur conjoint au marché du travail.

Le travail à temps partiel est souvent le seul moyen pour les femmes de concilier emploi rémunéré et responsabilités familiales. Or la combinaison de longues périodes de travail à temps partiel et d'interruptions de carrière liées aux grossesses et à l'éducation des enfants se traduit par un risque accru de pauvreté aux âges avancés de la vie. La concentration des femmes dans les emplois à temps partiel contribue à expliquer l'écart de rémunération lié au sexe (*gender wage gap*). Dans les pays de l'OCDE, le *gender wage gap*, défini comme l'écart entre la rémunération médiane des hommes et la rémunération médiane des femmes exprimé en pourcentage de la rémunération médiane des hommes, était estimé à 16 % en 2012 (8). La ségrégation professionnelle liée au sexe, le nombre réduit d'heures de travail hebdomadaires et les différences d'expérience professionnelle expliquent en moyenne 30 % du *gender wage gap*. Alors que cet écart de rémunération est faible pour les jeunes femmes, il augmente fortement lors des années durant lesquelles les mères doivent libérer du temps pour s'occuper de leurs enfants.

Dans de nombreux pays en développement, la capacité des femmes à participer au marché du travail reste limitée par les discriminations dont elles sont l'objet. Elles ont fréquemment des droits de propriété

et des droits à l'héritage restreints ainsi qu'un accès réduit au crédit bancaire. C'est notamment pour contourner cette dernière difficulté que Muhammad Yunus a créé au Bangladesh un système innovant de microcrédit administré par la Grameen Bank : la clientèle de la « banque des pauvres » est très majoritairement féminine et a un taux de remboursement de 98 %. Dans quinze pays, dont l'Iran et la Syrie, les hommes ont le droit de s'opposer à ce que leur épouse travaille et peuvent l'empêcher d'accepter un emploi (9). Les taux d'alphabétisation des femmes demeurent par ailleurs souvent inférieurs à ceux des hommes dans le monde en développement : c'est particulièrement vrai en Asie du Sud, en Afrique du Nord et en Afrique de l'Est. Ce phénomène est pour partie dû à la faible priorité accordée par les familles à l'éducation des filles : ces dernières restent à la maison pour participer aux tâches ménagères et prendre soin de leurs frères et sœurs. Elles se voient ainsi condamnées soit à demeurer exclues du marché du travail, soit à y participer avec un statut professionnel extrêmement bas et une rémunération peu stable.

Le développement du potentiel des femmes sur le marché du travail constituera l'une des clés de la croissance économique lors des décennies à venir. Les pertes de produit intérieur brut (PIB) par tête attribuables aux écarts entre les sexes sur le marché du travail atteindraient jusqu'à 27 % dans certaines régions du monde (10). Porter le taux de participation des femmes au marché du travail au niveau de celui des hommes se traduirait par une hausse du PIB estimée à 5 % aux États-Unis, à 9 % au Japon, à 12 % aux Émirats arabes unis et à 34 % en Égypte. Sur les 865 millions de femmes susceptibles de contribuer davantage à l'activité économique, 812 millions vivent dans les pays émergents ou dans les pays en développement (11).

L'élévation du taux de participation des femmes au marché du travail constituerait un moyen de relancer la croissance dans les économies dont la population vieillit rapidement. Le taux de croissance potentiel annuel pourrait ainsi augmenter d'un quart de point de pourcentage environ au Japon si le taux de participation des femmes au marché du travail atteignait la moyenne constatée dans les pays du G7. Les pays avancés dans lesquels les femmes sont nombreuses à

travailler, comme la Suède et les États-Unis, ont par ailleurs des taux de natalité supérieurs à ceux observés en Italie ou au Japon, où les femmes n'occupent qu'environ 40 % des emplois (12). La mise en place de programmes sociaux appropriés peut aider les femmes qui ont des enfants à conserver une activité professionnelle. En Allemagne, en Italie et au Japon, les pouvoirs publics n'offrent guère de soutien aux mères qui travaillent, ce qui n'incite pas les femmes concernées à chercher un emploi et se traduit par un recul de l'âge de la maternité – et, *in fine*, par de plus faibles taux de natalité (13).

Le travail féminin, facteur de développement économique

Donner aux femmes la possibilité de gagner de l'argent et de contrôler l'utilisation de leur revenu favorise le développement économique. Le travail féminin, qu'il soit ou non rémunéré, pourrait être le principal facteur de réduction de la pauvreté dans les pays en développement (14). Les femmes sont davantage susceptibles que les hommes de consacrer une large part de leurs ressources financières à l'éducation des enfants. L'accroissement de l'emploi féminin se traduirait donc par des niveaux plus élevés de scolarisation des filles. Or les femmes qui sont allées à l'école sont non seulement plus productives mais ont aussi des enfants en meilleure santé et mieux éduqués.

En soutenant la croissance économique, une participation accrue des femmes au marché du travail faciliterait le financement des systèmes de protection sociale dans les pays développés et contribuerait à la hausse des revenus dans les pays en développement (15). La mise en œuvre de mesures visant à éliminer les obstacles qui freinent l'entrée des femmes sur le marché du travail et entravent leur épanouissement professionnel encouragerait la moitié de l'humanité à faire le meilleur usage possible de ses compétences et de ses talents. Les gouvernements soucieux d'accroître la participation des femmes à l'activité économique doivent analyser l'ensemble des politiques publiques sous cet angle. Le système fiscal peut par exemple inciter les femmes à se retirer du marché du travail : il a été reproché au quotient familial de

« [*décourager*] les femmes mariées de travailler lorsque les revenus au sein des couples sont très inégaux, car le taux d'imposition du salaire marginal est très élevé » (16). Une attention particulière doit être portée aux politiques familiales. Accorder aux femmes de longs congés parentaux peut nuire à leur employabilité en les tenant durablement éloignées du marché du travail. Il est possible de lutter contre cet effet pervers en réservant une partie du congé parental au père de l'enfant.

Adapter l'environnement dans lequel évoluent les femmes ne suffira toutefois pas à faire disparaître les inégalités liées au sexe dans la sphère économique : si les femmes veulent s'y imposer, il leur faudra modifier certains de leurs comportements. La directrice générale de Facebook, Sheryl Sandberg, a montré dans un livre intitulé *Lean In: Women, Work, and the Will to Lead* que les femmes pouvaient être leurs meilleures ennemies (17). Très tôt dans leur carrière, nombre d'entre elles s'orientent vers des métiers ou des postes moins exigeants afin de pouvoir concilier vie professionnelle et vie de famille. Les femmes de pouvoir, note par ailleurs Sheryl Sandberg, inspirent rarement l'admiration ou la sympathie. Or dès leur plus jeune âge, les petites filles sont, consciemment ou non, poussées par leur entourage à se conformer à certains stéréotypes féminins : on vante leur joliesse, leur politesse et leur sagesse. Devenues adultes, elles sont mal à l'aise dans un univers professionnel où ceux qui savent utiliser un zeste d'arrogance, voire d'agressivité, emportent fréquemment la mise. Si les femmes veulent briser le plafond de verre qui les sépare encore d'une véritable égalité d'accès au pouvoir économique, elles devront non seulement faire la preuve de leurs compétences et de leur capacité de travail, mais aussi exiger d'être aussi bien rémunérées et aussi régulièrement promues que le sont leurs collègues masculins. Autrement dit, elles ne doivent pas se contenter d'attendre que leurs performances soient remarquées et récompensées. Les femmes doivent apprendre à s'emparer du pouvoir, parce que personne ne le leur donnera.

1. « Female power », *The Economist*, 30 décembre 2009.

2. Belinda Luscombe, « Confidence woman », *Time Magazine*, 18 mars 2013, p. 23.

3. Katrin Elborgh-Woytek *et al.*, « Women, work, and the economy: Macroeconomic gains from gender equity », *IMF Staff Discussion Note*, septembre 2013.

4. *Idem*, p. 6.
5. Organisation internationale du travail, « Women in labour markets: Measuring progress and identifying challenges », mars 2010.
6. Katrin Elborgh-Woytek *et al.*, *op. cit.*, p. 7.
7. Esther Duflo, « Women empowerment and economic development », *Journal of Economic Literature*, vol. 50, n° 4, p. 1051-1079.
8. Organisation pour la coopération et le développement économiques, *Closing the Gender Gap: Act Now*, décembre 2012.
9. World Bank/International Finance Corporation, *Women, Business and the Law 2014: Removing Restrictions to Enhance Gender Equality*, septembre 2013.
10. David Cuberes et Marc Teignier, « Gender gaps in the labor market and aggregate productivity », *Sheffield Economic Research Paper*, 2012.
11. DeAnne Aguirre *et al.*, *Empowering the Third Billion. Women and the World of Work in 2012*, Booz & Company, 2012.
12. « The importance of sex », *The Economist*, 12 avril 2006.
13. « A guide to womenomics », *The Economist*, 12 avril 2006.
14. James Heintz, « Globalization, economic policy and employment: Poverty and gender implications », Organisation internationale du travail, Employment Strategy Paper, 2006/3, mars 2006.
15. « A guide to womenomics », *art. cit.*
16. Jean-Marie Monnier, « L'impôt sur le revenu, l'emploi des femmes et les inégalités de genre », *Revue Interventions économiques*, 41(2010), p. 4.
17. Sheryl Sandberg, *Lean In: Women, Work, and the Will to Lead*, WH Allen, 2013 ; *En avant toutes : les femmes, le travail et le pouvoir*, traduit par Marie Boudewyn, JC Lattès, 2013.

RAISON GARDER

LE FRONT NATIONAL ET LES HABITS NEUFS DE L'EMPEREUR

› **Gérald Bronner**

Le 11 septembre 2013, Stéphane Turk a tiré sur deux malfaiteurs tentant de braquer son commerce. Il a tué l'un deux. Connu désormais comme « le bijoutier de Nice », l'homme devra répondre de son acte devant la justice car la légitime défense n'a pas été retenue dans ce dossier.

Cette affaire n'aurait pas tant fait parler d'elle si les réseaux sociaux ne s'en étaient emparés. Une page de soutien a été immédiatement créée sur Facebook et, à la surprise générale, a recueilli plus d'un million de signataires en quelques jours (1). Beaucoup de commentateurs ont considéré que l'ampleur du soutien indiquait une « lepénisation » des esprits. De nombreux usagers de Facebook constataient avec dégoût que certains de leurs amis avaient « liké » la page de soutien. En d'autres termes, ils découvraient qu'ils avaient, sans le savoir, cohabité avec le diable.

En fait, le soutien au bijoutier ne dit pas grand-chose de plus qu'une approbation impulsive de la loi du talion. Or cette loi est probablement l'un des invariants moraux des sociétés humaines (2), il n'y a rien là que de très ordinaire. Mais pourquoi cela a-t-il suscité tant de commentaires, en ce cas ? Qu'y avait-il là de nouveau ?

La seule chose notable, mais pas des moindres, est que ce qui aurait relevé auparavant de discussions de comptoir, d'échanges privés, s'est soudainement vu élevé au rang d'information publique. Ce que permet ici Internet, c'est conférer une visibilité sociale à la banale approbation de la loi du talion. Auparavant, les médias conventionnels n'auraient pas consacré un article à cette approbation (sauf si un sondage avait été réalisé à ce sujet), aujourd'hui ils y sont contraints.

Seulement, l'exhibition publique de ce populisme moral pourrait avoir certaines conséquences. En effet, un paradoxe sociologique bien connu révèle que certains groupes majoritaires se croient minoritaires parce que les individus le constituant ne peuvent communiquer les uns avec les autres. Ils ne le peuvent parce qu'ils craignent, se croyant minoritaires, que l'expression publique de leur point de vue n'entraîne pour eux un coût social (qui peut aller de la simple désapprobation à la mise à mort, selon les circonstances). Une narration prototypique de cette situation a été proposée par Hans Christian Andersen en 1837 dans un conte bien connu, *les Habits neufs de l'empereur*. Ce conte met en scène, comme chacun sait, un empereur abusé par des escrocs prétendant lui vendre un habit que seuls les gens intelligents pourraient voir. Comme personne à la cour, pas plus que dans la rue, ne voulait passer pour un idiot, chacun prétendait percevoir l'habit et le trouver très élégant. Seul un enfant qui, dans sa candeur, déclara que le roi était nu, révéla publiquement une vérité que chacun connaissait intimement. Il provoqua alors un brusque retournement de l'opinion qui transforma une assemblée admirative en une foule hilare.

Cette révolution du marché cognitif que représente Internet joue un peu le rôle de l'enfant ingénu du conte d'Andersen, parfois pour le meilleur comme lorsqu'elle permet à des individus qui vivent sous une dictature de se savoir moins seuls dans la colère que leur inspire leur régime, parfois pour le pire lorsqu'elle fluidifie en quelque sorte le populisme,

Gérald Bronner est professeur de sociologie, spécialiste des croyances collectives et des phénomènes de cognition sociale, à propos desquels il a publié plusieurs livres, dont *l'Empire des croyances* (PUF, 2003), salué d'un prix de l'Académie des sciences morales et politiques, *l'Empire de l'erreur. Éléments de sociologie cognitive* (PUF, 2007), *l'Inquiétant Principe de précaution*, co-écrit avec Étienne Géhin (PUF, 2010), et *la Démocratie des crédules* (PUF, 2013, prix de la Revue des Deux Mondes).

› gerald.bronner@univ-paris-diderot.fr

qu'il soit moral ou cognitif. Car ces brusques mouvements d'opinion, qui sont visibles grâce à Internet, ne révèlent pas que d'utiles vérités (le roi est nu), ils excitent parfois, par la légitimité que confère le nombre, certaines pentes peu honorables de notre esprit. Le coût social à exprimer une opinion est fonction du nombre de personnes visibles la partageant. Pendant longtemps, quand un point de vue était considéré comme honteux, même s'il était secrètement approuvé, il était peu disponible dans l'espace public parce que ceux que l'on nomme les *gate keepers* (journalistes, commentateurs autorisés de l'actualité...) jouaient un rôle de régulation du marché de l'information, ce n'est plus tout à fait le cas.

Cette situation correspond beaucoup à ce que certains nomment un climat de dédramatisation du Front national. La notion de « désinhibition » souvent employée à ce sujet est très évocatrice, mais elle implique aussi une vision réductrice du problème si elle postule qu'il existerait deux types d'individus : ceux qui approuvent les idées frontistes et ceux qui ne les approuvent pas. Les premiers, « désinhibés », accepteraient de rendre public un point de vue qu'ils couvriraient du sceau du secret jusque-là. Si l'on y réfléchit un instant, c'est une vision désespérante de la démocratie car le seul danger alors serait que chacun découvre que le Front national est, en fait, secrètement majoritaire. Et si c'était le cas, ne serait-il pas légitime qu'il accède au pouvoir ? La fable d'Andersen projette une ombre un peu sinistre sur cette perspective.

Cette vision me paraît réductrice parce qu'elle néglige le caractère plastique de notre vie mentale et le fait que coexistent en chaque esprit des idées très contradictoires. Nous sommes probablement tous porteurs de choses un peu honteuses du point de vue moral : stéréotypes sexistes, ethniques, etc. C'est là notre condition anthropologique. Serions-nous mauvais ? Au contraire, ce qui fait la grandeur morale du sujet, c'est la possibilité qu'il a de recourir à son libre arbitre pour ne pas céder à certaines séductions mentales. Quelle valeur auraient les actes d'un individu qui serait déterminé à faire le bien sans ressentir jamais aucune tentation ? Les belles âmes n'ont pas de vertu parce qu'elles n'ont pas de vice.

Or, comme nous sommes porteurs de ces tentations, la légitimité que l'on confère à certaines d'entre elles va être en partie fonction de ce que l'on croit que les autres croient. Une forme de croyance miroir.

Si nous avons le sentiment que les autres sont majoritaires à exprimer une idée, il se peut que nous mettions à l'agenda de notre esprit des propositions qui, sinon, seraient restées à l'état de potentialité. Le risque que nous fait prendre la nouvelle situation du marché de l'information est celui d'une mise en scène inédite d'un démagogisme cognitif qui rend redoutable l'expression de ces croyances miroirs. Cette expression n'a pas besoin d'être objectivement fondée pour être efficace, il suffit à ceux qui y ont intérêt d'en donner l'illusion. Ainsi, un militant d'extrême droite expliquait récemment dans un entretien accordé au *Midi libre* (3) que certains groupuscules se livrent à une occupation constante de forums proposés par tous les sites d'information. Ces forums prennent prétexte d'articles publiés dans tel ou tel quotidien pour commenter l'actualité. Dès lors, la motivation des militants – et donc leur disponibilité – leur permet de faire masse sur ces espaces d'échanges électroniques. Leur point de vue n'est certainement pas représentatif de l'opinion générale, mais ils peuvent créer l'illusion d'une majorité silencieuse qui tire parti de l'anonymat de la Toile pour faire enfin entendre des points de vue de « bon sens ». Sans être un mouton, celui qui lit ces échanges, qui se sent ému par tel fait divers et en même temps indécis quant aux conclusions qu'il faudrait en tirer a des chances de se laisser influencer par le rapport de force argumentatif imposé sur ces forums.

Une eau souterraine

La croyance sur la croyance des autres est une des clés du développement ou du recul du Front national. Le danger que représente ce type de processus d'adhésion est qu'il n'est pas nécessairement linéaire, il peut donner lieu à des phénomènes de paliers ou d'accélération. En ce sens, il ressemble beaucoup à ce que le célèbre économiste John Maynard Keynes nommait le concours de beauté où le but n'est pas de déterminer qui est la plus belle des candidates, mais celle qui aura le plus de suffrages : il s'agit donc de se forger une croyance sur la croyance des autres. Keynes se servait de cette image pour expliquer les

mouvements erratiques qui pouvaient survenir parfois sur les marchés financiers fondés sur le même type de processus cognitifs.

Ce qui plaide en défaveur du scénario catastrophe de l'ascension fulgurante du Front national fondée sur des croyances miroirs, c'est qu'il existe des digues érigées depuis longtemps, qui prennent sans doute un peu l'eau mais demeurent solides. Le scénario de l'accession du parti d'extrême droite au pouvoir demeure peu crédible pour le moment, mais dans ce contexte, la surenchère de l'imagination du pire ne fait pas de bien. Le processus de « désinhibition » n'est pas encore achevé puisque le Front national a parfois du mal à trouver les candidats nécessaires à la constitution de listes pour les municipales – c'est le cas à Meaux, par exemple, ou même à Forbach, où ce parti fait pourtant des scores impressionnants.

Cependant, le populisme est un phénomène polymorphe, comme une eau montante, il est capable de contourner les digues, il use de sa botte secrète pour s'infiltrer : celle de faire passer ses idées pour du bon sens. Il mise sur le vraisemblable plutôt que le vrai. Et tandis que nous nous inquiétons beaucoup, à juste titre, de la montée possible du Front national, nous ne jetons qu'un coup d'œil amusé aux explications simplistes des phénomènes sociaux, politiques, sanitaires, scientifiques qui se répandent de plus en plus dans l'espace public et paraissent devenir la *doxa* de la Toile. Ces explications sont souvent monocausales, elles cherchent des groupes responsables bien identifiés pour rendre compte de nos maux, elles confondent volontairement des corrélations et des causalités... Elles rencontrent un certain succès car elles offrent tous les avantages du vraisemblable sans réclamer les efforts que suppose la recherche du vrai. Or, c'est évidemment à cette eau souterraine que le Front national pourrait puiser sa montée soudaine.

1. On compte aujourd'hui 1,6 millions de soutien à la page <https://www.facebook.com/soutienaubijoutierdenice>.

2. On en trouve les premières traces écrites dans le Code d'Hammourabi babylonien.

3. <http://www.midilibre.fr/2012/10/08/un-militant-repentini-balance-les-secrets-de-l-ultra-droite,574771.php>.

ESTHÉTIQUES

143 | Victor Hugo « quand il
n'est pas bête »

› **Alexandre Mare**

147 | ENTRETIEN – 914-1918.
Les avant-gardes artistiques
en guerre

› **Uwe M. Schneede**
et Eryck de Rubercy

VICTOR HUGO QUAND IL N'EST PAS BÊTE

› Alexandre Mare

À

première vue, le rapprochement entre Victor Hugo et les surréalistes pourrait sembler étonnant. En effet, quoi de commun entre l'écrivain, l'homme politique, le grand exilé, et les agitateurs, qui trente-quatre ans après la mort du poète, bousculeront les codes, piétineront les héritages, poursuivront l'aventure Dada en déboulonnant de leurs honorables places leurs aînés, ces modèles de bienséance littéraire et artistique qui les ont précédés ? En fait, les liens se révèlent étroits, surprenants parfois. C'est ce que dévoile l'exposition *la Cime du rêve* (1) en mettant au jour un rhizome d'affinités électives qui, loin de placer Hugo dans un rôle de statue du Commandeur, se révélera être comme un presque précurseur surréaliste. Du moins, un interlocuteur possible.

Plusieurs expositions abordent actuellement le surréalisme, questionnant son influence et ses éventuelles postérités. On pense bien sûr au *Surréalisme et l'objet* au Centre Pompidou, que l'on trouvera un

peu brouillonne et avec quelques manques importants, et à la captivante exposition *Joseph Cornell et les surréalistes à New York*, au musée des Beaux-Arts de Lyon. Celle présentée dans la Maison Victor-Hugo est plus modeste. Mais elle est aussi la plus joyeuse, la plus drôle, la plus étonnante. La plus surréaliste, pourrions-nous dire, tant celle-ci tente de coller à son sujet, d'en relever une histoire possible dans une démarche qui appartient si bien au mouvement : décortiquer, reconstruire, inventer. Et ici, le travail de commissariat (détaillé dans un catalogue également très réussi) est exemplaire – l'exercice aurait pu se révéler périlleux, poussif, cherchant absolument à créer du sens et des généalogies : il n'en est rien. Ainsi Vincent Gille et Alexandrine Achille jettent des ponts entre le XIX^e siècle et l'avant-garde de l'entre-deux-guerres déjà illustrés l'hiver dernier dans *Entrée des médiums*, qui avait montré le goût de Hugo pour l'occultisme. Occultisme, fantômes et autres spectres de l'inconscient, il en est bien sûr question dans cette nouvelle exposition qui présente un goût certain pour le bizarre et les beautés compulsives.

Pour la plupart des surréalistes, la position revendiquée alors – on ne s'en étonnera pas – est de détester Hugo. D'ailleurs, c'est Arthur Cravan, vrai précurseur Dada, et inspirateur surréaliste, qui donnera la *la* :

« Je ne comprendrai jamais comment Victor Hugo a pu, quarante ans durant, faire son métier. Toute la littérature, c'est : ta, ta, ta, ta, ta, ta, ta. L'Art, l'Art, ce que je m'en fiche de l'Art ! (2) »

Mais la position est plus ambivalente que cela. Se « ficher de l'art » c'est, en somme, mettre dans un même sac les salons, les poètes et les écrivains officiels, le bon sens et la poésie que l'on déclame – Cravan, lui, hurlait à tue-tête ses poésies et injuriait méthodiquement les passants. Ce n'est donc pas le Hugo des récitations apprises par cœur, mais bien plutôt celui qui s'intéresse à l'occultisme, à l'étrange, aux tâches d'encre qui captive les surréalistes. Un Hugo hors-cadre, en somme,

Alexandre Mare est commissaire d'exposition à la Villa Noailles. En 2013 il a édité les *Inédits* de René Crevel au Seuil et a dirigé la réédition du Dictionnaire du dadaïsme de Georges Hugnet aux Éditions Bartillat.

oblique. D'ailleurs, dès 1924, c'est écrit noir sur blanc dans le *Manifeste du surréalisme* : « Hugo est surréaliste quand il n'est pas bête. » Ce n'est pas une vue de l'esprit. C'est bien montrer là, avec un peu de provocation, que ses jeunes déboulonneurs ont des lettres (Desnos : « Hugo domina mon enfance »). Et comme l'écrira Breton : « À l'encontre de tous mes amis, je me laisse émouvoir par Hugo. Il est même ce que je trouve moyen de lire, parfois. » Aragon, Caillois, Desnos ou Georges Hugnet sont tous des lecteurs de Hugo. Il y en a d'autres. Et eux aussi, pour se libérer du carcan formel, s'adonneront aux mêmes jeux que le « père Hugo », comme l'appelle Desnos : calembours, rébus, retranscriptions de rêveries... Valentine Hugo, arrière-petite-fille, par alliance (avec Jean) de Victor, avait montré à ses amis les dessins de l'illustre ancêtre. Tout cela, en quelque sorte, reste en famille. Tout cela est une affaire de filiation. Une filiation formelle. Dans *Poisson soluble* (3), en 1924, Breton écrit :

« Un rat qui revenait des abattoirs me dit : “Je ne garde aucun souvenir de la guerre de 1870. Te souviens-tu de VH, ce vieillard qui pêchait en eaux troubles ? Si tu veux je vais te faire visiter les égouts.” »

Des eaux troubles ? C'est sans doute dans les dessins de Hugo que l'on en trouvera le plus. Des ruines aussi (Breton s'amusant à poser devant de fausses ruines postromantiques du désert de Retz, comme Hugo devant les ruines de quelque châteaux...). Des abîmes, des mers déchaînées, des monstres marins faits de taches d'encre, de frottages, de découpages, que l'écrivain, dans son coin, faisait en amateur. Oui mais voilà, certains sont géniaux et les surréalistes l'ont bien compris, Breton en tête, qui en publia, en 1933, dans le premier numéro de la revue *Minotaure*. Une manière de bien cadrer les choses, donc. Hugo surréaliste, c'est entendu. Reprenons : frottages, décalcomanies, estompages, découpages, taches, ce sont les mêmes techniques, les mêmes préoccupations formelles que l'on trouvera chez Óscar Domínguez, Max Ernst, Georges Hugnet, Toyen ou Francis Picabia. *Tache et éclaboussures* de Hugo ; à peine deux générations plus tard – c'est-à-dire,

en termes d'histoire de l'art, pas grand-chose – Picabia au-dessus d'une tache d'encre à la ressemblance trouble écrit : *La Sainte Vierge*. Picabia va donc plus loin. Bien sûr, tout cela est donc avant tout une affaire formelle. Les préoccupations, littéraires, artistiques et plus encore politiques, ne sont pas les mêmes, tout cela n'appartient résolument pas à la même époque, aux mêmes urgences. Mais peut importe, tout le monde est sur une même longueur d'onde, justement.

Hugo lui-même avait donné le mot d'ordre : « Allez au-delà, extravez »... Extravaguer, Hugo va aussi le faire en s'inquiétant d'occultisme, de rêve, de séances médiumniques et de tables tournantes. Les surréalistes, notamment Crevel, Desnos, Aragon, vont eux aussi extravaguer, emmener le groupe dans l'une des premières aventures du mouvement, les « Sommeils hypnotiques », censés libérer l'esprit et la parole. D'ailleurs, tous vont noter fébrilement ce qui, comme le dit Hugo, « sort des bouches d'ombre » : « Les phénomènes du sommeil mettent-ils la partie invisible de l'homme en communication avec la partie invisible de la Nature ? (4) » Dès la première livraison de *la Révolution surréaliste* le 1^{er} décembre 1924, dès la première page, on trouvera les récits de rêves de Chirico ou de Breton. Voilà ce qu'est extravaguer. Voilà une belle généalogie. Et, de fait, c'est bien l'exploration sans limites de l'imaginaire que retrouvent les surréalistes dans ce Hugo, *quand il n'est pas bête*. Alors l'on comprendra que les sculptures de Bellmer, les photographies de Man Ray, d'Uzac, les romans de Crevel, les peintures de Masson ou de René Magritte, bref, toutes ces œuvres que l'on peut actuellement voir dans l'appartement de Victor Hugo, sont bien toutes issues de cette préoccupation hugoesque : celle d'extravaguer. Ce n'est pas si mal donc, *d'extravaguer*.

1. *La Cime et le rêve, les surréalistes et Victor Hugo*, Maison Victor-Hugo à Paris, jusqu'au 16 février 2014.

2. Arthur Cravan, *Maintenant*, n° 3, octobre-novembre 1913.

3. André Breton, *Poisson soluble*, Gallimard, 1996.

4. Victor Hugo, *William Shakespeare*, Flammarion, 2003.

1914-1918 LES AVANT-GARDES ARTISTIQUES EN GUERRE

› Entretien avec
Uwe M. Schneede
réalisé par Eryck de Rubercy

On pourrait penser qu'avec ce thème chronologique, qui la fait situer dans le contexte des années 1914 à 1918, l'exposition que présente actuellement le Centre d'art et d'expositions de la République fédérale d'Allemagne à Bonn épuise sa substance à la seule évocation historique d'un conflit qui mit un terme à cet âge d'or, qui dura un quart de siècle, où idées, œuvres, artistes et collectionneurs circulaient librement et constamment en Europe (1). Et pourtant, son propos n'est pas d'ajouter une date pour le moins voyante à une liste déjà significative d'expositions ayant honoré d'une étude approfondie ou d'une rétrospective les premières années du XX^e siècle, celles de 1905, 1907, 1910, 1912, c'est-à-dire d'avant les horreurs des combats, ou de « 1917 » (2) ou encore de 1918 qui mit fin à la Première Guerre mondiale. L'inventaire des richesses nouvelles ayant été dressé pour les années d'avant 1914 ainsi que pour les années vingt, cette exposition n'est pas pour autant le simple constat de la situation formelle de quatre années de guerre mais opère davantage en profondeur, et cela en explorant – ce qui n'avait jamais été entrepris jusqu'à présent – les processus de transmission à travers les mouvements artistiques internationaux de l'époque, ceux antérieurs à la guerre comme l'expressionnisme et le

futurisme mais aussi ceux suscités en réaction contre elle – essentiellement Dada et De Stijl. Surtout elle ne néglige l'impact de la guerre, ni dans la vie, ni bien sûr dans les œuvres des artistes. Léger fut brancardier, Kokoschka cavalier, Beckmann infirmier, Derain artilleur, Dix mitrailleur... et ce sont les cubistes qui pensèrent pour la première fois au camouflage d'équipement militaire. Mais, qu'ils fussent engagés ou non dans l'aventure historique, le cataclysme de la guerre provoqua en eux des déplacements d'intérêt, des replis douloureux ou des démarches inattendues quand nombre d'entre eux tombèrent sous l'uniforme tels August Macke, Franz Marc, Raymond Duchamp-Villon, Umberto Boccioni, ou Henri Gaudier-Brzeska...

Si donc le choix du sujet de cette exposition s'est porté sur les années qu'a duré le conflit comme point de cristallisation des avant-gardes, c'est qu'elles permettent vraiment d'analyser dans leurs conséquences les phénomènes de brutale rupture esthétique ; l'étude des modalités de ces différentes ruptures étant d'un intérêt primordial pour la compréhension des sources artistiques du XX^e siècle, dont le renouvellement demeure toujours un sujet d'étonnement. Cette exposition divisée en quatre sections avec plus de trois cents peintures, dessins, sculptures et photographies, qui établit en fin de compte dans quelle mesure l'art et la guerre comme expérience de la vie ont partie liée, est suffisamment exceptionnelle pour qu'il nous ait paru intéressant d'interroger son commissaire en la personne d'Uwe M. Schneede, notamment sur ces artistes allemands qui « sans rien avoir naturellement de va-t-en-guerre, ni de nationalistes ou de francophobes, considéraient la guerre d'une manière plutôt apolitique, comme un événement humain devant se produire à un moment ou à un autre, mais aussi inévitable qu'une catastrophe naturelle » de sorte que « dans cette situation extrême qu'était la guerre, ces artistes encore relativement jeunes et en plein développement furent confrontés brusquement, et de la manière la plus terrible qui soit, à une réalité qui détruisit en eux toute foi en des idéaux et en une image optimiste, voire idéaliste, de l'être humain. Cette expérience – commune et aussi unificatrice – se transforma en un défi décisif » (3), tant il est vrai qu'après la guerre l'art se sera trouvé au début d'une ère différente.

Eryck de Rubercy



Revue des Deux Mondes – Comment les avant-gardes artistiques s’inscrivent-elles en parallèle avec la guerre de 1914-1918 ?

Uwe M. Schneede Ce qui est intéressant, c’est la manière très différente dont les artistes ont réagi d’une nation à l’autre. Chez les artistes allemands, les événements dévastateurs vécus au front ébranlèrent l’image que l’on se faisait de l’homme – que l’on songe à Otto Dix, à Max Beckmann ou à Ernst Ludwig Kirchner – tandis qu’en même temps les moyens d’expression traditionnels partaient à vau-l’eau. En France, de tels effets existentiels sur l’art sont plus rares, mais il y eut trois réactions contraires, inconnues en Allemagne : Fernand Léger se laissa sensiblement inspirer par l’esthétique de la guerre, tandis que Robert Delaunay, alors à l’étranger, échappait à l’incorporation militaire et que Félix Vallotton, Français naturalisé, créait, au retour d’une visite au front dont le gouvernement attendait qu’il lui apportât des images de la guerre, une série de tableaux la dénonçant. Au reste, nombre d’artistes français (Dunoyer de Segonzac, Jacques Villon, Roger de La Fresnaye, etc.) étaient occupés à appliquer le vocabulaire formel du cubisme au camouflage d’engins militaires. En Italie, les futuristes s’enflammaient pour la guerre ; en Angleterre, quelques tenants du vorticisme, qui leur étaient apparentés à la fois en esprit et en matière de style, devinrent même des peintres de guerre officiels. Face à cela, les artistes de l’avant-garde russe, qui étaient tournés en fait vers l’Occident mais qui se retrouvaient à présent prisonniers chez eux, rivalisaient à l’envi de radicalité, dans une sorte de lutte de compétition, en tout premier lieu Kasimir Malevitch avec son abstraction totale et Vladimir Tatline, poussant jusqu’à l’extrême de leur logique ses assemblages de matériaux. Leur travail ne portait donc pas sur la guerre, mais se faisait sous la pression de la guerre. Et dans

Né en 1939, Uwe. M. Schneede a été, de 1986 à 1991, professeur d’histoire de l’art à l’université Ludwig-Maximilian de Munich, puis, de 1991 à 2006, directeur de la Kunsthalle de Hambourg. Commissaire en 2010 de l’exposition allemande *Le Plus Beau Musée du monde. Le musée Folkwang d’Essen avant 1933* (2010), il a publié aux éditions C. H. Beck *Die Geschichte der Kunst im 20. Jahrhundert* (2001), *Vincent Van Gogh* (2003), *Die Kunst des Surrealismus* (2006), *Die Kunst der Klassischen Moderne* (2009) et *Beckmann* (2009), paru en français aux Éditions Hazan.

les pays neutres (ou qui l'étaient encore), vinrent se rassembler des réfugiés de guerre de toutes nationalités qui y moquèrent les valeurs bourgeoises sous le slogan de Dada. Ce fut le cas d'abord en Suisse, puis également à Barcelone et à New York.

Revue des Deux Mondes – Peut-on dire qu'avec la guerre s'ouvre une assez longue période peu propice à la création onirique ?

Uwe M. Schneede Effectivement, le désenchantement provoqué par la guerre amena tant en France avec Picasso et Derain qu'en Allemagne avec la nouvelle objectivité (*Neue Sachlichkeit*) et en Italie avec le Novecento le retour à certaines formes classiques et réalistes. Il est frappant également de constater que, dans son application, juste après la fin de la guerre, l'abstraction se fit sobre, pragmatique et fonctionnelle, autrement dit qu'elle devint utilisable, par exemple en Hollande avec De Stijl, en Allemagne avec le Bauhaus et en Union soviétique avec les Ateliers supérieurs d'art et de technique – les Vhutemas (4). D'un autre côté, en tant que mouvement global, le surréalisme des années vingt et trente qui, selon le témoignage d'André Breton, ne pouvait se concevoir sans l'expérience de la guerre, remit en selle l'inconscient et le fantastique d'une façon nouvelle et révolutionnaire, et ce tant en littérature que dans les arts plastiques, au cinéma et en photographie.

Revue des Deux Mondes – Y a-t-il jamais eu, comme au cours de la Première Guerre mondiale, une époque de création aussi féconde avec l'expressionnisme, le cubisme, le futurisme, le dadaïsme, De Stijl, le suprématisme... pour mener la bataille de l'Art nouveau ?

Uwe M. Schneede Je crois que sur ce point, il convient de nuancer. L'expressionnisme allemand connut son apogée juste avant le début de la Première Guerre mondiale ; le groupe du Blaue Reiter (« cavalier bleu ») fut inévitablement contraint de se dissoudre parce que Wassily Kandinsky, Alexej Jawlensky et Marianne von Werefkin durent

quitter l'Allemagne en tant qu'« étrangers ennemis », et que les autres artistes partirent à la guerre : August Macke tomba en 1914 et Franz Marc en 1916, en France. Le futurisme italien des origines fut considérablement affaibli par la mort d'Umberto Boccioni et d'Antonio Sant'Elia. Quant à la France, le cubisme, dit-on, aurait définitivement cessé lorsque Picasso fit ses adieux à Braque en partance pour la guerre. Dada en revanche s'activa comme nouveau mouvement de protestation international. Mais il y eut aussi d'autres temps forts : dans un hôpital militaire de Ferrare, Giorgio de Chirico créait des œuvres incomparables qui allaient préparer la voie du surréalisme. À New York, Marcel Duchamp, réfugié là-bas pour échapper aux désordres de la guerre, travaillait au *Grand Verre* et lançait le *ready-made*, tandis qu'à Petrograd et à Moscou, l'avant-garde russe se radicalisait. Et puis, pendant la guerre, il y eut aussi quelques artistes isolés, comme Egon Schiele, Paul Klee ou Max Beckmann, qui reprirent tout de zéro. C'est ainsi que sur le plan international, l'art se transforma et se renouvela de mille et mille façons : à cause de la guerre ou contre la guerre, en dépit de la guerre ou sous sa pression.

Revue des deux Mondes – L'une des plus évidentes conséquences de la Première Guerre mondiale n'a-t-elle pas été que Dada, en tant que mouvement antibourgeois en réaction contre la guerre, ait été international et ne connaisse pas de frontières ?

Uwe M. Schneede Ce n'est pas en raison de la poursuite de buts artistiques communs que les écrivains et les peintres se rassemblèrent à Zurich. Ce qui les unissait, c'était le dégoût de la guerre et la haine qu'ils éprouvaient envers ceux qui l'avaient fomentée. Ils fuirent leurs pays en guerre pour se réfugier dans ce pays neutre qu'était la Suisse. « Dégoûtés par les boucheries de la Grande Guerre », écrivait Hans Arp, « à Zurich nous nous adonnions aux beaux-arts. Tandis que dans les lointains grondait le tonnerre des canons, nous, de toutes nos forces, nous chantions, nous peignions, nous faisons des collages et écrivions des poèmes. Nous recherchions un art élémentaire qui devait

guérir les hommes de la folie des temps ainsi qu'un ordre nouveau qui allait établir un équilibre entre le ciel et l'enfer. » Et ils étaient tous opposés à la guerre, opposés à la bourgeoisie, et, *last but not least*, opposés à l'art bourgeois. L'invention créatrice la plus marquante des Dada, le collage en tant qu'expression critique de l'art et de la réalité, ne devint une pratique de représentation à grande échelle qu'immédiatement après la guerre. Au début, à Zurich, c'était la révolution de la danse, la destruction de l'usage traditionnel de la langue et de la représentation artistique, l'introduction du hasard, le recours à l'objet qui se trouvait là, et surtout, comme genre nouveau : l'art de l'action. À la destruction du monde, les Dada répondirent par la destruction des moyens artistiques et linguistiques traditionnels afin de préparer la voie de nouvelles conduites et de nouveaux procédés en art. En ce sens, Dada fut effectivement la conséquence la plus évidente et la plus bruyante de la guerre, celle finalement qui connut, sur le plan international également, le développement le plus grand.

Revue des Deux Mondes – Finalement, est-il surprenant que les quatre années de guerre aient été artistiquement des années de renouvellement formel ?

Uwe M. Schneede À première vue, le renouvellement qui eut lieu à cette époque semble particulièrement surprenant, d'autant plus qu'en tant qu'historien de l'art, on n'a pas très envie de proclamer que c'est justement à la guerre que l'on doit le grand art. Paul Klee cependant, alors qu'on était encore en guerre, se demandait déjà si son œuvre aurait pris un essor comparable à celui des années 1916-1917 s'il avait continué à couler des jours tranquilles. Et il admit que ce qu'il avait vécu là de particulier avait sans doute eu une large part à cet essor : l'aliénation de tout ce qui vous était familier, et – le concernant directement – l'expérience d'avoir dû tuer, d'avoir dû voir mourir, tout cela vous faisait percevoir le monde avec une plus grande acuité, dans un contexte plus vaste, tout cela avait multiplié les audaces de la création artistique. De fait, il semble que la façon multiple dont chaque indi-

vidu a vécu l'effondrement de toutes les valeurs et de tous les systèmes et que les situations extrêmes dont souffrirent tous les artistes, et ce lors même qu'ils retrouvèrent le chemin de leurs ateliers, aient rendu plus sensible la perception que l'on avait des choses et radicalisé les attitudes que l'on avait face à elles ; il semble qu'elles aient multiplié les audaces et amené les artistes à préciser leurs procédés artistiques. Dans l'effondrement de l'ancien monde, l'art se cherchait de nouveaux espaces de liberté pour le XX^e siècle.

Traduit de l'allemand par Françoise L'Homer-Lebleu

1. 1914 *Die Avantgarden im Kampf*, exposition présentée jusqu'au 23 février 2014 au Centre d'art et d'expositions de la République fédérale d'Allemagne, Friedrich-Ebert-Allee 4, 53113 Bonn. Catalogue de l'exposition, Bundeskunsthalle Bonn, textes (en allemand) par Régine Bonnefoit et Gertrud Held, Uwe Fleckner, Eckhart Gillen, Christine Hopfengart, Lucian Hölscher, Friederike Kitschen, Joes Segal, Uwe M. Schneede et Jay Winter avec des notes biographiques sur les artistes entre les années 1914 jusqu'à 1918 par Natacha Bolle.
2. Titre de l'exposition présentée en 2012 au Centre Pompidou-Metz qui avait pour ambition de s'arrêter sur ce seul moment.
3. Uwe. M. Schneede, *Beckmann*, Hazan, 2009, p. 47 et p. 53.
4. Créées en 1920 au lendemain de la révolution d'Octobre, les Vhutemas – Ateliers supérieurs d'art et de technique – étaient composés de huit facultés : trois dites des beaux-arts (peinture, sculpture et architecture) et cinq dites industrielles ou de production (travail du bois, du métal, textile, céramique et arts graphiques).

CRITIQUES

MUSIQUE

Aïda, Elektra, la Vestale

› **Mihaï de Brancovan**

DISQUES

René Jacobs revisite la *Passion*
selon saint Matthieu

› **Jean-Luc Macia**

MUSIQUE

Aïda, Elektra, la Vestale

› Mihai de Brancovan

O n n'avait plus vu *Aïda* à l'Opéra de Paris depuis 1968 : c'était au Palais Garnier, avec la sublime Leontyne Price en esclave éthiopienne, et dans une mise en scène d'un autre âge, réglée en 1939 par un certain Pierre... Chéreau ! Les épisodes dansés provoquèrent une telle hilarité qu'on les supprima dès la deuxième représentation. Quarante-cinq ans plus tard, nous les retrouvons grâce à la nouvelle production marquant l'entrée – le jour même du 200^e anniversaire de la naissance de Verdi – de l'ouvrage au répertoire de Bastille ; mais le public n'accueille guère plus chaleureusement ces soldats en treillis exécutant, torse nu, fusil à la main, la *Danse sacrée des prêtresses*, ni cette danseuse en tutu évoluant gracieusement pendant la scène du triomphe tandis que, s'élevant, le plateau laisse voir des dizaines de cadavres empilés les uns sur les autres. Le reste du travail d'Olivier Py ne convainc pas davantage, tant il est truffé de contradictions. Dans un entretien accordé au journal de l'Opéra, le (trop) prolifique homme de théâtre insiste sur le caractère éminemment intime d'*Aïda*, pourtant totalement absent de son spectacle : rien d'intime, en effet, dans les décors pesants, tape-à-l'œil, de Pierre-André Weitz, dont les palais, temples et l'arc de triomphe semblent en or massif. Sans parler de cette quasi-réplique (évidemment dorée) du Vittoriano de Rome, portant l'inscription « Vittorio Emanuele Re d'Italia » ! Car, vous l'avez déjà deviné, l'action ne se déroule nullement dans l'Égypte des pharaons, mais bien dans l'Italie du Risorgimento, où les Autrichiens incarnent les (méchants) Égyptiens et les Italiens les (gentils ?) Éthiopiens. Ramfis devient un haut prélat

catholique, il y a une immense croix couverte de flammes, un char (doré), des membres du Ku Klux Klan, voire des porteurs de pancartes telles que « Les étrangers dehors » ou « Vive les colonies ». Le moins que l'on puisse dire, c'est que cela manque singulièrement de clarté, de cohérence.

Deux distributions alternaient. Celle que j'ai entendue réunissait le Radamès à la fois vaillant et subtil de Robert Dean Smith, plus connu pour ses interprétations wagnériennes, l'Aïda sensible de la Vénézuélienne Lucrezia Garcia, le Ramfis imposant de Roberto Scandiuzzi, l'Amonasro sans grande finesse de Sergey Murzaev. La Russe Elena Bocharova (Amneris) a une vraie voix de mezzo, qui ne porte cependant pas assez et souffre d'une émission pâteuse. Puissant et raffiné tour à tour, capable, dans le prélude ou l'admirable duo final, de *pianissimi* éthérés dans l'extrême aigu des cordes, l'orchestre brillait de mille feux sous la baguette précise et inspirée de Philippe Jordan.

Toujours à Bastille, le même Philippe Jordan, décidément présent sur tous les fronts, dirigeait, en alternance avec *Aïda*, cet extraordinaire concentré de violence qu'est l'*Elektra* de Richard Strauss ; une violence non moins présente d'ailleurs dans le texte de Hugo von Hofmannsthal que dans la musique du maître bavarois. Plus d'un siècle après sa création à Dresde, en 1909, on est encore stupéfait par la modernité de cette première collaboration entre les deux artistes. Sans nullement chercher à l'atténuer, Jordan met aussi en évidence ce qu'il y a de lyrique, de sensuel même dans la partition. Si, chauffé à blanc, l'orchestre atteint des sommets d'intensité sonore, il reste constamment d'une parfaite transparence et ne rend jamais inaudibles les voix de chanteurs soumis, néanmoins, à rude épreuve. Dans l'épuisant rôle-titre, la Suédoise Irène Theorin compense un assez fort vibrato dans le médium par des aigus impressionnants et une endurance qui ne l'est pas moins. À ses côtés, la Chrysothémis épanouie de Ricarda Merbeth, l'Oreste de Evgeny Nikitin, voix ample,

chaude, enfin, la Clytemnestre de Waltraud Meier, encore jeune et séduisante – l’opposé même de ce que l’on fait habituellement de ce personnage. Elle surgit étendue, en chemise de nuit blanche, sur un immense lit que portent à bout de bras vingt-quatre servantes, sorte de chœur antique constitué de doubles d’Elektra.

C’est l’une des images les plus frappantes de la mise en scène, belle et sobre, de Robert Carsen. Le décor oppressant de Michael Levine se résume à trois hauts murs entourant un sol en terre noire avec, au centre, la tombe d’Agamemnon, par laquelle on accède à un palais de Mycènes curieusement souterrain.

Après cent cinquante-neuf ans d’absence des affiches de la capitale, *la Vestale* – opéra français de l’Italien Gaspare Spontini, créé en 1807 à Paris – faisait son retour, au Théâtre des Champs-Élysées. Une résurrection très attendue mais qui, malheureusement, n’a pas donné entière satisfaction. Défendue avec fougue par le jeune et talentueux Jérémie Rhorer à la tête de son Cercle de l’Harmonie, dont les membres jouent sur instruments d’époque, et de l’excellent chœur Aedes, la partition ne manque, certes, ni de vigueur ni d’originalité – quelques spectaculaires effets d’orchestration, avec force cuivres et percussion, seront d’ailleurs repris plus tard par Berlioz et Wagner, qui l’admiraient tout particulièrement ; mais elle est inégale : le premier acte, par exemple, a nettement moins d’intérêt que les deux suivants. Cette légère déception est aussi due à la mise en scène assez plate d’Éric Lacascade, dont le moment le plus réussi est, paradoxalement, la réjouissante course-poursuite qu’il a imaginée pour le très artificiel *happy end* de cette tragédie. Si l’Albanaise Ermonela Jaho prête à Julia, la vestale condamnée à mort et sauvée *in extremis*, une voix pure et souple, Béatrice Uria-Monzon se distingue en Grande Vestale surtout par un vibrato démesuré. Andrew Richards est un Licinius solide, Jean-François Borras un Cinna au style irréprochable.

DISQUES

René Jacobs revisite la *Passion selon saint Matthieu*

› Jean-Luc Macia

Depuis trois décennies, musicologues et musiciens poléminent sur la manière d'interpréter la musique sacrée de Bach. Outre la question des instruments d'époque et celle du diapason adéquat, les discussions font rage autour du nombre d'interprètes requis : le Cantor de Leipzig n'avait-il à sa disposition qu'un maigre effectif (un chanteur et un musicien par partie) ou bien dirigeait-il un orchestre et un chœur plus fournis, sans aller bien sûr jusqu'aux formations pléthoriques utilisées au XIX^e siècle ? Avec son enregistrement de la *Passion selon saint Matthieu* (1), René Jacobs s'intéresse à une autre problématique : les conditions acoustiques d'une exécution en l'église Saint-Thomas à une date précise, 1736. La célèbre *Passion* a été créée en 1727 et jouée plusieurs fois mais il semble que neuf ans plus tard les deux chœurs et les deux orchestres prévus par Bach pour cette œuvre monumentale aient été disposés sur deux tribunes opposées aux deux extrémités de la nef. Gadget ? Peut-être, d'autant que les effets qui en découlent sont surtout décelables lors d'une écoute en multicanal. Se fondant sur les travaux de Konrad Küster, Jacobs imagine que le second chœur et le second orchestre sont d'effectifs moins importants que les premiers. Il prend d'autres initiatives plus inattendues : la présence d'une maîtrise d'enfants s'ajoutant au second chœur, l'utilisation du

luth – guère vraisemblable historiquement – et du clavecin. Mais par-delà cette volonté d’innover, il y a une conception radicale et efficace de la dramaturgie bachienne, une mise en scène et en espace de ce théâtre sacré qui depuis près de trois siècles nous plonge avec force dans les derniers moments du Christ. D’emblée cette lecture saisit l’auditeur et ne relâche jamais la tension : le récit de l’Évangéliste (superbe Werner Güra) distille une émotion à fleur de peau qui donne des frissons ; il donne à voir vraiment la progression du calvaire. Et ces airs fébriles, ces dialogues choraux au bord de la frénésie, la magie des déclamations du Christ dont l’aura nous touche sans cesse font, au-delà des polémiques, tout le prix de cette version haletante. Plus quelques solistes de grand talent : Sunhae Im, Bernarda Fink et Konstantin Wolff. Une vision personnelle, peut-être contestable mais assurément impressionnante, de la *Passion selon saint Matthieu*.

Et aussi...

Plusieurs fils de Bach ont été, dans l’ombre de leur père, des musiciens remarquables apportant leur touche à l’évolution de la musique vers le classicisme et le romantisme. Le plus doué, Carl Philipp Emmanuel (1714-1788) a participé à cette turbulente période – « orages et passion » – où s’amorcent les secousses du préromantisme. Ses concertos, ses symphonies et quelques pièces pour clavier en témoignent. Un exemple de cette transition ambiguë vers le futur musical nous est offert par ses œuvres pour viole de gambe, un instrument alors en bout de course, près d’être supplanté par le violoncelle, et clavier. Pour bien montrer ce choc des époques dans un disque admirablement maîtrisé (2), Emmanuelle Guigues a choisi de faire dialoguer son instrument alors presque obsolète avec un piano qui vivait, lui, ses premiers pas. Trois sonates durant, nous jouissons ainsi de l’affrontement entre l’âcreté ténébreuse de la gambe et le soyeux cristallin d’un clavier aux éclats

métalliques. Les audaces harmoniques de Carl Philipp Emmanuel Bach n'en ressortent que mieux avec ses dissonances calculées, ses brisures et ses rebonds mélodiques. Le pianiste Daniel Isoir nous offre en plus trois pages pour clavier seul où l'inventivité du fils égale les audaces les plus manifestes du père. Un disque peu banal.

Un siècle plus tard, le romantisme est passé par là. La musique a pris une autre ampleur, un sens plus riche, plus émotionnel. Brahms est en quelque sorte à l'aboutissement d'une épopée, un archétype du créateur classique au milieu des tourbillons post-romantiques (Wagner !). Ses deux concertos pour piano atteignent à des dimensions symphoniques qui combinent une virtuosité transcendante et une emphase orchestrale déjà expressionniste. Hélène Grimaud n'avait autrefois gravé que le premier ; devenue une star mondiale, elle ose cette fois les deux concertos en un double album exceptionnel (3). Accompagnée par deux orchestres différents (celui de la Radio bavaroise et le Philharmonique de Vienne), tous deux somptueux, et par un seul chef, le brillant Andris Nelsons, la pianiste française construit deux univers contrastés riches en couleur et en souffle épique. Dans le premier elle joue à intégrer son clavier dans une pâte orchestrale grandiose, au lyrisme sobre. Dans le second, elle parvient à mener les débats avec une verve cinglante qui fait merveille dans les deux premiers mouvements, sans doute les plus novateurs de Brahms. Mais on aime aussi ses allanguissements d'une mâle poésie dans les deux adagios, et la sonorité épanouie, fugitivement percutante, de son piano. Une belle démonstration.

Nous avons évoqué longuement ici l'année Verdi. Comment mieux achever son bicentenaire qu'en écoutant sa musique sacrée ? Le *Requiem*, bien sûr, dont Daniel Barenboim a réalisé un enregistrement tonitruant à la Scala (4) avec les forces de cette fameuse maison où Verdi est un peu chez lui. Outre le dynamisme d'une direction lyrique aux

envolées éperdues, on salue un quatuor exceptionnel de solistes : Anja Harteros, Elina Garanca, Jonas Kaufmann et René Pape. Difficile de faire mieux dans le domaine du chant verdien. Antonio Pappano a opté pour les pages ultimes du compositeur en nous offrant dans *Sacred Verdi* (5) les quatre pièces sacrées écrites à la fin de sa vie : deux pages *a cappella* aux harmonies raffinées (*Ave Maria*, *Laudi alla Vergine Maria*) et deux autres d'une ampleur proche du *Requiem* : un singulier *Stabat Mater* à la lumière explosive et surtout un concis mais torrentiel *Te Deum*. L'orchestre et le chœur de l'Académie Sainte-Cécile de Rome y sont étourdissants. En complément un rare *Ave Maria*, plus ancien, et le spectaculaire *Libera me* extrait du *Requiem*, ce qui nous donne un CD idéal pour apprécier la plume d'un compositeur vieillissant mais sûr de sa maîtrise.

Pour finir, allons à l'opéra, mais sans Verdi. Un siècle plus tôt, le Belge François-Joseph Gossec connaissait la gloire à Paris avant de tomber dans l'oubli. On le redécouvre depuis quelques décennies et son *Thésée* recréé pour nous par Guy Van Waas (6) démontre son savoir-faire, son sens du théâtre et son écriture d'un classicisme très pur. Certes, la terrible confrontation entre Médée et Thésée est un peu édulcorée par le livret mais cette succession d'airs aux tournures savoureuses, cet équilibre instrumental, ces chœurs puissants raviront les amateurs des beautés sereines du XVIII^e siècle finissant. Avec la complicité d'une jeune école de chant en grand progrès, symbolisés ici par l'excellent ténor canadien Frédéric Antoun, la soprano Virginie Pochon et le baryton Tassis Christoyannis, Van Waas fait revivre les prestiges d'un art français qui annonce les grands créateurs du XIX^e. Belle contribution du Chœur de chambre de Namur et de l'orchestre Les Agréments.

Maurice Ravel n'a composé que deux brefs opéras mais tous deux savoureux. Une production du festival de Glyndebourne nous permet de les retrouver en DVD dans la

mise en scène irrésistible de Laurent Pelly (7). Celui-ci avait monté *l'Heure espagnole*, cocasse pochade à la Marivaux, à l'Opéra de Paris en 2004. La verve de son travail, dans le bric-à-brac d'une boutique d'horloger hors norme, est d'une drôlerie sans égale avec la complicité de chanteurs à la diction parfaite, au style adéquat et à l'humour subtil, notamment Stéphanie d'Oustrac, Elliot Madore et François Piolino. L'inventivité de Pelly nous émerveille dans *l'Enfant et les sortilèges*, cette féerie écrite sur un livret de Colette. Magie, poésie et gags se succèdent dans cette production où un enfant brise-tout s'affronte aux objets de sa chambre et aux animaux du jardin. La mise en scène fourmille d'idées géniales, d'effets inattendus et de cocasseries charmeuses. Un régal que conforte la direction colorée de Kazushi Ono. Un bijou.

1. Jean-Sébastien Bach, *Passion selon saint Matthieu*, 2 SACD et un DVD Harmonia Mundi HMC 802156 58.
2. Carl Philipp Emmanuel Bach, *Sonates, rondos et fantaisies*, CD agOgique AGO012.
3. Hélène Grimaud, *Brahms, Concertos pour piano*, 2 CD Deutsche Grammophon 479 1058.
4. Verdi, *Requiem*, 2 CD Decca 478 5245.
5. *Sacred Verdi*, CD Warner Classics 9 84524 2.
6. François-Joseph Gossec, *Thésée*, 2 CD Ricercar RIC 337.
7. Ravel, *l'Heure espagnole. L'Enfant et les sortilèges*, DVD Framusica FRA 008.

NOTES DE LECTURE

Sébastien Lapaque
Autrement et encore.
Contre-journal

› Lucien d'Azay

Paolo Virno
Et ainsi de suite.
La régression à l'infini et
comment l'interrompre

› Gérard Albigson

William March
Compagnie K

› Gérard Albigson

Lee Seung-U
Le Vieux Journal

› Aurélie Julia

Pierre Riché
Les Lumières de l'an mille

› Charles Ficat

Temps noir. La revue des
littératures policières, n° 16

› Olivier Cariguel

Patrick Boucheron
Conjurer la peur.
Sienna, 1338 : essai sur la force
politique des images

› Édith de La Héronnière

Sergio Luzzatto
Padre Pio. Miracles et politique
à l'âge laïc

› Édith de La Héronnière

Daniel Lindenberg
Y a-t-il un parti intellectuel en
France ?

› Charles Ficat

Raffaele Simone
Les Passions de l'âme

› Aurélie Julia

Olivier Davenas
Teen ! Cinéma de l'adolescence

› Alexandre Mare

Laurent Lemire
Où sortir à Paris ? Le guide du
soldat allemand 1940-1944

› Olivier Cariguel

JOURNAL

Autrement et encore. Contre-journal Sébastien Lapaque

Actes Sud | 368 p. | 22,80 €

À la suite d'*Au hasard et souvent* (2010), *Autrement et encore* reprend l'essentiel d'un bloc-notes que Sébastien Lapaque tient chaque semaine dans *Témoignage chrétien*. Le tout agrémenté de lectures savoureuses, et ponctué de citations *ad hoc* en guise de liant. La forme du « contre-journal » convient parfaitement à ce rebelle érudit qui ausculte l'époque avec son stéthoscope – car c'est le cœur qui l'intéresse – pour localiser l'origine du mal. Comme il n'entre dans aucune catégorie sinon pour en faire éclater le cadre, Lapaque a tendance à gêner, à commencer par les nantis, les bobos bien-pensants et les libéraux-libertaires, qu'il démolit avec l'éloquence de Jean-Claude Michéa (sous l'invocation de saint Orwell). Triste époque ! Si médiocre, si indifférente, si hédoniste. La présence réconfortante des classiques grecs et latins, que Lapaque déguste avec amour, l'en console en partie. Tout comme la gastronomie, les bons vins, le rugby et les voyages : Brésil, Algérie, Chine, Népal, Tahiti, etc. Placide, il observe le monde avec curiosité et bienveillance, camouflant son ironie débonnaire sous une naïveté de bon aloi, assez à la manière des *Lettres persanes*. Ironie envers son pays, surtout, car dès son retour, notre pourfendeur tonitruant dénonce les impostures de la « droite

révolutionnaire » et des « ours savants de la social-démocratie qui gouvernent la France en tremblant sous les coups de fouet des gardiens de zoo néolibéraux ». Le fidèle disciple de Bernanos et de Chesterton ne se plaint pas, il déplore, souvent avec panache, et éreinte volontiers les fantoches et les bonimenteurs. Ce gaulliste d'extrême gauche a hérité de Pasolini le courage du refus et le « don de ne pas se tromper d'ennemi ». C'est un maquisard, un mousquetaire, un irréductible Gaulois. Il se dégage de son livre touffu et tonifiant « une certaine idée de la France » : fière, joyeuse et libre. On jubile, d'ailleurs, de page en page, et l'on a envie d'embrasser l'auteur à tout bout de champ. > Lucien d'Azay

ESSAI

Et ainsi de suite. La régression à l'infini et comment l'interrompre Paolo Virno

Traduit de l'italien par Didier Renault
Éditions de l'Éclat | 196 p. | 19 €

Pour rendre compte du fonctionnement des institutions politiques ou de la signification des rites religieux, Paolo Virno, qui enseigne la philosophie du langage à l'université de Rome, s'appuie sur trois catégories logiques fondamentales : la négation, la modalité du possible et la régression à l'infini. Ces trois catégories constituent, selon l'auteur, la base logique de la métaphysique. Mais il annonce, en toute honnêteté pour le

lecteur, qu'il ne traitera plus profondément que la troisième, nous renvoyant ainsi à la lecture de quelques-uns de ses précédents ouvrages (Éditions de l'Éclat) pour les deux premières. Alors, cette troisième ? Le « ainsi de suite » si caractéristique de cette catégorie concerne toutes les formes d'acquisitions cognitives, de comportements pratiques et d'affects. Quelle frustration ou indifférence à force d'entendre chez nombre d'interlocuteurs (politiques, intellectuels, journalistes, sportifs, homme de la rue...) les « etc., etc. » (le redoublement est vertigineux !), les « ainsi de suite » ou cette scie, scansion inhibitrice, du « voilà » ! Avec la rareté des exemples dans cet ouvrage rigoureux, on a satisfaction à extraire cela, banal, mais ô combien emblématique de la problématique du livre : qui n'a pas été mis à l'épreuve du « pourquoi ? », répétitif, à l'infini, de l'enfant ? « Régression », donc, car là, dans cette situation, la question du petit d'homme n'est-elle pas, à l'extrême : « quelle est mon origine à moi ? » Ce qui est partagé, ici, avec l'accumulation des « etc. », c'est la peur, malgré soi, de la chute, de la suspension, l'angoisse du « et après ? ». Alors comment l'interrompre pour éviter l'inflation imaginaire ? L'interruption est une décision : « ça suffit comme ça ! » Mais, avec le développement de Virno, lui-même porteur en quelque sorte d'un « oui, et alors ? », on a envie de poursuivre avec Cues et *la Docte Ignorance*, Bolzano et *les Paradoxes de l'infini*, Lacan et *la Bande de Möbius*, etc. ! » **Gérard Albi**

ROMAN

Compagnie K William March

Traduit de l'américain par Stéphanie Levet
Gallmeister | 230 p. | 23, 10 €

Décembre 1917, William March : « Je voudrais qu'il y ait un moyen de prendre ces récits [*ceux des soldats*] et de les épingle sur une immense roue, à chaque récit sa punaise jusqu'à ce que le cercle soit bouclé. Et puis j'aimerais faire tourner la roue de plus en plus vite, jusqu'à ce que les choses que j'ai rapportées prennent vie et soient recrées, et qu'elles finissent par se fondre avec la roue, emportées les unes vers les autres et se chevauchant ; chacune devenant floue en se mêlant aux autres pour former un tout composite, un cercle de douleur sans fin... Ce serait l'image de la guerre. » Août 1914, Alexandre Soljénitsyne : « La roue rouge – cette meule de l'Histoire, ce tourbillon de feu qui finit par tout emporter, jusqu'aux révolutionnaires... » La roue, symbole des plus grandes atteintes à l'humanité au XX^e siècle ? William Campbell, *alias* William March, écrit en 1933 un roman à la narration très nouvelle et puissante. Cent treize récits courts, directs, sans compromis avec l'horreur, la cruauté, l'absurdité, la sensibilité. Pratiquement chaque séquence est une nouvelle sortie de la tranchée. À peine « terminé » avec le caporal Clarence Forster, on remet ça avec le soldat Oliver Teclaw... Le « un par un » épuise nos forces : quand est-ce que ça va finir ? ça ne finira donc jamais ? Et comme si l'engagement du corps, le corps exposé,

toujours exposé à la mort ne suffisait pas, l'auteur nous contraint à ne pas nous dérober aux pensées de chacun, à leurs paroles intérieures : « Jamais je ne saurai comment la guerre va finir, j'ai pensé. Jamais je ne saurai, maintenant, si c'est les Allemands qui vont gagner ou pas. » Le soldat William Mulcahey est-il mort ? Faire parler un mort ? Ce livre est le négatif, comme en photographie, d'un monument aux morts. Puisse-t-il trouver sa place dans tous les ouvrages à paraître, à l'occasion du centenaire, l'année prochaine, pour dire singulièrement l'histoire du poids de la Grande Guerre sur des millions de familles.

› Gérard Albisson

NOUVELLES

Le Vieux Journal

Lee Seung-U

Traduit du coréen par Choi Mikyung et Jean-Noël Juttet

Serge Safran éditeur | 240 p. | 19,50 €

« Depuis tout petit, je m'intéresse à l'ailleurs, nous confia un jour Lee Seung-U. L'espace que j'occupais enfant ne me satisfaisait guère ; j'ai toujours voulu sortir du cadre pour voir au-delà. Ce désir m'habite encore aujourd'hui, mon univers romanesque s'en ressent ; mes écrits se cristallisent autour du thème de l'exil : les personnages sont chassés de leur milieu ; ils souffrent. Je cherche à exprimer le manque, la frustration, l'arrachement. »

Lee Seung-U est né en 1959 dans le sud-est de la péninsule coréenne. Une

expérience religieuse l'incite à entreprendre des études de théologie, qu'il interrompt : « On ne peut pas se lancer dans cette voie pour fuir un mal-être. La mystique n'est pas un refuge. » Diplôme de journalisme en poche, ce lecteur fêru de Kafka et de Dostoïevski se tourne vers l'écriture. *La Vie rêvée des plantes*, traduit chez Zulma en 2006, pique les curiosités françaises : cette histoire d'amour, de honte, de culpabilité destructrice et de fol espoir place l'auteur parmi les grands écrivains de l'introspection. *Le Vieux Journal* s'inscrit dans la même veine : avec ses huit volets, le recueil sonde les états d'âme et les consciences. Par le truchement des pronoms personnels « je » et « il », Lee Seung-U nous installe tantôt dans la peau des protagonistes, tantôt dans celle d'un observateur. Mais que nous remplissions l'un ou l'autre rôle, nous suivons chaque fois la trajectoire d'une démarche existentielle : le doute, la peur ou le désarroi découlent soit d'une indifférence, soit d'une déchirure. Un vieillard attend ainsi en silence depuis des années une invitation ; un homme voit avec rancœur ressurgir un lointain passé ; un jeune artiste perturbe la vie sentimentale de sa sœur ; un trentenaire accomplit le rêve de son ex-petite amie défunte ; un nouvelliste renoue avec le cousin voleur de son journal intime... S'il se dégage des huit tableaux une tonalité sombre et souvent cruelle, une lueur pointe parfois à l'horizon : en exposant les douleurs et les tourments, certains personnages finissent par obtenir leur salut. › Aurélie Julia

HISTOIRE

Les Lumières de l'an mille

Pierre Riché

CNRS Éditions | 232 p. | 22 €

L'an mille véhicula longtemps des images de désolation, de violence et d'obscurantisme. Professeur émérite à l'université Paris X-Nanterre, éminent spécialiste des carolingiens, Pierre Riché s'est attaché à travers plusieurs de ses travaux – ce qu'il fait à nouveau en rassemblant ici plusieurs études – à redresser les représentations des X^e et XI^e siècles, qui ont trop souffert des récits de l'époque romantique, à commencer par ceux de Michelet. Toutes les légendes autour de l'an mille proviennent d'un verset de l'Apocalypse que le chroniqueur médiéval Raoul Gabler reprit à son compte en écrivant au début de ses *Histoires* : « Ces signes concordent avec la prophétie de Jean, selon laquelle Satan sera déchaîné après mille ans accomplis. » Dès lors, le mal était fait et l'an mille ne fut plus qu'une période de « terreurs », ce que Pierre Riché récuse afin de promouvoir au contraire les progrès accomplis entre la fin du X^e siècle et le début du siècle suivant : Otton I^{er}, roi de Germanie, restaure l'empire en 962, Hugues Capet monte sur le trône en 987, Otton III rêve de réconcilier pouvoir temporel et pouvoir spirituel dans le Saint-Empire romain germanique. Comme à l'époque carolingienne, les villes européennes connaissent un réel essor, le commerce s'étend en même temps que les routes qui relient les centres économiques entre eux. L'art n'est pas en reste non

plus : les ateliers de peinture fleurissent cependant qu'ivoiriers et orfèvres prospèrent. Grâce à des réformes monastiques importantes, de nombreux chantiers sont ouverts : églises et monastères sont construits, restaurés ou agrandis. Une forme d'humanisme, enfin, tend à se développer à travers l'essor intellectuel incarné par Gerbert d'Aurillac, immense savant devenu le pape Sylvestre II, mais aussi par des esprits aussi remarquables qu'Abbon de Fleury ou Fulbert, évêque de Chartres. En disciple d'Henri-Irénée Marrou, Pierre Riché revient sur les questions d'éducation à cette époque et constate que les écoles d'Occident à l'époque ont participé à cette Renaissance des X^e et XI^e siècles qu'on ne saurait désormais plus sous-estimer. > **Charles Ficat**

REVUE

Temps noir. La revue des littératures policières, n° 16

Joseph K. | 382 p. | 18 €

La confrérie des amateurs de littérature policière se retrouve dans les copieux dossiers de *Temps noir*, la revue de référence. Deux thèmes principaux constituent l'épine dorsale de la dernière livraison, pleine de pépites : la BD criminelle et un sujet mémoriel traité sous un angle original, la guerre d'Algérie... dans le roman noir. Ce dossier réalisé par Anissa Belhadjin est le fruit de la rencontre « Meurtres pour mémoire »

qui s'est tenue en décembre 2012 à la Bibliothèque des littératures policières (Bilipo) à l'occasion du cinquantenaire des accords d'Évian. La représentation de la guerre est une source d'inspiration naturelle du genre noir. En 1984, le roman de Didier Daeninckx *Meurtres pour mémoire* marque une rupture en prenant pour toile de fond la manifestation des Algériens à Paris en octobre 1961. À l'époque, c'était très sensible.

Le numéro contient aussi une conversation les yeux dans les yeux sur la biographie à ellipses de l'auteur du *Tro*, dont Jacques Becker tira un film qui a rang de classique : dans « Le passé tous risques de José Giovanni », Franck Lhomeau interroge Bertrand Tavernier sans ménagements. Le réalisateur a bien connu l'écrivain-cinéaste. Il est par moments bousculé par son intervieweur, qui en sait plus que lui grâce à sa consultation des archives judiciaires sur les activités passablement opaques de Joseph Damiani, le futur Giovanni. Revenu du couloir des condamnés à mort grâce à son avocat Stephen Hecquet, Giovanni a publié *le Trou* sous l'égide de Roger Nimier, son premier éditeur chez Gallimard, avant d'entrer dans la « Série noire ». Giovanni fut à la bonne école de la rédemption par l'écriture. Au cours de sa vie pleine de trous, Giovanni n'aura cessé d'accommoder les événements de son passé labyrinthique. L'étude fleuve de Franck Lhomeau, « Les premiers Français de la Série noire 1955-1960 (troisième partie) », revient très lon-

guement sur l'éclosion de Giovanni et sur celle d'une autre vedette, au rayon espionnage cette fois, Dominique Ponchardier, le père de l'agent secret Géo Paquet, dit « Le Gorille ». Tout ce que vous ne saviez pas sur Giovanni est à lire dans cette enquête biographique exceptionnelle. Enfin deux courts entretiens sur le film noir, lumineux, avec deux spécialistes (Eddie Muller et Noël Simsolo) reviennent aux origines du noir. Le premier à utiliser cette expression consacrée fut Nino Frank en 1946 dans la revue *l'Écran français*. Après la Seconde Guerre mondiale, le film noir atteint une sophistication formelle et une radicalité thématique lui donnant quelques lettres de noblesse dans l'histoire du cinéma mondial que personne ne lui conteste aujourd'hui.

› Olivier Cariguel

ESSAI

Conjurer la peur. Sienne, 1338 : essai sur la force politique des images Patrick Boucheron

Le Seuil | 286 p. | 33 €

Deux jeunes soldats, blottis l'un contre l'autre, guettent le danger. D'où viendra-t-il ? D'en haut ? ou de côté ? À leurs regards inquiets, sur la couverture de l'ouvrage, répond cette magistrale étude de la peinture, dite « du bon gouvernement », d'Ambrogio Lorenzetti, qui se déploie dans la *sala della Pace* du palais

communal de Sienne. « Je crois n'avoir jamais de ma vie regardé quelque chose aussi longtemps que ces trois murs peints », écrit Patrick Boucheron au terme de sa précise et érudite observation, grâce à laquelle il nous est donné de voir ce qui se joue réellement sur le mur siennois : un cri d'alarme en même temps qu'une méditation politique sur la démocratie et la tyrannie.

En 1338, Sienne est une commune dirigée par neuf magistrats. Ce sont eux qui ont commandé à Ambrogio Lorenzetti cette vaste fresque, jalonnée d'écrits explicites. À l'ouest, sous le regard absent d'un diable cruel et vicieux, règnent la guerre, le meurtre, le viol et la désolation. En face, à l'est, les citoyens s'affairent à leurs travaux des champs et de la ville en toute tranquillité ; ils ont la liberté d'aller et de venir, de se pencher à la fenêtre, ou de danser, ils sont *senza paura*, sans peur, dit une inscription. Ce n'est pas tant à ses institutions que se reconnaît un bon gouvernement, mais à ses effets bénéfiques. Pourtant certains signes, comme le dessin des robes des danseurs, annoncent une tristesse à venir. Au nord, domine la figure d'un grand vieillard entouré de jeunes femmes, allégories de la Prudence et de la Magnanimité, de la Tempérance et de la Justice. Il tient à la main une corde qui court le long d'une chaîne humaine et remonte jusqu'à la Concorde : image du gouvernement communal, littéralement encordé à ses citoyens par un lien de réciprocité. Non loin de lui, la Paix retient particulièrement l'attention : la fragile jeune femme repose au-des-

sus des instruments de son triomphe (les armes) ; se lit dans son regard une profonde mélancolie, celle-là même qui appartient à tout pouvoir, car, écrit l'auteur, « chaque fois que la paix triomphe, elle commence à s'affaïsser » et la tyrannie reste tapie dans l'ombre, telle une menace.

Aussi sort-on de cette lecture, de cette visite magnifiquement guidée, avec l'impression que ces murs, peints dans l'urgence il y a plus de sept siècles, nous parlent pour aujourd'hui. > **Édith de La Héronnière**

BIOGRAPHIE

Padre Pio. Miracles et politique à l'âge laïc **Sergio Luzzatto**

Traduit de l'italien par Pierre-Emmanuel Dauzat
Gallimard | 528 p. | 30 €

Loin de l'hagiographie, voici la première étude d'histoire et d'anthropologie religieuse concernant le célèbre capucin thaumaturge vénéré dans toute l'Italie. Son auteur est professeur d'histoire à l'université de Turin. L'enquête très fouillée qu'il mène, aidé en cela par les archives du Saint-Office (1910-1939) utilisées ici pour la première fois, présente le grand intérêt de mettre en lumière les interactions sociales et politiques intervenant de nos jours dans le phénomène de la sainteté.

Au lendemain de la guerre, alors que l'Italie voit monter le fascisme et que l'Église reste secouée par la crise

moderniste, le 20 septembre 1918, à San Giovanni Rotondo, dans le Gargano, un capucin presque illettré se découvre porteur des stigmates du Christ. Tout de suite le Vatican s'inquiète de l'engouement suscité par l'événement et envoie un médecin franciscain, Agostino Gemelli, vérifier la véracité des faits, lequel rendra des conclusions fort sévères, mettant en doute la santé mentale du padre Pio. Au fil du temps, les visites inquisitoriales d'émissaires du Vatican se succèdent. Chaque fois, la vertu du padre Pio est jugée inattaquable, tandis que stigmates et miracles restent sujets à caution, mais l'atmosphère de dévotion entourant le « saint » est considérée comme désastreuse. À plusieurs reprises, l'éloignement est décidé, mais il ne pourra jamais être mis en œuvre en raison de la pression populaire. Sergio Luzzatto se penche sur l'entourage du padre Pio et en particulier sur l'un de ses proches adoreurs, Emanuele Brunatto, escroc et fasciste notoire, qui pratiqua un marché noir lucratif en France sous l'Occupation dont les bénéfices serviront à la construction de la Casa Solievo della Sofferenza, l'immense hôpital voulu par le padre Pio. Avec une rigueur exemplaire, l'historien apporte tous les éléments pour apprécier le « phénomène Padre Pio », surgi dans un contexte d'attente du miracle et d'alliance entre la Croix et le faisceau au nom de la lutte contre le communisme, révélant aussi une sourde rivalité entre le peuple et le Vatican et une collusion entre culte catholique et business : le padre Pio fut, en effet, dispensé de son vœu de pau-

vreté par Pie XII en 1957 pour gérer les sommes considérables qui lui arrivaient de tous les horizons.

Soutenu par Pie XII, considéré par certains comme un *alter Christus*, canonisé par Jean-Paul II en 2002, le padre Pio ne cessa de susciter la méfiance de Jean XXIII, qui voyait en lui une « idole d'étoupe ». Au terme de cet ouvrage, le mystère demeure, mais les brumes qui l'entouraient se sont dissipées. > Édith de La Héronnière

ESSAI

Y a-t-il un parti intellectuel en France ? Daniel Lindenberg

Armand Colin | 192 p. | 18 €

À la question de savoir s'il existe un parti intellectuel en France, Daniel Lindenberg répond sans ambages par l'affirmative non sans se livrer à une originale traversée du XX^e siècle au cours duquel ce parti intellectuel a connu plusieurs métamorphoses. S'il fallait trouver une origine à ce mouvement, elle remonterait au moment de l'affaire Dreyfus, où plusieurs familles de pensée se cristallisent et de nouvelles figures émergent, notamment celle de Lucien Herr, le fameux bibliothécaire de l'École normale supérieure, qui impose cette double exigence d'un esprit de recherche scientifique allié à une conscience démocratique ouverte sur le progrès. Si Péguy inventa l'expression de « parti intellectuel » – à ses yeux il en existait même

au début plusieurs –, Lucien Herr, surnommé le « saint Cyran du socialisme », quoiqu'il ne fût pas marxiste, incarne ce mouvement dans sa plus pure expression. Charles Andler, le premier, consacra dans les années trente une biographie à ce personnage central de l'histoire intellectuelle française, avant que Daniel Lindenberg et Pierre-André Meyer ne se penchent à nouveau sur son cas (1977). Déjà Andler y notait : « Le Parti socialiste n'étudie pas. » Ce livre offrit à Thibaudet l'occasion d'écrire une note de lecture dans la *NRF* : « Pour une histoire du parti intellectuel », ce qui équivalait à un brevet de reconnaissance.

L'auteur des *Années souterraines (1937-1947)* étudie ici au long du XX^e siècle les évolutions de cette sensibilité où s'entrecroisent rigueur académique et engagement civique. Plusieurs noms se rattachent à la galaxie du parti intellectuel : le colonel Mayer, Simone Weil, René Cassin, Georges Canguilhem, Jean Cavailles... L'influence de ce parti – qui n'en est pas vraiment un au sens traditionnel – s'exercera également sur d'autres organisations qui tenteront d'en reprendre le modèle : Collège de sociologie, cercle de René Guénon, Nouvelle droite... Résolument spinoziste dans son attachement démocratique à la diffusion du savoir, Daniel Lindenberg nous offre l'histoire captivante d'une école de pensée soucieuse de marier l'érudition à l'action, aujourd'hui encore apte à inspirer des vocations. > **Charles Ficat**

ROMAN

Les Passions de l'âme Raffaele Simone

Traduit de l'italien par Christophe Mileschi
Arléa | 416 p. | 20 €

Le 4 octobre 1649, après avoir navigué pendant cinq semaines à bord de *l'Espérance*, Descartes gagne la Suède, encore sous la neige : la reine Christine – qui n'a pas 25 ans – veut s'initier à la philosophie du grand homme connu et admiré en Europe. Affolé aussi bien que séduit par la perspective d'un tel voyage, le philosophe regrettera très vite de ne pas avoir écouté l'avertissement de Pascal : « Tout le malheur des hommes vient d'une seule chose, qui est de ne pas savoir demeurer en repos dans une chambre. »

La première rencontre entre les deux éminentes figures est un échec : la reine aime la danse, la mythologie, la cour et sa propre personne, Descartes n'y entend goutte ; lorsque l'un voudrait méditer sur les passions de l'âme et l'infini, l'autre répond poèmes, intrigues et tableaux. Chaque jour annonce une déconvenue et l'hôte de la reine comprend qu'il n'est qu'une pièce de plus ajoutée à la collection royale. La présence d'un peintre espagnol adoucit les pensées noires du philosophe : par son humour, son amitié et ses fines réflexions, Machado ouvre à Descartes un monde d'idées. Il l'éveille notamment à la vélatrice, technique picturale qui consiste à superposer une fine couche de couleur aux couches précédentes. À partir de ce procédé, l'auteur du *cogito* révisé ses concepts métaphysiques ; tout

devient strate, voile, dissimulation, jeu de miroirs, apparence ; chaque chose en masque d'autres. Conscient de cette nouvelle réalité, Descartes porte sur les êtres et les circonstances des regards non plus frontaux mais obliques.

Raffaele Simone exerce l'art de la vélatrice avec brio : pour construire son subtil roman épistolaire qui raconte les derniers mois de Descartes (il meurt à Stockholm le 11 février 1650), le linguiste italien reprend certaines lettres de la correspondance, notamment avec Élisabeth de Bohême, réinvente les autres ou mêle des documents apocryphes afin de lier la trame. Si les spécialistes reconnaîtront les ajouts, le lecteur se laissera envoûter par une langue magnifique qui le mène au cœur d'une pensée en perpétuel devenir. » **Aurélié Julia**

ESSAI

Teen ! Cinéma de l'adolescence Olivier Davenas

Les Moutons électriques | 138 p. | 17 €

Sans doute les films qui mettent en scène des adolescents peuvent constituer une catégorie à part entière. C'est du moins le parti pris de certains auteurs, notamment Olivier Davenas, critique de cinéma, qui propose, dans son ouvrage *Teen !*, un aperçu essentiellement basé sur la production française et nord-américaine. « La culture populaire, écrit Davenas, est l'un des principaux matériaux du renouvellement des formes cinématogra-

phiques aux États-Unis, là où le cinéma français d'auteur préférera ignorer la culture populaire ou s'en défaire afin de mieux circonscrire son champ d'action. »

De fait, en France notamment, faute de généalogie propre, explique l'auteur, le cinéma de l'adolescence peut s'inscrire dans un réseau de références puisées dans la culture littéraire classique, et cite ainsi les films d'Abdellatif Kechiche (*l'Esquive*) ou ceux de Christophe Honoré (*la Belle personne*). Si l'argument est intéressant, on pourrait cependant lui opposer *les Enfants terribles* de Jean-Pierre Melville ou les premiers films des aventures d'Antoine Doinel de François Truffaut, tout juste entré dans l'âge adulte. De fait, Olivier Davenas fait commencer son histoire du cinéma adolescent en 1971 avec *Mourir d'aimer* d'André Cayatte, qui raconte l'histoire d'une enseignante (Annie Girardot) condamnée pour avoir entretenu une relation amoureuse avec l'un de ses élèves. De la même façon, il est dommage que l'auteur préfère mentionner *Noce Blanche* de Jean-Claude Brisseau plutôt que son film précédent, plus spécifiquement adolescent, *De Bruît et de fureur* (1988) – Brisseau faisant partie des plus proches, à l'instar de Jacques Doillon, note Davenas, d'un « cinéma adolescent d'auteur ». L'on peut éventuellement regretter que le livre ne s'attaque pas frontalement à la question de la sexualité et de l'adolescence comme recherche d'une identité sexuelle. Mais le propos est disséminé dans les différents chapitres, ce qui permet quelques belles pages d'analyses autour des films de Ken Loach ou de Larry Clark, qui furent sans

doute au plus près de cette question. Le livre, riches en références et en analyses, propose des points d'ancrages entre différentes productions, entre cinéma populaire ou films d'auteurs, qui de *American Pie*, *Pauline à la plage*, *Elephant*, *la Boum* ou *l'Esquive*, tentent de définir, ou du moins de faire un état des lieux de cette « zone interlope » qu'est l'adolescence. Bref, *Teen !* constitue une belle introduction pour (re)voir un corpus de films qui évoquent ce « plus bel âge » ingrat. › **Alexandre Mare**

DOCUMENT

Où sortir à Paris ? Le guide du soldat allemand 1940-1944

Édition établie par Laurent Lemire, traduit de l'allemand par Catherine Miel
Alma éditeur | 162 p. | 19 €

La « vie douce et facile de Paris, la Ville-lumière au ciel clément » faisait partie des trophées de guerre nazis de l'été 1940. Preuve supplémentaire de la très grande préparation du plan d'occupation élaboré dans tous les domaines, les autorités militaires allemandes avaient prévu d'acclimater leurs soldats à la vie parisienne. Dès le 12 août 1940, elles lancent le magazine *Deutsche Wegleiter* conçu comme un « compagnon de route ». Il tient à la fois du *Pariscope* et du *Guide bleu* touristique. Unique en son genre dans les pays occupés, ce guide sous-titré *Wobin in Paris ? (Où sortir à Paris ?)* se proposait de « faciliter aux troupes allemandes leurs relations avec les commerçants

parisiens et de leur faire connaître les innombrables chefs-d'œuvre artistiques qui font de Paris un joyau unique parmi les capitales du monde ». Paris, « un mot dans la bouche au son extraordinaire », le Quartier latin « mondialement connu », les superlatifs enchanteurs sont légion dans les colonnes de ce bimensuel d'une centaine de pages rempli de publicités de restaurants, de cabarets, de cinémas et d'articles sommaires sur la population parisienne comme les flics, les bouquinistes, les demoiselles. Un des articles sélectionnés dans cette anthologie qui reprend la maquette du journal avec ses belles photos et ses petits dessins qui animaient la page, s'enthousiasme des 700 000 usagers du métropolitain en 1938. Ainsi est dépeinte la ville-musée, à la fois vibronnante et propice au repos du guerrier jusqu'à l'assassinat d'un officier de marine allemand par le futur colonel Fabien sur le quai du métro Barbès-Rochechouart le 21 août 1941.

Paris, « notre ville », lit-on dans l'éditorial du premier numéro, est bien considérée comme une propriété allemande. Pas moins de 40 000 logements furent réquisitionnés, 400 hôtels hébergeaient la clientèle vert-de-gris tournante. Voilà un journal qui avait un lectorat captif et renouvelé ! Les morceaux choisis décrivent un Paris d'opérette débranché de la réalité, sans files d'attente devant des magasins sous-approvisionnés et sans rapport avec le quotidien du Parigot qui vit au ras des rutabagas. Un incontestable document d'époque qui met de la fausse couleur dans une époque vert-de-gris !

› **Olivier Cariguel**

Prochain numéro | FÉVRIER 2014

Être à la mode

À l'heure du tweet et du buzz, « être à la mode » a-t-il encore un sens ? La notoriété est-elle devenue une notion surannée ? Quelle place occupe la singularité et la créativité dans un monde de plus en plus uniformisé ? Peut-on être soi et en même temps à la mode ? Le numéro de février de la *Revue des Deux Mondes* propose d'explorer aussi bien les goûts collectifs que les manières de vivre.

Avec **Isabelle Guichot, Azzedine Alaïa, Lucas Delattre, Pamela Golbin...**

Une rencontre autour du numéro se tiendra à l'Institut français de la mode le **13 février 2014** de 19 heures à 21 heures.

Grand entretien avec **Philippe Labro**.

La deuxième partie du dossier de **Jean-Yves Pranchère** sur la république selon la monarchie.

Et toujours, les questions esthétiques avec **Eryck de Rubercy et Alexandre Mare**, les chroniques de **Gérald Bronner, Robert Kopp, Marin de Viry, Jean-Luc Macia, Mihai de Brancovan, Annick Steta, Frédéric Verger**, le « Courrier de Paris » de **Michel Crépu...**

www.revuedesdeuxmondes.fr | Facebook | Twitter @Revuedes2Mondes



1. Téléchargez une application de lecture gratuite adaptée à votre téléphone mobile.
2. Scannez pour accéder aux blogs hebdo, aux archives, à l'actualité de la *Revue des Deux Mondes* ou pour vous abonner en ligne...

Merci à la start-up Kairos, spécialisée dans le marketing mobile.

97, rue de Lille | 75007 Paris
Tél. : 01 47 53 61 94 | Fax : 01 78 41 43 26
N°ISSN : 0750-9278
www.revuedesdeuxmondes.com
revuedesdeuxmondes@gmail.com



Rédaction

Directeur | **Michel Crépu**
Secrétaire de rédaction | **Caroline Meffre**
(cmeffre@revuedesdeuxmondes.fr)
Révision | **Claire Labati**
Direction artistique et conception graphique : www.marikamichelon.fr

Comité d'honneur

Alexandre Adler | **Nathalie de Baudry d'Asson** | **François Bujon de l'Estang** | **Françoise Chandernagor** | **Marc Fumaroli** | **Marc Lambron** | **Alain Minc** | **François d'Orcival** | **Étienne Pflimlin** | **Ezra Suleiman** | **Christian Jambet**

Comité de rédaction

Manuel Carcassonne | **Olivier Cariguel** | **Jean-Paul Clément** | **Bernard Condominas** | **Charles Dantzig** | **Jean-Pierre Dubois** | **Renaud Girard** | **Adrien Goetz** | **Thomas Gomart** | **Aurélien Julia** | **Robert Kopp** | **Édith de La Héronnière** | **Élise Longuet** | **Thierry Moulouguet** | **Jean-Pierre Naugrette** | **Gero von Randow** | **Éric Roussel** | **Eryck de Rubercy** | **Jacques de Saint Victor** | **Annick Steta** | **Marin de Viry** | **Emmanuel de Waresquiel**

Communication et publicité

Élise Longuet | elonguet@fimalac.com | Fax : 01 47 53 62 11

Contact presse

Aurélien Julia | presse@revuedesdeuxmondes.fr | Tél. : 01 47 53 62 16

Société éditrice

La Revue des Deux Mondes est éditée par la Société de la Revue des Deux Mondes
S. A. au capital de 1 090 746 euros.

Principal actionnaire

Groupe Fimalac

Directeur de la publication

Thierry Moulouguet

Imprimé par Assistance Printing (CEE) – Commission paritaire : n° 0212K81194

La reproduction ou la traduction, même partielles, des articles et illustrations parus dans la *Revue des Deux Mondes* est interdite, sauf autorisation de la revue. La *Revue des Deux Mondes* bénéficie du label « Imprim'Vert », attestant une fabrication selon des normes respectueuses de l'environnement.

Crédits photos

Couv. | © Kirn Vintage Stock/Corbis. *Three German soldiers in WW1 pose together, ca. 1917.*

Abonnements (10 numéros par an)

France | 1 an › 75,50 euros | 2 ans › 145 euros | **Abonnement étudiant** | 1 an › 53,50 euros
Étranger | 1 an › 110,50 euros

Service des abonnements

Revue des Deux Mondes | 17, route des Boulangers | 78926 Yvelines Cedex 9
Tél. : 01 55 56 70 94 | Fax. : 01 40 54 11 81 | R2M@groupe-gli.com

Ventes au numéro

Disponible chez les principaux libraires (diffusion PUF, renseignements : **Ghislaine Beauvois** | 01 58 10 31 34 | beauvois@puf.com, distribution Union Distribution) et marchands de journaux (renseignements : vente au numéro | Inspection des ventes Sordiap | **Gilles Marti** | 01 42 36 80 82 | gmarti@mercuri-presse.com). **Prix au numéro** | France et DOM › 15 euros
Un bulletin d'abonnement est broché dans ce numéro entre les pages 144 et 145.